

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU

Droit Successoral de l'Époux survivant
DANS LA LÉGISLATION ROUMAINE
comparée aux Législations récentes

PAR

M. EUGÈNE TEODORINI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 20 Juin 1911, à 3 heures

Président : M. SALEILLES.

Suffragants } MM. PIÉDELIEVRE, professeur,
TISSIER, professeur.

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET CIE

ÉDITEURS

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

1911

DU
Droit Successoral de l'Époux survivant
DANS LA LÉGISLATION ROUMAINE
comparée aux Législations récentes

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU

Droit Successoral de l'Époux survivant

DANS LA LÉGISLATION ROUMAINE

comparée aux Législations récentes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 20 Juin 1911, à 3 heures

PAR

M. EUGÈNE TEODORINI

Président : M. SALEILLES.

Suffragants { MM. PIÉDELIÈVRE, professeur,
TISSIER, professeur.

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET CIE

ÉDITEURS

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU

Droit Successoral de l'Époux survivant

DANS LA LÉGISLATION ROUMAINE

comparée aux Législations récentes

INTRODUCTION

On a souvent signalé comme une des plus graves imperfections du Code Civil Roumain, le rang éloigné qu'il donne à l'époux survivant dans la succession de son conjoint prédécédé.

Dans l'état actuel de la législation roumaine, l'époux survivant n'est appelé à recueillir la succession de son conjoint que si celui-ci ne laisse « ni parents au degré successible, ni enfants naturels. »

La loi appelle à la succession du *de cujus* tout parent, jusqu'au douzième degré, de sorte que presque toujours la succession est appréhendée, soit par un héritier légitime, un parent, soit par un héritier irrégulier, un enfant naturel. En conséquence, dans la pratique des choses, un époux succède bien

rarement à son conjoint, en vertu de cette disposition et la réglementation du Code Roumain reste lettre morte dans la très grande majorité des cas. C'est là un fait regrettable.

Mais, aux termes de l'art. 684 de la même loi, il est accordé à l'épouse pauvre un droit d'usufruit dans la succession de son mari; parfois même — quand elle vient en concurrence avec d'autres parents que les descendants du *de cujus* — on lui donne un droit en pleine propriété.

Le dernier rang où on place le conjoint et le droit de l'épouse pauvre — correctif qui a plutôt l'aspect d'une aumône que d'un droit successoral — sont des dispositions d'une excessive dureté. Elles devraient être supprimées du code d'une nation moderne; une modification radicale et urgente est absolument nécessaire.

En effet, il n'est conforme, ni à la justice, ni à l'équité, que le conjoint survivant, dont le concours a été souvent fort utile à l'acquisition ou la conservation des biens de l'autre conjoint, le compagnon de toute la vie du défunt, soit relégué après tous les parents au degré successible, après les enfants naturels; et qu'il vienne seulement avant l'Etat. L'époux doit avoir un autre rang dans l'ordre des successions; il faut qu'on lui assigne une place meilleure; une réglementation équitable et digne s'impose.

Comment devrait se faire cette réglementation?

Quelle devrait être la nature et l'étendue du droit que l'époux survivant aurait sur la succession de son conjoint prédécédé? Serait-ce un simple droit d'usufruit, ou un droit de propriété? Ce droit aurait-il le caractère d'une réserve légale, ou pourrait-il être enlevé au conjoint survivant par les libéralités du défunt? Enfin, n'y aurait-il pas des causes de déchéance qui pourraient être opposées à l'époux survivant par les héritiers de l'époux prédécédé?

Voilà des questions intéressantes qui se posent autour du problème plus large : le droit successoral du conjoint survivant, et que nous tâcherons de résoudre dans le présent travail.

Avant de parler de ces modifications, il a paru intéressant de jeter un coup d'œil en arrière et de faire voir quelle était au point de vue successoral, la condition de l'époux en Roumanie dans les législations antérieures au Code Civil actuel.

En droit comme en toute matière, l'histoire présente un grand intérêt; car elle nous fait voir la genèse et l'évolution des idées; elle nous fait connaître les causes et nous précise le caractère des institutions actuelles.

Après avoir vu l'évolution et après l'étude de l'état actuel de la législation roumaine dans cette question, nous chercherons si un autre droit successoral plus large et plus équitable, peut avoir un fondement, « si le titre d'époux contient en soi le germe de la

« vocation héréditaire dans l'ordre de la succession
« *ab intestat* (1) ».

En cherchant une solution satisfaisante à ces diverses questions, le législateur pourrait s'inspirer des législations étrangères. C'est pourquoi nous serons conduits à faire un court exposé sur les dispositions des législations récentes, qui toutes assurent au conjoint survivant une situation meilleure que celle qui lui est faite par la nôtre.

Les nouvelles conditions de la vie, c'est-à-dire les multiples relations commerciales et industrielles entre pays, le grand nombre d'échanges internationaux, obligent les légistes et les praticiens à ne plus se limiter à l'étude de leurs législations nationales, mais à faire des recherches dans un domaine plus étendu, sur les dispositions des législations étrangères. Le juriconsulte, le légiste qui se bornerait à la contemplation de sa propre législation, qui ne sortirait pas de l'étude de son droit national, serait porté à commettre des erreurs grossières, à concevoir des idées très étroites sur les principes juridiques ; de même que l'homme vivant isolé dans sa cabane, est porté à se faire une fausse conception de la vie.

Il y a donc tout d'abord intérêt à connaître les législations étrangères pour élargir nos conceptions juridiques et sociales, mais de plus leur connaissance

(1) HERISSON. *Le droit successoral de l'époux survivant* (Thèse), 1892, Introduction.

fournit au juriste un aide précieux pour la réformation de sa propre législation (1).

Une loi positive est dans l'impossibilité de tout prévoir; elle ne peut pas solutionner tous les cas que la vie compliquée d'aujourd'hui peut faire surgir. Il ne faut pas laisser aux juges la tâche de résoudre les problèmes qui se posent ainsi, mais il est toujours préférable de chercher à donner des solutions précises, qui assureront ainsi la justice et l'impartialité.

« Le progrès se réalise avant tout, et surtout, par
« voie de réformes législatives et c'est à hâter ces
« réformes que la science juridique doit s'appli-
« quer (2) ».

Dans d'autres cas les lois d'un pays, quelles qu'elles soient, ne peuvent pas garder les formules qu'elles ont adoptées et qui ne peuvent jamais être définitives; car, construites pour répondre à certaines nécessités elles doivent changer avec ces nécessités et toujours satisfaire les exigences de la vie. Les meilleures règles même, vieillissent et ont besoin d'être corrigées et réformées si l'on veut, qu'elles répondent toujours à leur rôle, ou qu'elles n'entravent pas le bon fonctionnement de l'organisme social. Le juriste, a alors la

(1) Pour le droit comparé. — SALEILLES, cours 1908-1909, Paris. *Sur la législation civile comparée*. — SALEILLES. *Bulletin de la Société de législation comparée*, vol. 29, année 1899-1900, p. 383. — SALEILLES. *Revue du congrès international de droit comparé 1900*. — LAMBERT. *Etudes de droit commun comparé*. — DELSOL. *Discours parlementaires*. 2 vol. — VALLIER. *Le fondement du droit successoral en France*, Thèse, Paris, 1902.

(2) SALEILLES. *Cours de législation comparée*.

mission délicate de formuler d'autres règles — délicate, car il ne peut savoir au juste, ne pouvant les expérimenter — le rôle que ces règles juridiques joueront, et ne peut non plus connaître les résultats exacts qu'elles donneront; assez souvent les conséquences de la moindre erreur sont irréparables.

M. Lambert, dans son intéressante étude sur le droit comparé, expose de la manière suivante le rôle de la législation (1) : « En rapprochant les solutions
« les plus modernes que les mêmes problèmes ont
« reçu ailleurs, des dispositions si nombreuses dans
« chaque code ou dans chaque jurisprudence, le droit
« civil comparé fera prendre conscience aux législateurs et aux tribunaux de l'absurdité de ces règles,
« qui persistent après la disparition de leur raison
« d'être et entravent sans profit et sans compensation
« le développement des meilleures productions de la
« pratique. Il les conviera ainsi à entreprendre de
« nouvelles tâches et contribuera à multiplier leur
« activité naturelle ».

En comparant les législations des peuples qui sont au même stade de la civilisation, ou qui se ressemblent par les conditions de la vie économique, ou des mêmes formes politiques qu'elles reflètent, on peut voir les qualités d'une législation, les conséquences des règles juridiques, les formules supérieures en équité, les

(1) *Etude de droit commun comparé*, p. 901.

dispositions législatives mieux adaptées aux besoins de la vie actuelle, de même qu'on arrive à découvrir leurs défauts et leurs mauvais côtés. Renseigné, éclairé, par les réglementations des autres pays, on se donne la possibilité d'avoir une législation meilleure, en évitant bien des erreurs ou en corrigeant les lacunes que ces propres lois présentent déjà. Le service rendu au légiste par le droit comparé est celui d'une expérimentation dans le domaine des sciences expérimentales. En se rapportant aux progrès réalisés par ses voisins, le législateur aura la possibilité d'adapter plus vite son système juridique aux transformations économiques et aux changements incessants des nécessités sociales. Il pourra par ce travail activer la marche vers le progrès, trop lente souvent et trop timide, de sa législation nationale.

Tel est l'intérêt que nous offre l'étude de la législation comparée.

Le problème du droit successoral de l'époux survivant est une question qui, par sa portée sociale, intéresse au même degré tous les pays. L'organisation de la famille, la valeur du mariage, les rapports établis entre époux, sont des problèmes sociaux qui par leur importance, dépassent les limites d'une législation. Il n'est donc pas inutile de chercher comment les divers peuples les ont résolues et quels ont été les résultats de l'épreuve pratique, car les difficultés que nous éprouvons dans notre effort de perfection-

nement ont déjà été éprouvées par d'autres peuples. Nous devons utiliser leurs expériences, pour éviter bien des erreurs et des tâtonnements.

Toutes les législations de l'Europe ont résolu, à l'heure actuelle, le problème que nous nous posons, en accordant à l'époux survivant, un droit, plus ou moins complet, dans la succession de son conjoint prédécédé. Il y en a même, qui ont étendu ce droit jusqu'à une part en pleine propriété.

Une étude des législations étrangères, se comprend encore mieux dans une législation comme la nôtre, qui s'est toujours inspirée, dans ses constructions, des législations étrangères (1).

Nous exposerons les solutions données à notre problème dans les législations les plus récentes; elles marquent l'infériorité du Code Civil Roumain en ce qui concerne la situation par lui créée à l'époux survivant, et nous essaierons de les prendre comme modèles, quand nous étudierons la solution à donner au problème en droit roumain.

Ce n'est qu'après et en dernier lieu, que nous tâcherons de répondre aux questions sus-indiquées, qui

(1) Code BASILE LE LOUP, MATHIEU BESSARABE, IPSILANTE, CARAGEA CALIMACH, du droit byzantin (*Basiliques et Harmenopule*); le CODE CALIMACH, du Code Autrichien de 1811. Plus tard, le Règlement organique, des institutions russes; le Code Civil actuel, du Code Napoléon et, pour le régime des hypothèques, le Code belge; le Code de Commerce Italien a inspiré notre Code de Commerce.

sont encore à l'heure actuelle presque toutes à l'ordre du jour, et ainsi nous solutionnerons le problème qui nous occupe : le droit successoral du conjoint survivant dans la législation roumaine.

CHAPITRE PREMIER

LA LÉGISLATION EN ROUMANIE

Sur l'étendue du territoire qui aujourd'hui est habité par le peuple Roumain et dont une partie forme la Roumanie moderne, habitait à des temps bien reculés, un peuple valeureux et d'une grande bravoure, les Daces.

Après de longues années de luttes, sanglantes et acharnées, il fut soumis par les Romains, avec lesquels ils étaient en continuelle rivalité, et la Dacie fut transformée en province romaine.

En ce qui concerne la législation de ce peuple, quant aux lois qui le gouvernaient, on est dans la plus grande ignorance en raison du silence des chroniqueurs. Mais le droit comparé permet de dire, avec les meilleurs auteurs, que la volonté des princes et le droit naturel tenaient lieu de loi écrite (1).

(1) DEMÈTRE CANTEMIR. *Descriptia Moldovei*. — ALEXANDRESCO, D., *anc. et mod. d. l. R.*, p. 470.

L'Empereur Ulpus Trajanus, soumit le peuple des Daces et transforma leur pays en colonie romaine conformément au système romain de colonisation, c'est-à-dire en y transplantant une population latine. En même temps que les nouveaux habitants, les Daces reçurent aussi des lois et des institutions juridiques. Pendant tout le temps que ce peuple fut soumis aux empereurs romains et byzantins, le droit romain y fut appliqué et a exercé une grande influence.

Nous étudierons donc ici brièvement les dispositions du droit romain relatives à la question qui nous préoccupe : Le droit successoral du conjoint survivant.

Le droit romain

Les droits de succession du conjoint survivant pendant les premiers siècles à Rome, au temps des jurisconsultes classiques, sont si différents, selon que le mariage a été accompagné ou non de la « *conventio in manum mariti* », qu'il est indispensable pour l'étude de ces droits successoraux de distinguer les deux formes.

La succession en cas de mariage « *cum manus* » (1)

La femme en se mariant « *cum manus* », entrait dans la famille du mari, elle était « *loco filix* », à la suite de la « *capitis diminutio* », qu'elle subissait.

Par la « *conventio in manum* » une confusion des patrimoines se produisait aussi ; tout ce que la femme possède, tout ce qu'elle acquiert dans la suite rentre dans la fortune du mari ; de manière que leurs biens se réunissent en une masse unique, dont ils ont en quelque sorte la copropriété, mais dont le mari seul a l'administration et la libre disposition.

Dans cette première forme du mariage, le mariage « *cum manus* » il ne peut pas s'agir d'un droit successoral en faveur du mari, puisque celui-ci était le propriétaire absolu du patrimoine commun de la famille et que la femme n'ayant pas de biens propres, ne pouvait en laisser à sa mort.

La femme survivante jouit d'un droit important sur la succession de son mari prédécédé ; elle compte comme un enfant. Elle a donc la totalité ou une part d'enfant, selon qu'elle est seule héritière ou qu'il y a des enfants du *de cujus* (2).

(1) BOISSONADE. *Histoire des droits de l'époux survivant*, p. 61. — GIRARD. *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 144 et 821. — RATHERY. *Recherches sur l'histoire du droit de succession de la femme*, dans la *Revue de législation et jurisprudence*, t. XVIII. 1843, p. 77.

(2) E. CUQ. *Institutions juridiques des Romains*, 1894, t. I, p. 287, et t. II, p. 96. — ACCARIAS. *Précis de Droit Romain*, 1156, n° 420.

Ces droits sont la conséquence de la *manus*, ils dérivent du lien du mariage et surtout de la puissance. On ne voit pas encore apparaître le droit de succession réciproque entre époux, qui découlerait uniquement du lien conjugal. Pour avoir un pareil droit il faudrait un certain degré d'égalité, dans la condition juridique des époux qui n'existe pas encore.

Mariage « sine manu » (1).

Sous la deuxième forme du mariage à Rome, le mariage « *sine manu* » la femme ne subit pas de « *capitis diminutio* », elle ne rentre pas dans la famille de son mari, mais reste dans sa propre famille, sous la même puissance paternelle qu'avant son mariage. Le mari obtient par le mariage des pouvoirs sur la personne de sa femme, mais non sur ses biens ; ceux-ci restent dans le patrimoine de sa famille de sorte que les intérêts des deux époux sont toujours séparés et les droits de succession « *ab intestat* » ne dérivant dans les premiers temps de la législation romaine, que du lien d'agnation, aucun droit successoral entre époux ne pouvait exister (2).

Les conséquences de cette disposition étaient fâcheuses, surtout pour la femme, quand elle n'avait pas de biens personnels. N'ayant aucun droit héréditaire, elle restait à la fin du mariage sans ressources.

(1) CUQ. *Ibid.*, t. I, p. 224.

(2) ACCARIAS. *Ibid.*, t. I, p. 4164, n° 422.

Le droit prétorien (1)

Le préteur, fit par ses moyens propres ce que pendant des siècles le droit civil n'avait pu faire. Il créa un droit héréditaire entre époux unis dans le mariage libre seulement (2).

Le préteur, en effet, disposa qu'en l'absence des héritiers du droit civil ou du droit prétorien, ou si ceux-ci n'acceptaient pas la succession, elle soit « dévolue aux survivants des époux. C'était là « *Bonorum possessio unde vir et uxor* » (3).

Elle n'était pas accordée de plein droit ; le conjoint devait solliciter le bénéfice de la *bonorum possessio*, dans un délai fixé à cent jours. Mais, pour que ce droit de succession prétorienne s'appliquât, le lien du mariage « *matrimonium justum* » était indispensable ; il ne s'appliquait pas dans le mariage non légitime (le mariage du droit des gens) ou dans le concubinat. Le mariage qui déterminait le droit devait être valable ; l'époux était dans l'impossibilité d'exercer son droit de succession, si à son union avec le défunt, l'une quelconque des conditions faisait défaut. De plus, au jour du décès de l'un des époux, le ma-

(1) CUQ. *Ibid.*, p. 529-536. — BOISSONADE, *Ibid.*, p. 67.

(2) *Instituta*, Lib. III, tit. 18.

(3) CUQ. *Ibid.*, vol. II, p. 613. — GIRARD, *Ibid.*, p. 824. — ACCARIAS, *Ibid.*, t. I, p. 4224, n° 443. — RATHERY, *Ibid.*, p. 78.

riage devait subsister; le divorce faisait tomber le droit successoral même s'il y avait faute de la part du prémourant.

Le droit successoral était donc véritablement — étant là une innovation importante — fondé sur le lien même du mariage.

A partir de cette époque, on ne fit plus de distinction entre l'homme et la femme; il y avait bien un véritable droit de succession réciproque. L'absence d'un droit de succession entre époux dans le mariage *sine manu*, conduisit donc, à la création de la *bonorum possessio unde vir et uxor*.

Le Bas-Empire (1).

Le droit de succession entre époux, tel qu'il a été construit par le préteur, ne parvient pas au Bas-Empire sans être soumis à quelques modifications et sans subir certaines vicissitudes. L'esprit de la législation romaine sous l'influence des idées grecques et plus tard sous l'influence généreuse du christianisme perdait de sa vigueur et se faisait plus souple; elle se transformait en devenant plus libérale et plus humaine.

Les réformes réclamées par l'équité, sur la condition

(1) BOISSONADE. *Ibid.*, p. 71.

du conjoint survivant furent surtout l'œuvre de Justilien. Cet empereur étant persuadé sans doute que la situation créée à l'époux par la législation antérieure n'était pas équitable, trouvant injuste qu'une femme restât après la mort de son mari sans ressource et subside (ce qui arrivait quand elle n'avait pas de dot ou qu'aucune libéralité n'avait été faite en sa faveur), décida de lui assurer un meilleur sort. Il laissa subsister la « *bonorum possessio unde vir et uxor* » mais créa en plus, par ses *Novelles*, une autre législation. En 537, par la *Novelle 53*, chapitre 6, il décida que la veuve d'un mari décédé dans l'opulence, prendrait un quart en propriété de la succession de son époux, même quand elle se trouverait en face d'enfants issus de leur mariage commun ou du mariage précédent du mari. On imposait seulement comme condition que la femme n'eût pas de dot ou d'autres biens qui puissent garantir son existence (1).

Cette disposition fut déclarée applicable tant à la femme qu'au mari. Mais ce droit de succession quoique la loi le fixât à une quarte, ne pouvait jamais excéder cent livres d'or. La veuve devrait imputer sur sa quarte, tous les biens qu'elle avait reçu de son mari (2).

(1) C'est cette *Novelle* abrégée qui est connue sous le nom d'*Authentiqua proeterea* (*Glossateurs Bologne*).

(2) CUQ. *Ibid.*, t. II, p. 853. — DUVERGIER. *Traité de successions légitimes*, p. 302. — GIRARD. *Ibid.*, p. 405. — ACCARIAS. *Ibid.*, t. I, p. 4279., n° 468 et p. 4288, n° 470., § 6. — RATHERY. *Ibid.*, p. 393.

En 542, par la *Novelle 117*, Justinien restreignit le droit de succession entre époux à la femme; les hommes veufs furent replacés sous le régime des constitutions antérieures. A ce point de vue, la législation de Justinien était donc peu favorable aux époux.

Quand à la femme, lorsque le défunt laissait plus de trois enfants, elle ne pouvait prétendre qu'à une portion virile.

Par la même *Novelle*, le droit de la femme était réduit à un droit d'usufruit quand les enfants étaient nés de leur union commune. La femme survivante avait la pleine propriété de sa quarte dans le cas où il n'y avait pas d'enfant. C'est ce qu'on appela « la quarte du conjoint pauvre ».

Après Justinien, l'empereur Léon le Philosophe, par la *Novelle 106*, rétablit en faveur de la veuve pauvre le droit en pleine propriété, pour sa portion virile ou sa quarte selon qu'il y avait trois enfants ou moins. La *Novelle* dispose encore que la veuve perd sa quarte, si elle se remarie.

On peut donc conclure en somme, de ce qui précède, que dans la législation romaine le droit successoral entre époux apparut assez tard.

Dans les premiers temps, quand le mariage *cum manus* était en vigueur, un droit successoral en faveur du mari ne pouvait faire question; parce que la femme n'ayant pas de bien propre, ne pouvait laisser à sa

mort un patrimoine sur lequel le droit successoral peut être exercé. Quand à la femme survivante, si elle possède un droit d'hérédité dans la fortune de son mari prédécédé, c'est à un autre titre; c'est à titre d'enfant; c'est à la suite du bien de famille et de puissance qui s'est produit par la *manus*, et nullement, comme conséquence directe du mariage et du titre d'époux pris en lui-même. Pour la première fois donc, ce fut le préteur qui donna une valeur au titre d'époux « *vir et uxor* », et fit découler un véritable droit de succession réciproque. C'est à lui qu'on doit reconnaître le mérite d'avoir introduit ce nouveau principe.

Quand à la législation impériale du Bas-Empire, spécialement celle de Justinien, elle accorda à l'époux survivant une part dans la succession du prédécédé. On limita seulement bientôt ce droit successoral, qui était au commencement réciproque, à la femme seule. Les législateurs ont été probablement guidés par l'idée que l'homme gagne plus facilement sa vie et peut toujours par son travail assurer son existence.

La veuve donc, si elle est pauvre et que son mari meurt en laissant une fortune quelconque, obtient une part dans la succession. La part qui lui est assurée est d'un quart des biens si il y a trois enfants ou moins, et d'une part virile s'ils sont plus nombreux. Cette part est en usufruit s'il y a des enfants et en pleine propriété s'il n'y en a pas. A partir de Léon

le Philosophe, sa part lui est attribuée en propriété, même quand elle vient avec les enfants à la succession. La réglementation des empereurs paraît n'avoir fait du lien conjugal et du mariage en lui-même, la base d'un droit de succession réciproque entre époux, mais plutôt le fondement d'un secours à la veuve dans le besoin.

Telle est l'évolution du droit successoral des époux dans la législation romaine.

Avant d'arriver à la période actuelle, il reste à voir ce que ce droit a été dans les anciennes législations roumaines antérieures à la confection du Code Civil (1).

Pour ce qui concerne les premières institutions de droit, c'est-à-dire l'état de la législation après la domination des Romains, nous laissons la parole à Demètre Cantemir, prince de la Moldavie, contemporain de Pierre le Grand, et nous citons un passage extrait de son ouvrage, la *Description de la Moldavie*.

« Lorsque par suite de l'invasion des barbares, la
« Dacie fut désertée par ses habitants et que les em-
« pereurs de Constantinople se virent forcés d'aban-
« donner la province à son sort pour ne songer qu'à
« leur propre défense, les lois romaines furent telle-
« ment altérées et modifiées parmi les Daces qu'à
« l'époque du retour de Dragoch en Moldavie les
« juges ne savaient plus quel droit appliquer.

(1) DISSES COU. *Livre du centenaire*, vol. 2. — ALEXANDRESCO. *Dreptul civil român*, vol. 3 et 4. — NACOU. *Dreptul civil român*, vol. 2.

« Alexandre, le premier Despote de la Moldavie, que
« les Moldaves ont appelé le Bon à cause de sa sagesse,
« voulant remédier à cet état de choses, reçut sur sa
« demande de Constantinople, avec les marques dis-
« tinctives de la royauté, les lois impériales contenues
« dans les Basiliques; de ces livres volumineux il tira
« l'extrait qui constitue aujourd'hui la législation mol-
« dave.

« Néanmoins ces peuples ne renoncèrent pas tout
« à fait pour cela, aux nombreuses coutumes qu'ils
« avaient empruntées pendant son émigration, aux
« peuples voisins.....

« Voilà pourquoi la Moldavie eut deux espèces de
« lois, les unes fondées sur le droit romain et byzantin
« et sur les canons des saints conciles, les autres
« non écrites et pouvant être considérées comme la
« première manifestation de la race; on appelle
« celles-ci, dans notre langue « *obiceiu* », mot emprunté
« aux slaves et qui signifie us et coutumes. Mais,
« comme ces coutumes ne sont pas écrites, les juges
« peu scrupuleux les violent et les dénaturent ouver-
« tement; c'est pourquoi Basile d'Albanais (Albanitul)
« qui fut prince de Moldavie au siècle dernier (1646),
« chargea des hommes compétents et sages de codi-
« fier toutes les lois du pays, tant celles qui étaient
« écrites que celles qui ne représentaient qu'une tra-
« dition orale et composa ainsi un Code, qui jusqu'à
« ce jour est pour le juge un fil conducteur ».

Il est impossible de donner aucun renseignement sur la solution des textes législatifs réunis par Alexandre le Bon; car ils ne sont pas parvenus jusqu'à nous (1).

Les diverses législations qui suivirent s'occupèrent des droits successoraux du conjoint survivant et donnèrent à ce sujet des solutions assez diverses, que nous allons maintenant brièvement exposer.

Deux siècles après en 1646, Basile le Loup (Vasile Lupu) prince de la Moldavie, donna un nouveau Code extrait comme le précédent, des Basiliques.

En même temps, en Valachie (l'autre province de la Roumanie de ce temps), le prince Mathieu le Bessarabe fait imprimer (1652) un Code pour sa principauté, qui était lui aussi, une traduction des Basiliques. Il est plus complet que le Code de son rival de la Moldavie.

Les Codes de Basile le Loup et Mathieu le Bessarabe étaient défectueux et forts incomplets, car ils ne contenaient que des lois pénales, agricoles ou canoniques. En ce qui concerne le droit civil ils ne renfermaient que des dispositions nécessaires aux besoins de l'époque. La question du droit successoral de l'époux, y était pourtant prévue.

Le Code Bessarabe, appelle l'époux à la succession de son conjoint prédécédé seulement en absence de parents. Chap. CCLXXVI. « Quand l'homme meurt,

(1) ALEXANDRESCO. *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 468.

« soit le mari, soit la femme et qu'il n' a pas de testament et qu'il n'y a ni enfants, ni père, ni mère, ni frères, ni sœurs, ni d'autres parents de sang jusqu'au sixième degré, alors le mari hérite de sa femme ou la femme de son mari, même s'ils n'ont été que peu de temps mariés ».

Et plus loin, au chap. CCLXIV : « La femme dont le mari mourra et qui ne se remarie plus, prend les dons antenuptiaux et toute sa dot, et elle aura des biens du mari, une part d'enfant (portion virile) dont elle fera ce qu'elle voudra (pleine propriété). Le tiers seulement de sa fortune doit être réservé à ses enfants.

« De même si le mari ne se remarie plus, qu'il ait dans la fortune de sa femme, une part d'enfant ».

Ainsi, dans cette législation reculée, la situation du conjoint survivant était meilleure qu'elle ne l'est selon le Code Civil actuel.

Les Codes de Basile le Loup et de Mathieu le Besarabe, furent régulièrement appliqués jusqu'au dix-huitième siècle, quand les princes phanariotes vinrent gouverner le pays. Leur règne fut d'un siècle et pendant tout ce temps toute notion de droit et de justice disparut ; l'abus, la corruption, le crime et le banditisme leur furent substitués.

Les Codes de Basile le Loup et de Mathieu le Besarabe, quoique non abolis, ne furent plus appliqués et disparurent à peu près de l'usage.

Quand on voulait rendre la justice, on se basait sur les constitutions impériales, les *Novelles* de Justinien et de Léon, sur l'abrégé des *Basiliques* et sur le manuel, d'*Harmenopule* (1), comme le dit M. Alexandresco, l'éminent professeur de la Faculté de droit de Jassy, dans son traité sur « Le droit ancien et moderne de la Roumanie ». (Page 474.)

Plus tard, un des rares jurisconsultes de ces temps (1804) Andronaki Donitch, pour remédier au mal, rédigea en roumain un *Manuel de droit*, ou extrait des livres de droit de l'Empire, avec des renvois aux *Basiliques* et au manuel d'*Harmenopule*.

De même en Valachie, Alexandre Ipsilanti, un prince phanariote, regrettant la lacune de la législation, fit imprimer aussi, un Code (1776), qui est un abrégé incomplet en grec moderne, des *Basiliques*.

Les Codes Donitch et Ipsilanti, contenaient les mêmes dispositions relatives au droit successoral des époux. Ils étaient à cet égard beaucoup plus complets et plus équitables que le Code Civil actuellement en vigueur.

Le Code Ipsilanti, confère au conjoint survivant (homme ou femme) un droit de succession sur les biens de l'autre conjoint *sans imposer comme condition, l'indigence*.

D'après ce Code, la femme en concurrence avec

(1) *Manuel de droit*, extrait des anciennes lois grecques et romaines et rédigé par un jurisconsulte byzantin du XII^e siècle.

des enfants, a droit pour son entretien, à une portion virile en usufruit qu'elle ne perd pas, même en se remariant.

La femme a droit au tiers des biens en pleine propriété, quand les enfants viennent à mourir, soit qu'elle reste veuve, soit qu'elle se remarie, « parce qu'elle a souffert des douleurs de l'enfantement et qu'elle a mis sa vie en danger », à moins qu'elle ne se soit remariée avant l'expiration de son deuil.

La femme « stérile », aux termes de ce Code ne reprend après la mort de son mari, que sa dot en entier, s'il y a eu estimation; dans le cas contraire, elle la reprend telle quelle, ainsi que les dons antenuptiaux. C'est en quelque sorte une punition de sa stérilité.

Pareillement, le veuf sans enfants, reprenait seulement ses biens propres, ainsi que tout ce qui avait été donné avant les nocces ; on ne lui reconnaît pas de droit de succession.

Le Code Donitch contenait à peu près les mêmes dispositions ; il accordait à la femme pauvre, un quart en pleine propriété dans la succession de son époux, quand il y avait moins de trois enfants et une portion virile, quand il y avait quatre enfants ou plus. Ce Code était donc basé sur la *Novelle* de Justinien.

Les Codes Donitch et Ipsilanti, n'eurent qu'une courte durée, car en 1817, les deux principautés reçurent chacune une législation nouvelle ; la Mol-

davie eut le Code Calimach ; la Valachie le Code Caragea.

Ces Codes sont en langue grecque. Le Code Calimach reproduit en grande partie le Code Autrichien de 1811. Le Code Caragea se rapproche du manuel d'Harmenopule. Ils ont été en vigueur jusqu'en 1865, date de la promulgation du Code Civil actuel.

Les dispositions du Code Ipsilanti relatives au droit successoral du conjoint survivant étaient passées avec quelques légers changements, dans le Code Caragea, de même que celles du Code Donitch étaient passées dans le Code Calimach.

Voici ce que décide le Code Calimach : « La veuve
« qui, ayant des enfants, ne se remarie pas, prendra
« dans la fortune de son mari défunt, la part d'un
« enfant, en usufruit seulement ; de même le mari,
« qui ayant des enfants, ne se remarie pas, prendra
« dans la succession de sa femme décédée, la part
« d'un enfant, également en usufruit (art. 957).

« La femme riche qui n'a pas apporté de dot à son
« mari n'aura pas cette part ; il en est de même du
« mari, qui, étant riche, n'aurait constitué à sa femme
« aucun avantage nuptial (art. 958).

« La femme pauvre, ayant moins de trois enfants
« de son époux prendra le quart de sa fortune nette
« en usufruit ; et si elle en a plus de trois, elle ne
« prendra qu'une portion égale à celle d'un enfant,
« toujours en usufruit (art. 959).

« Si le mari laisse des enfants de sa première
« femme, la veuve pauvre prendra en pleine pro-
« priété, soit le quart de la succession, soit une part
« proportionnelle au nombre des enfants. S'il laisse
« non des enfants, mais d'autres parents, elle pren-
« dra invariablement le quart en pleine propriété. Il
« en est de même du mari pauvre venant à la suc-
« cession de sa femme (art. 960). »

La femme qui avait apporté une dot ne venait pas à la succession de son mari; elle reprenait sa dot, augmentée d'une part qui était d'un tiers, sauf convention spéciale. Ce n'est que lorsque les biens du mari étaient insuffisants pour fournir l'augmentation qu'on appliquait les art. 959 et 960.

L'art 961 dit : « S'il n'y a pas d'enfant ni d'autres
« parents, ni un successeur indiqué aux §§ 942 à 956,
« le mari hérite de sa femme et la femme de son
« mari, s'ils ont vécu ensemble jusqu'à la mort de l'un
d'eux. »

Le Code Calimach accorde donc, des droits identiques, une portion virile en usufruit à la femme et au mari quand ils sont en concurrence avec les enfants. On exige seulement qu'ils ne se remarient pas. Les femmes riches qui n'ont pas constitué de dot et les maris riches qui n'ont pas fait de dons nuptiaux, sont exclus de ces droits.

L'époux pauvre, mari ou femme reçoit, s'il est en concurrence avec les enfants d'un mariage antérieur

ou avec d'autres parents, un quart en pleine propriété, et une portion virile s'il y a plus de trois enfants. L'époux pauvre ne perd pas son droit même s'il se remarie.

Quand il n'y a pas de parents successibles, toute la fortune est acquise par l'époux survivant.

Dans le Code Caragea, l'époux survivant a l'usufruit d'une portion virile, quand il vient en concurrence avec les enfants et descendants; 2° il a un sixième en pleine propriété, quand il est en concurrence avec les autres parents, si le mariage a duré au moins 10 ans; 3° il prend tout, quand il n'y a pas de parents successibles. Le mari autant que la femme pouvait se prévaloir de ces droits.

Voici, textuellement, les articles du Code Caragea :

Code Caragea, 4^e partie, CHAP. 3, ART. 17, lettre K. — « Quand l'époux du défunt survit et qu'il y a
« des descendants, ou quand l'époux survit et qu'il y
« a des enfants, les enfants, l'âme du défunt ou de la
« défunte et l'épouse survivante héritent également
« de la fortune d'après ce qui suit :

« Les enfants prennent les parts sur lesquelles ils
« auront pleine propriété et ont à leur charge les
« dépenses de l'enterrement et des services tradition-
« nels du défunt ou de la défunte. L'épouse survi-
« vante a seulement le « *hrisis* » c'est-à-dire l'usufruit
« de sa part ».

Quoique dans le premier alinéa on ne parle que de

l'épouse survivante, il résulte pourtant de l'esprit de l'article et du texte grec, qui a été mal traduit en roumain que le même droit est accordé au mari survivant.

« ART. 23. — Quand le mari et la femme, vivent
« ensemble dix ans et n'ont pas d'enfants d'un ma-
« riage précédent, l'époux survivant hérite en pleine
« propriété du sixième de la fortune de l'autre, et
« les parents du défunt, du reste.

« Quand l'époux décédé n'a ni ascendants, ni des-
« cendants, ni collatéraux, sa femme hérite en pleine
« propriété; et quand l'épouse n'aura ni ascendants,
« ni descendants, ni collatéraux, son époux en héri-
« tera en pleine propriété ».

Telles sont les dispositions des Codes anciens de la Roumanie. Elles s'appliquaient d'une manière confuse; les diverses législations n'abrogeant pas absolument les législations plus anciennes. Il résultait de cette situation un grand trouble et une grande incertitude. Aussi en 1864, après l'union politique des deux principautés, la Valachie et la Moldavie, en Roumanie moderne, on pensa donner à ce nouveau pays, une législation fixe et certaine, un code complet et conforme aux principes juridiques et sociaux nouveaux.

On rédigea le Code Civil actuellement en vigueur qui fut mis en application le 1^{er} décembre 1865.

Pour sa confection on se conforma au Code Napo-

léon, et on l'imita servilement. Dans quelques matières cependant, le législateur a tenu compte des anciennes lois et institutions nationales; entre autres, dans la matière de la succession de l'époux survivant on a fait place aux dispositions des Codes abrogés.

Le Code Napoléon ne donnait alors, de droit de succession à l'époux survivant qu'en l'absence de parents au degré successible et d'enfants naturels, mais, il ne faisait aucune distinction entre l'époux et l'épouse.

Le Code Roumain admit la première partie de la disposition du Code Français, attribuant un droit de succession à l'époux et en le plaçant après tous les parents du défunt; mais, il s'éloigna de la deuxième, en accordant à l'épouse un droit supplémentaire quand elle est pauvre.

La situation créée à l'époux dans la législation française de 1804, pouvait s'expliquer dans la tradition historique, dans les anciennes institutions juridiques de la France. Tout le système successoral français était fondé principalement sur les liens de sang, sur la parenté. De plus, de nombreux avantages tempéraient pour le conjoint survivant, l'absence d'un droit héréditaire plus favorable; il avait sa part dans la communauté, qui était le régime matrimonial presque universellement adopté; il avait les avantages matrimoniaux accordés par les contrats de mariage

et les libéralités testamentaires très généralement pratiquées.

En Roumanie, l'emprunt fait au Code Napoléon pour le droit successoral du conjoint, n'avait aucune raison d'être; d'autant plus, que les anciennes législations du pays, avaient tout autrement réglementé ce droit. Il était indiqué au législateur roumain de puiser à cette source, de transcrire en entier même, les dispositions de ces législations, beaucoup plus complètes et plus équitables.

Les droits que le Code actuel accorde, sont formulés dans les art. 679 et 684.

L'art. 679, Code Civil Roumain, dit :

« Quand le défunt n'a ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de la succession passent à l'époux survivant ».

Et l'art. 684 : « Lorsque le mari meurt en laissant des descendants, la veuve qui se trouve dans l'indigence, prend une portion virile en usufruit de la succession du mari.

« Si le mari laisse des ascendants ou collatéraux, la femme succède en pleine propriété, au quart de la fortune du décédé ».

La succession du conjoint pauvre est donc une succession anormale.

L'art. 684 du Code actuel, a, comme nous l'avons dit, son origine dans les anciennes lois du pays, il a été inspiré des dispositions consacrées dans les Codes

Donitch et Calimach en Moldavie, Ipsilanti et Caragea en Valachie. — Tel est le système du Code Civil quant au règlement des droits successoraux entre époux. Pour les époux, ce droit est illusoire, car il est mis après tous les parents au degré successible, les enfants et la famille naturelle, tous les successeurs possibles; il n'est préféré qu'à l'État.

La disposition prise par le législateur roumain a été surprenante, car se rendant compte de l'injustice que le Code Français faisait à l'égard de l'époux survivant, et convaincu qu'il doit faire place aux anciennes prescriptions de la législation nationale, il n'accorde pas le droit dans toute son étendue, tel qu'il était dans ces législations, il ne transcrit pas les dispositions équitables de ces Codes, mais il opère une transaction entre ces dispositions traditionnelles et les vues nouvelles du Code Napoléon; il formule ainsi, l'article ci-dessus énoncé.

La distinction qu'il fait en accordant un droit héréditaire seulement à la femme pauvre, est beaucoup trop dure, car elle la laisse en bien des cas à la discrétion de ses enfants.

Un seul coup d'œil jeté sur l'ensemble de cette législation et sur les lois étrangères postérieures, suffit pour se convaincre que le législateur a été d'une grande injustice, d'une avarice inexplicable à l'égard du conjoint survivant; son droit est à peu près fictif. Il est impossible de ne pas reconnaître que la place

que l'époux occupe dans l'économie du système successoral est bien humble et qu'il est impossible de ne pas en être choqué. Cette lacune est d'autant plus regrettable, que les raisons les plus fortes militaient en faveur d'un droit complet pour le conjoint survivant.

Le législateur roumain aurait dû poser la règle énoncée à l'art. 684, sans distinguer si la femme est pauvre ou riche, et assurer les mêmes droits au mari.

Un changement dans la situation de l'époux après la mort de son conjoint, l'attribution d'un droit héréditaire complet et fixe s'imposent. — On s'oppose souvent aux changements des institutions juridiques, surtout quand ces changements sont radicaux ; mais même si le législateur roumain avait eu un but lors de la confection de son œuvre, encore on pourrait demander et soutenir la réforme ; car la codification qu'il a faite n'est pas intangible ; elle est susceptible de modifications et de perfectionnement. A aucun moment de sa vie, un peuple ne doit s'immobiliser dans ses institutions, car à tous moments naissent pour lui de nouveaux besoins, que les dirigeants doivent chercher à satisfaire. C'est seulement avec des continuelles modifications, conformes aux nécessités du temps, qu'on peut marcher dans la voie du progrès. Mais, cette réforme est d'autant plus facile à demander, que la disposition du Code est une erreur, une mauvaise réglementation. En obtenant en faveur

du conjoint survivant un droit héréditaire parfait, en quoi y aurait-il contradiction avec les principes, avec l'esprit entier du Code Civil?

Dans l'application de ces dispositions du Code, concernant le droit héréditaire de la femme pauvre, il se produit encore des antinomies et un grand nombre de controverses, que la jurisprudence roumaine s'efforce chaque jour de trancher.

La première difficulté qui se produit, la plus remarquable antinomie, est celle qui existe entre l'art. 684 d'une part, et les art. 671 et 673 d'une autre part.

Les art. 671 et 673 règlent les droits de succession des parents ascendants du défunt et de ses collatéraux (1).

La part du père est d'un quart, celle de la mère du défunt d'un quart, quand ils viennent en concurrence avec les collatéraux ; les frères et sœurs vont prendre la moitié qui reste de la succession.

Or, on se demande où l'on prendrait encore le quart de l'épouse pauvre, quand elle vient en concurrence avec ces parents? Les avis sur ce point sont partagés en deux groupes :

Premièrement, le Tribunal de Vlachca (*Dreptul*, 1873, n° 79) a partagé la succession en cinq parties ; on a donné une partie à la mère, qui dans l'espèce

(1) Les art. 671 et 673 correspondent aux art. 748 et 751 du Code Civil Français, qui ont été littéralement traduits.

vivait; trois aux frères et sœurs, et une partie à l'épouse pauvre.

Cette solution est vivement critiquée par toute la doctrine (1).

Un grand jurisconsulte, aujourd'hui mort, Degré, dit (2), que quoique « la théorie de la collision des « droits, peut conduire à une limitation des droits « concurrents, ceci ne doit pas se produire pourtant, « quand un des droits en conflit a une préférence « sur les autres ».

Dans l'espèce, « la mère est héritière réservataire « (Art. 843, Code Civil Roumain) : La réserve ne « peut être mise à aucune charge. Le réservataire a « donc la préférence sur tous. Le droit de la veuve est, « d'un autre côté, un droit spécial qui a la préférence « sur le droit commun. Il s'en suit que la mère va « prendre la quarte qu'on lui doit, ensuite la veuve, la « quarte prévue à l'art. 684, alinéa 3, et après, les « frères, les deux autres parties ».

Une autre solution, indiquée par une partie de la doctrine, est de donner avant tout, le quart de la femme pauvre, et de partager ensuite, entre les ascendants et les collatéraux le reste de la succession, d'après les règles de la loi.

Mais, ces deux solutions ne sont pas juridiques;

(1) ALEXANDRESCO, *Dreptul Civil Român*, vol. 3, p. 303. — NACOU, *Dreptul Civil Român*, vol. 2, p. 91.

(2) Vol. 1, p. 175 et suivantes.

car dans la première, on diminue la part de chaque héritier et dans la deuxième, l'époux est privilégié sans qu'un texte de loi lui accorde de droit supérieur, au détriment des autres héritiers, qui prennent moins que leurs parts légitimes.

Ce texte a encore occasionné beaucoup de controverses et de discussions, que nous indiquons brièvement.

On se demande tout d'abord qu'est-ce que « la femme pauvre », la veuve qui n'a pas de fortune? Il y a deux systèmes en présence; l'un absolu, exige que la femme soit tout à fait dépourvue de fortune et de moyens d'existence, pour avoir le droit de se présenter à la succession de son conjoint. Ce système se fonde sur les *Novelles* de Justinien, d'où le principe du droit successoral de la femme pauvre tire son origine.

Dans un autre système, on considère la « femme pauvre » selon sa position sociale, la situation matérielle qu'elle a eue pendant le mariage, et en comparant sa fortune actuelle avec la fortune que le mari laisse à son décès. Par exemple, si la femme n'a que 10 à 15.000 francs et que son mari laisse un actif successoral de 2 à 300.000 francs, la femme est considérée comme pauvre.

Dans les considérants des arrêts, il est dit : « De la combinaison des principes généraux de droit et « spéciaux, compris dans les textes de lois relatives

« au mariage et à la succession, il résulte que la
« raison pour laquelle le législateur a créé en faveur
« de l'épouse le droit prévu à l'art. 684, doit être
« recherché dans l'affection réciproque des époux, et
« dans le concours que l'épouse a donné au conjoint
« pendant le mariage, soit pour gagner ou agrandir la
« fortune, soit pour l'économiser et la conserver; de
« même le législateur n'a pas voulu que l'épouse habi-
« tuée à mener une vie conforme à la fortune de
« l'époux, ait à sa mort la douleur de perdre son
« mari et ses moyens d'existence; l'expression
« « sans fortune » de l'art. 684, signifie que le législa-
« teur n'a pas voulu créer à la femme une position
« meilleure que celle des enfants ».

Il en résulte donc, que l'interprétation du Code est une question de fait, laissée à l'appréciation du juge, qui doit constater le rapport qui existe entre la fortune laissée par le défunt et celle de la femme, si elle en a.

Quoique le premier système a en sa faveur la tradition, c'est le dernier qui a la prépondérance dans la jurisprudence, qui pénétrée d'un esprit libéral, d'un sens équitable, tend à élargir la disposition de la loi et à pallier ses défauts. (Pour le deuxième système : Cass. 1^{re} ch., n° 61, 1877, *Bulletin*, p. 68 ; Cass. 1^{re} ch., n° 281, 1878, *Bulletin*, p. 282 ; Cass., 1^{re} ch., n° 262, 1890, *Bulletin*, p. 806 ; Appel Iassy, 1^{re} ch., 24 février 1890, *Dreptul*, 34-1890 ; Cass.,

1^{re} ch., n° 512, 24 novembre 1904, *Bulletin*, p. 1627; Trib. Ilfov., 2^e ch., 13 février 1902, *Dreptul*, 49-1902; Trib. Dolj., 2^e ch., n° 475-905, *Courrier Judiciaire*, 34-1906; Cass., 1^{re} ch., n° 190, 25 avril 1906.)

Dans cette appréciation, les tribunaux forment leurs avis par tout moyen de preuve; soit par simples présomptions, (Appel Bucarest, II, n° 255, 1902, *Dreptul*, n° 28, 1903), soit par des enquêtes sur lieux et par témoins, (Cass., 1^{re} ch., décision 93, 25 février 1905, *Bulletin*, p. 170), soit seulement à la suite des débats et des certificats des autorités fiscales, (Cass. 1^{re} ch., n° 184, 1886, *Bulletin*, p. 431). Les décisions sont motivées par la considération, que la situation matérielle de l'épouse pauvre est une question de fait, et de là qu'elle peut être prouvée par tout moyen.

Une autre grande controverse s'est produite, sur la question de savoir si le droit accordé par la loi à l'épouse pauvre est un véritable droit de succession ou seulement un simple droit de créance alimentaire envers les héritiers. Les tribunaux ont eu souvent à se prononcer sur la question et leurs avis sont partagés.

Ils ont dit d'abord, que selon l'art. 684, la veuve n'a droit à une part de la succession que si elle n'a pas de fortune; donc le droit de succession de la femme ne peut être assimilé aux droits successoraux ordinaires, car le législateur, en établissant la vocation des différentes classes d'héritiers s'est laissé con-

duire par l'affection présumée du défunt et non par le manque de fortune de ceux-ci. Un autre signe distinctif du droit successoral régulier est la réciprocité ; or, la vocation de la veuve n'ayant ce caractère son droit ne peut être un droit successoral, mais n'est qu'une simple créance héréditaire. (Ap. Buc., 3^e ch., n^o 166, 1889; *Dreptul*, n^o 61, 1889; Trib. Ilfov., 1^{re} ch., 24 mars 1890; *Dreptul*, n^o 37, 1890.)

Plus tard, on a reconnu le droit successoral de l'épouse pauvre, comme un véritable droit de succession et ce système a prévalu.

Les tribunaux et la doctrine y ont vu un droit héréditaire, et non une créance alimentaire ; car le texte même de l'article deuxième et le dernier alinéa, montrent que la veuve succède à la fortune de son mari en concours avec les autres héritiers. Cela est encore démontré, car il se trouve dans la rubrique des successions irrégulières, afin de faire voir qu'il a été introduit par des considérations spéciales et se présente dans des conditions anormales. Ce droit est d'autant plus évidemment droit successoral que la disposition a été empruntée à l'ancienne législation roumaine. Le Code Caragea et le Code Calimach (art. 657) préoyaient aussi expressément, que la veuve vient en concours avec ses enfants ou avec d'autres successeurs. (Dans ce cas : Cass. 1^{re} ch., n^o 173, 1888, *Bulletin*. p. 578; Cass. 1^{re} ch., n^o 404, 1892, *Bulletin*, p. 1087; Appel Iassy. 1^{re} ch.,

24 février 1890, *Dreptul*, 34-1890; Appel Iassy, 1^{re} ch., 199-1891, *Dreptul*, n° 12, 1893; Cass. 1^{re} ch., n° 217, 18 mai 1901, *Bulletin*, p. 805; Trib. Ilfov., 2^e ch., 13 février 1902, *Dreptul*, 49-1902; Trib. Ilfov., 2^e ch., 681-1900, *Dreptul*, 80-1900; Trib. Argech, n° 616, 1903, *Courrier judiciaire*, 8-1906.)

On a encore discuté, pour savoir si ce droit conféré à la femme a un caractère réservataire, c'est-à-dire si on doit donner toujours à la femme sa part héréditaire, même quand son époux a disposé par testament, de ses biens.

Les tribunaux ont répondu que la réserve porte une atteinte au droit de propriété; elle le diminue par la restriction à la liberté de disposer. Une telle restriction du droit de propriété étant une des plus graves dérogations au droit commun, ne peut être créée par déductions ou interprétations; elle doit être établie d'une manière expresse par la loi; les motifs tirés de l'Histoire du droit ou de l'utilité, en faveur de la réserve du droit de la femme, ne peuvent être pris en considération par le juge, qui doit appliquer la loi et non la créer. Dans l'art. 684 ou dans la section des droits réservataires (841-846, C. C. R.) il ne se trouve aucun mot d'où l'on puisse déduire un droit de réserve pour la femme. En conséquence, le droit prévu à l'art. 684, est un droit successoral *ab intestat*, mais non droit réservataire; la femme n'a pas la faculté de demander sa part dans la succession de

son mari au cas où un testament l'en priverait.

Ce droit disparaît donc *à fortiori*, quand le défunt en disposant de ses biens par testament, a accordé à la veuve des moyens d'existence suffisants et conformes à sa situation sociale.

La femme ne peut plus venir en concurrence avec les autres héritiers, ou attaquer le testament de son conjoint. (Cass. 1^{re} ch., n° 173-1888, *Bulletin*, p. 578; Appel Buc., 2^e ch., n° 81, 1887, *Dreptul*, n° 56, 1886-87; Cass. 1^{re} ch., n° 217, 18 mai 1901, *Bulletin*, p. 805.) L'éminent jurisconsulte Alexandresco, approuve l'interprétation des tribunaux, et les motifs qu'ils en donnent (1).

Le droit accordé à la femme pauvre, comme droit de succession prend naissance au moment où la succession est ouverte; c'est donc à ce moment et non à un moment postérieur qu'il faut se placer pour chercher si la femme a la capacité de succéder, c'est-à-dire si elle est pauvre.

Si donc par la suite, la femme hérite d'un autre parent, cela ne l'empêche de réclamer et d'obtenir sa part, dans les biens de son mari. Elle doit seulement établir qu'au moment de la mort de son époux, elle était pauvre. (Cass. 1^{re} ch., 240, 12 juin 1902, *Bulletin*, p. 729; Trib. Dolj., 2^e ch., n° 475, 1905, *Courrier judiciaire*, n° 34, 1906.)

(1) *Ibid*, vol., 4, p. 302.

La jurisprudence décide encore que les biens acquis par la femme en vertu de son droit successoral, ne se perdent pas, si elle se remarie ; car pour connaître le vrai sens du mot « veuve », (art. 684) il faut nous rapporter au Code Caragea auquel l'art. 684 a été emprunté (1) ; or, en comparant ces deux textes nous constaterons que nulle part le mot « veuve » ou « épouse » n'a d'autre sens que celui d'épouse survivante (et non d'épouse restée veuve, c'est-à-dire non remariée.) L'art. 684 n'exige de la femme d'autre condition que d'être pauvre ; on ne lui demande jamais de ne pas se remarier. De plus, le législateur a toujours favorisé le mariage, en dérogeant en sa faveur aux règles générales du droit commun ; il ne faut pas en tirant prétexte d'un seul mot, lui attribuer ici des intentions contraires à celles qu'il manifeste d'ordinaire et subordonner le droit de la veuve survivante à la condition qu'elle reste veuve. Les sentences des juges sont déclaratives de droits, c'est-à-dire produisent leurs effets du moment où l'action a été intentée ; c'est pourquoi il suffit que le droit de la veuve ait existé au moment où elle a intenté l'action pour que la sentence qui intervient par la suite, produise ses effets, même si la veuve s'est remariée depuis. (Trib. Gorj. 20 décembre 1889,

(1) Le Code Caragea a littéralement transmis le *Novelle 117*.

Dreptul, 3, 1890; Cass. 1^{re} ch., 290, 6 septembre 1900; *Bulletin*, p. 992; Trib. Dolj. 2^e ch., 475, 1905, *Courrier judiciaire*, 34-906; Appel Craiova, 1^{re} ch., 36-1902, *Courrier judiciaire*, 36-1902.)

Cependant le droit de la femme dans la succession du mari, est un droit de succession et non un droit de créance; la femme n'a donc pas besoin de demander l'envoi en possession pour établir son droit. L'envoi en possession intéresse seulement la possession des biens et non la propriété même de l'héritage qui appartient de plein droit aux héritiers dès le jour de l'ouverture de la succession. (Tribunal Argech, 616-1905. *Courrier Judiciaire*, n° 8, 1906).

En conséquence, quoique conformément à l'art. 633 du Code Civil, la femme pauvre ne rentre en possession de son droit héréditaire qu'avec la permission de justice, si la femme se trouve en fait en possession de ce droit et qu'elle y est laissée par les autres héritiers de son mari défunt, elle n'a plus d'intérêt à s'adresser à la justice. On ne peut pas admettre que dans une telle situation, la femme soit déchue de ses droits; car les déchéances des droits sont d'interprétation stricte et ne peuvent être admises qu'en vertu d'un texte formel et express de la loi; or, aucun texte de loi ne lui enlève le droit reconnu par l'art. 684 du Code Civil, même si par suite des circonstances, elle ne l'a pas réclamé en justice. (Cass. 1^{re} ch. n° 190-1906. *Bulletin*, p. 722; Cass.

1^{re} ch., n° 188-1907. *Bulletin*, p. 806 ; Cass. n° 37 du 23 janvier 1909, *Bulletin*, p. 34).

Il a été encore jugé, que le droit de la veuve pauvre à une part virile en usufruit, ne lui attribue pas la qualité d'héritière régulière, de sorte qu'elle n'a pas la saisine de droit. Elle doit demander sa part successorale à la justice, en prouvant sa pauvreté. (Cass. 2^e n° 2-1881. *Bulletin* 1881, p. 269 ; Cass., 2^e n° 83-1888 ; *Bulletin*, p. 356) (1). En conséquence, l'épouse qui n'a pas établi devant la justice son droit de succession, soit avant le partage, soit au moment du partage, ne peut plus attaquer le partage, en prétendant qu'elle n'y a pas été appelée, car les héritiers ne sont pas tenus de la sommer, elle doit se présenter d'elle-même pour réclamer sa part. (Cass. 1^{re}, 453 du 3 novembre 1906).

Quand la femme est en concurrence avec ses enfants mineurs, son droit d'usufruit prend naissance après que l'usufruit légal cesse, ce qui ne l'empêche pas de pouvoir faire régler son droit aussitôt la succession ouverte. (Cass., 1^{re} ch., 173 juin, 17-1888 ; Trib. Ilfov. 1^{re} ch., mars 24-1890, *Dreptul*, 37-90. Appel Iassy 1-199 déc, 21-1891, *Drept*, 12-1893 ; Cass. 1^{re} ch., 404-1892, *Bulletin*, p. 1087.)

De même les tribunaux décident, que la femme pauvre qui vient à la succession de son mari ne peut

(1) Pour la doctrine, critique de la solution, ALEXANDRESCO ; *Ibid.*, p. 407 et 233, vol. 3.

cumuler sa part de succession avec les aliments que la loi accorde à toute veuve, pendant l'année de deuil, aux dépens de la succession du mari. En échange la loi reconnaît pour ce temps un droit d'habitation et aux habits de deuil. (Art. 1279 C. C. R.) Cour Iassy 1^{er} février. *Dreptul*, n° 34-1890. Appel Bucarest 1^{re} 236-1906, *Courrier Judiciaire*, 73-906; Appel Galatzi 1^{re} 61-1899, *Dreptul*, 38-899. Appel Galatzi 2^e 211-1902. *Dreptul*, 10-902.) Le droit d'habitation étant une charge de la succession, pèse sur les héritiers alors même que le défunt aurait légué à sa veuve la maison où il habitait. (Cour Bucarest, *Dreptul*, 61-1886.) Mais au lieu du logement, les juges peuvent, à la requête des héritiers, allouer à la femme, une somme en espèce dont le quantum est fixé d'après les circonstances. (Cour Bucarest, *Dreptul*, 53-1891.)

On s'est demandé comment doit être calculée la masse de biens sur lesquels la veuve pauvre prend son droit. La Cour de Iassy a décidé que le calcul s'opère conformément à l'art. 849 C. C. R. (922, C. C. R.); c'est-à-dire, sur une masse faite de tous les biens existant au décès du mari, auxquels on réunit fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par actes entre vifs, soit par actes testamentaires, au profit des successibles. (C. Iassy, 1-24, 1890, *Dreptul*, 34-90). C'est le système formellement adopté en France par la loi de 1891. La Cour dit, que ce système de calcul ne contredit pas l'art. 751, quin'admet le rapport

qu'en faveur des descendants, parce que le calcul de l'art. 849, ne suppose pas un rapport réel des biens donnés — ce qui se produit dans l'art. 751 — mais les dispositions de ce texte, demandent seulement une opération fictive, nécessaire à la formation équitable de la masse successorale. De même, cet article ne viole pas le principe de l'irrévocabilité de donations, car les biens donnés, ne sont ajoutés que fictivement à la masse pour calculer la part de l'épouse. En réalité cette portion virile n'est prise que sur le patrimoine laissé par le défunt à sa mort. Quand la masse successorale ainsi formée ne sera pas suffisante pour que la femme y prenne sa portion virile tout entière, il est évident, qu'elle ne prendra que ce qu'elle trouvera dans la succession, de la même manière qu'un successeur *ab intestat*.

M. Alexandresco critique cependant cette solution. Il soutient que l'art. 849, étant exceptionnel ne s'applique qu'au calcul de la quotité disponible et de la réserve, dans les successions dévolues aux héritiers réservataires; or, la femme pauvre n'ayant pas de réserve dans la succession de son mari, c'est faire une fausse application de l'art. 849, que de l'introduire dans le calcul de son droit successoral (1).

Les tribunaux décident encore, que l'art. 684 ne l'exigeant pas, il ne faut pas chercher si l'épouse qui

(1) ALEXANDRESCO. *Dreptul Civil Român*, vol. 4, p. 328.

réclame ce droit de succession, a vécu avec son mari jusqu'à ses derniers jours, ou s'ils ont été séparés *en fait*, entre eux. On doit constater seulement si le mariage a légalement existé et si la femme est pauvre. (Cass. 1^{re} ch., n° 262, 16 juin 1890, *Bulletin*, p. 606.)

Quant à la veuve pauvre étrangère, qui se trouve dans les conditions de l'art. 684, on décide qu'elle a droit à sa portion virile en usufruit dans la fortune successorale de son mari, de même que la veuve romaine.

Mais, pour les biens mobiliers on exige la condition que la loi de son statut personnel, conformément à laquelle on devait régler sa vocation héréditaire, ne soit pas contraire aux dispositions de l'article 684. (Appel Bucarest 2^e ch., 28 mai 1883, *Dreptul*, 55-83.) (1)

Tel est l'état de la loi et de la jurisprudence roumaine en ce qui concerne le droit successoral de l'époux survivant. Au moment de sa confection (1864), cette législation présentait une supériorité évidente sur la législation française qu'elle imitait : elle accordait à la veuve pauvre un droit successoral que la France ignorait.

Mais en 1891, la législation française fut modifiée à cet égard et on accorda à l'époux survivant un droit successoral *ab intestat* suffisamment large.

(1) ALEXANDRESCO, *Dreptul Cîvil Român*, vol. 3, p. 302, se prononce dans le même sens.

Le Code Roumain est resté depuis, dans une situation manifestement inférieure. Quant aux Codes étrangers, ils ont été eux aussi mieux inspirés, en faisant à l'époux une condition meilleure. En vérité, la position que les époux occupent, dans la famille, les considérations d'équité et de bienséance, exigent qu'ils soient placés à un rang plus rapproché et non qu'ils soient mis après les parents et préférés seulement à l'Etat.

La législation roumaine présente aujourd'hui, en ce qui concerne le droit successoral de l'époux, une lacune bien grave; une révision consciencieuse, une réforme complète et équitable, ne saurait tarder à être opérée.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE FONDEMENT DU DROIT SUCCESSORAL DU CONJOINT

Puisque nous trouvons que la disposition de la loi roumaine ne correspond pas aux nécessités et aux idées juridiques de la société actuelle, qu'un droit successoral fixe et plus large, doit être reconnu à l'époux survivant, il faut se demander, tout d'abord, si le droit conjugal peut fonder un droit successoral *ab intestat*.

Une réponse affirmative dans ce sens, est indubitable ; et l'amélioration de ce droit successif est nécessaire si l'on s'appuie tout à la fois sur la *tradition*, sur *l'équité*, sur les *devoirs* qui naissent du mariage, sur *l'intérêt social* et sur *l'esprit* qui a présidé dans le Code Civil à la dévolution des successions *ab intestat*.

La tradition nous fait voir, que ce droit était incon-

testablement admis dans les lois, comme suites des principes moraux les plus antiques.

La loi de Manou, la plus ancienne des réglementations sociales, dit : « Le mari ne fait qu'une même personne avec l'épouse » (1).

Les Assises de Jérusalem, consacrent la même idée par les mots : « Nul homme n'est si droit héritier au mort comme est la femme épouse » (2).

Les évangélistes expriment la même idée : « *Homo adhærebit uxori suæ et erunt duo in carne una* » (3).

De même dans le droit romain, la solidarité résultant de la communauté conjugale est exprimée par l'adage célèbre : « *Consortium omnis vitæ, divini atque humani juris communicatio* » (4). Chez les Romains, la femme était mise à peu près sur la même ligne que les enfants issus de son mariage et cette règle juridique correspondait à une profonde vérité morale. Le droit prétorien, imbu de libéralisme, appelle les époux à se succéder et surtout quand la législation romaine fut pénétrée de l'influence du christianisme, elle assura un meilleur sort au conjoint survivant.

Basé sur ces mêmes principes, dans l'ancienne législation nationale, on trouve dès que les docu-

(1) Livre IX, n° 45.

(2) Sect. 13, *Cours des Bourgeois*, Cap. 186.

(3) Saint MATHIEU, XIX-5.

(4) MODESTIN, I-I, DIJESTE, *De ritu nuptiarum* (XXIII-2-4).

ments permettent les recherches, un droit successoral plus large. Le Code Ipsilante et le Code Donitch ; plus tard le Code Caragea et le Code Calimach, contenaient des dispositions complètes et parfaitement équitables en ce qui concerne la situation de l'époux, après la mort de son conjoint.

Le législateur moderne donc, en sacrifiant la situation du conjoint survivant, n'y a pas été poussé par les traditions, par la routine du passé ; loin de lui montrer la voie qu'il a suivie, elles lui présentaient au contraire le bon chemin.

Mais en dehors de la tradition, qui justifie le droit que nous demandons pour l'époux survivant, les principes généraux du Droit, qui ont servi de fondement à la grande loi de l'hérédité, réclament aussi, avec une grande force, en sa faveur, l'attribution d'un droit successoral plus large.

En vérité, le principe qui a permis au législateur de régler les ordres de succession, a été l'affection naturelle que le défunt est présumé avoir eu pour eux. Plus cette affection a été grande, plus l'ordre de succession est avantageux. La succession *ab intestat*, telle que le législateur l'organise, « n'est pas « autre chose qu'un testament tacite fondé sur de « justes présomptions de la volonté du défunt », c'est la définition que Grotius donne de la succession (1).

(1) T. I, p. 387.

L'office de la loi est ici de suppléer à la volonté de l'homme mort sans s'exprimer et de régler la transmission de ses biens d'après la disposition qu'il aurait prise lui-même.

Pourquoi le législateur n'a-t-il pas fondé le droit successoral de l'époux survivant sur l'affection qui est présumée exister entre le mari et la femme? Le législateur qui réglait la dévolution des biens d'après les affections présumées, ne devrait-il pas préférer le conjoint à certains collatéraux? Il est probable que celui qui a vécu sous le même toit que le défunt, qui a travaillé avec lui, qu'il a eu occasion de voir souvent, tient dans ses affections un rang plus proche quoiqu'il soit plus éloigné en degré.

Peut-on encore admettre qu'au delà d'un certain degré, du septième, par exemple, les liens entre parents aient une même force suffisante pour obliger le législateur à attribuer les biens aux héritiers de ce degré? N'est-on pas forcé de supposer que le conjoint survivant occupe dans l'affection du défunt une place meilleure que ses successeurs naturels? Il ne serait que juste alors, de le faire tout au moins, concourir avec eux dans le partage de la succession.

Il faut présumer cette affection, tout en permettant à l'époux de faire disparaître cette présomption. En tous cas, cette affection étant à la fois la cause et la mesure de la vocation *ab intestat*, il est certain que l'époux mériterait une meilleure place. Le lien que

crée le mariage est le premier anneau de la chaîne que forme la parenté; ce principe de droit est donc tout aussi sacré que celui des enfants. Le droit successoral des enfants est fixe, général et absolu, il n'est basé ni sur l'indigence, ni sur d'autres considérations, mais seulement sur la solidité du lien de parenté. Le lien de famille qui existe entre époux doit produire en leur faveur les mêmes conséquences qu'en faveur des autres parents.

Le législateur doit donc prendre en considération ce lien d'affection, et fonder en lui un droit successoral suffisant pour faire passer le conjoint avant les collatéraux éloignés et le faire concourir avec les héritiers du sang les plus proches.

Mais dans la pensée des auteurs du Code, une autre notion sert de base au règlement du droit successoral; c'est le devoir, qui tout autant que l'affection doit suggérer le testament supposé du défunt, la loi successorale *ab intestat*. C'est même plutôt là, que le législateur a construit sa loi. L'affection est trop instable pour donner au législateur un critérium infailible, un fondement puissant; l'obligation morale est d'une toute autre valeur.

La notion du devoir familial n'a pas complètement disparu; chacun a conscience d'un sentiment inné qui nous pousse à ne pas abandonner ceux de nos parents les plus proches qui n'ont pas de ressources; sentiment sanctionné par la loi, qui

établit la créance alimentaire. D'ordinaire elle ne persiste que jusqu'à la mort de son débiteur; mais la réserve lui assure alors une sorte de survie et la consolide. Tout le système de réserves héréditaires, toutes les dispositions qui empêchent le défunt de disposer à son gré de sa fortune, de dépouiller entièrement les descendants ou en leur absence, les ascendants, repose en entier sur la notion d'un devoir.

Or, quel devoir plus nécessaire que celui découlant de la plus parfaite communauté de vie, du mariage?

La famille est créée par le mariage, qui est une association de deux personnes, association morale, mais ayant à sa base une foule d'intérêts matériels. Les deux individus qui unissent leurs corps et leurs âmes, s'engagent à mettre en commun leurs joies et leurs soucis pour se soutenir et mieux résister dans la lutte de la vie; la vie conjugale est une chaîne d'obligations réciproques et de mutuels secours. La nature du mariage impliquant donc des intérêts, il n'est pas permis que sa fin brusque, produite par la mort de l'un des époux, fasse disparaître tout d'un coup et pour jamais, les ressources que le survivant paraissait toujours sûr d'avoir par son conjoint.

Comment la loi a-t-elle sanctionné le devoir de famille qui existe entre époux?

Le Code Civil dans l'article 212 dit : « Les « époux se doivent mutuellement fidélité, secours,

« assistance ». L'époux contracte par le mariage l'obligation d'être fidèle et d'assister son conjoint pendant toute la durée de leur union; la mort met fin à ces devoirs, délivre le survivant de ces obligations; mais le devoir de secours, basé sur les besoins ressentis par l'un et l'autre, devrait continuer même après la mort de l'un d'eux, après la fin de leur union; car les besoins demeurent les mêmes, se multiplient parfois avec l'âge. Et ce n'est pas le seul effet du mariage qui persisterait après sa fin; l'empêchement au mariage, à cause de l'alliance, ne se manifeste même qu'après que le mariage a pris fin.

La loi est illogique, car elle rattache au mariage ces devoirs de secours et d'assistance et elle les fait cesser, précisément au moment où leur exécution serait la plus nécessaire à l'époux resté seul.

Le devoir de secourir le conjoint survivant, devrait passer à la succession, aux héritiers de l'époux décédé. C'est une question de justice, un devoir humain, de ne pas laisser cet être affecté déjà par la mort de son conjoint, exposé de plus, aux privations et en butte aux difficultés de la vie. Ce résultat est d'autant plus triste que l'on voit l'époux remplacé dans sa maison par des parents avides et égoïstes, d'autant plus empressés de recueillir la succession, qu'elle était pour eux plus inattendue.

A tous ces arguments apportés en faveur d'un droit successoral plus large, on répond souvent, que

l'époux a la faculté de tester et de donner entre vifs, faculté par laquelle il peut régler la situation de son conjoint. Mais cette faculté est un palliatif bien insignifiant à la rigueur de la loi. Le conjoint peut évidemment faire un testament, mais combien peu nombreux sont ceux qui meurent en laissant un testament, soit que la mort les ait surpris, soit qu'ils aient été empêchés par une crainte instinctive qui arrête beaucoup de personnes de formuler leur dernière volonté, soit qu'ils aient fait un testament déclaré nul par la suite.

Bien rarement, même les époux unis par une étroite et une sincère affection, ont le souci et le courage de prendre à temps leurs dispositions. Absorbés par le souci des intérêts présents et par l'exécution des devoirs plus précis, il ne songent point à la situation que la mort peut créer à leurs familles. Le résultat auquel la loi conduit, est le plus souvent profondément regrettable. Parfois l'époux prédécédé est seul à avoir une fortune, il est surpris par la mort, il n'a pas eu le temps d'assurer la situation de son conjoint survivant; celui-ci ne pourra rien demander dans la succession, si étendue que soit la fortune du mort et si grande que soit l'indigence du vivant. Des époux délicats n'osent jamais faire surgir l'idée de la mort entre eux et se demander l'un à l'autre des libéralités pour le jour où l'un d'eux ne serait plus. Et même, si l'un des époux n'a pas

d'égard pour son conjoint, s'il éloigne de lui tout scrupule, il acquérera seul des avantages, pendant que son conjoint n'aura la moindre chose en échange.

La loi doit donc entourer de sa protection l'époux, qui par désintéressement ou par discrétion, n'utilise pas l'influence qu'il a sur son conjoint, pour obtenir des dispositions testamentaires ou entre vifs.

Le système que le Code institue est une sorte de prime à l'indélicatesse; car avec lui ceux qui savent se faire consentir des avantages contractuels ou testamentaires, et ceux-là seulement, auront des profits.

« Ensuite, est-il bon que la pensée des époux soit « constamment assiégée par des préoccupations « d'avenir et n'est-il pas préférable que la paix des « familles trouve dans la loi sa source de garantie? (1).

La loi doit organiser la situation des conjoints de sorte, que la mort d'un époux ne soit jamais au survivant, un souci, une préoccupation d'intérêts, mais seulement une souffrance morale. Elle doit épargner à l'homme le soin de songer à assurer le sort de son conjoint pour le cas où celui-ci survivrait. La loi a la mission de suppléer à son inactivité voulue ou involontaire, elle doit subvenir aux intérêts de tous les individus dans ce qu'ils ont d'identique; elle doit faire ce que d'habitude font les conventions et

(1) DELSOL. *Discours parlementaires*, vol. 4, p. 443,

les testaments des prévoyants et des prudents. En effet, la faculté de tester a toujours existé, ce qui n'a pas empêché le législateur d'organiser une dévolution successorale.

D'ailleurs, laisser à la charge des particuliers, le soin de remédier aux imperfections de la loi, n'est pas de bonne politique législative ; on doit chercher au contraire, à prévenir le mal tant qu'on en a la possibilité, plutôt que de l'atténuer par des palliatifs.

On alléguait encore que ce système d'une dureté excessive, trouvait un correctif pratique dans le principe de la liberté des conventions matrimoniales. Mais aussi, combien d'époux se marient sans faire de contrat de mariage !

Le régime de la communauté, celui qui pallie le mieux ces rigueurs, manque d'ailleurs en Roumanie. Le régime dotal et la séparation de biens, empêchent toute communauté durable des patrimoines des deux époux.

Cette solution de la loi est d'autant plus triste et injuste, que souvent les biens laissés par l'époux décédé sont gagnés par le travail, par le continuel effort des deux époux. « Le mari souvent ne possède
« que sa profession, son industrie ou son travail ; la
« femme apporte des capitaux disponibles, ou bien
« le mari apporte des capitaux et la femme est
« sans dot ; mais par sa prévoyance et par ses sages
« conseils, par une vigilance de chaque jour, elle

« conserve laborieusement ce que le mari a « gagné (1). » Que de maris dont le patrimoine s'est accru par l'économie de la femme; que de femmes qui doivent la conservation et l'accroissement de leur fortune personnelle à l'initiative et à la surveillance éclairée du mari. L'époux survivant a été la plupart du temps, l'aide actif et zélé de la fortune de son conjoint; chacun d'eux devrait avoir un droit sur les biens acquis en commun et pourtant il arrive qu'à la mort de l'un, l'autre se voit dépourvu de tous ces biens, de toute cette aisance, exposé aux plus grandes privations. Rien ne doit être plus contraire aux vœux du défunt, que cette situation créée par la loi au compagnon de sa vie; et c'est aussi une violation des règles les plus élémentaires de l'équité. Quoique les époux aient des devoirs envers leurs parents, les obligations les plus fortes sont celles qui les lient l'un à l'autre.

Donc, tant au point de vue de la justice, qu'au point de vue de l'équité, l'époux survivant a des droits. On ne peut pas négliger l'étroite communauté, de vie, de travail et d'affection, qui régnaient durant le mariage.

Le mariage est le lien le plus étroit, le plus fort, le plus respectable qu'il soit donné à l'homme de contracter ici-bas; il est le principe, la cause natu-

(1) BOISSONADE. *Histoire des droits de l'époux survivant*, p. 343.

relle et légitime de la famille et le fondement primordial de toute société; à tous ces titres il mérite protection et honneur.

L'état dans lequel le Code Roumain a laissé l'époux survivant jette sur lui une bien triste lumière. Car la loi successorale est une des lois fondamentales de toutes les sociétés sagement gouvernées.

Boissonade, exprime cette vérité en disant : « la « sagesse d'une législation se mesure au degré de « protection qu'elle accorde au mariage », de même, que « la moralité d'un peuple se mesure au degré de « respect qu'il professe pour la femme » (1).

De même, Laboulaye (2) dit, avec juste raison : « Par « les égards dont une législation environne les veuves, « on peut juger de son esprit et c'est une loi cons-
« tante, que plus la civilisation gagne et plus aussi
« grandissent les droits de la femme. »

Mais la succession a encore une grande importance, par le rôle qu'elle joue dans l'organisation sociale. Le législateur en la réglementant doit chercher à la conformer aux nécessités, aux lois et à l'évolution de la société.

L'élément primordial d'une société est le groupement familial; il constitue une communauté unie et vivante, et par là il acquiert une valeur considérable.

(1) BOISSONADE, *Ibid*, p. 534.

(2) *Recherches sur la condition civile et politique des femmes*, p. 145.

Il faut donc, recourir à tous les moyens pour assurer sa conservation et sa prospérité, et fortifier les liens qui unissent les membres. L'intérêt social et l'intérêt familial arrivent à se confondre. Et il est d'autant plus nécessaire de resserrer les liens familiaux que nous les voyons à l'époque actuelle se relâcher progressivement. L'affection qui unissait autrefois les parents les plus éloignés a disparu; on ne trouve plus entre ces parents que le souvenir d'une descendance commune et parfois la communauté de nom; le sentiment de solidarité familiale s'est évanoui, avec la disparition de la vie de famille.

Les causes de cette dissolution sont d'abord la disparition du rôle politique que la famille jouait autrefois et surtout l'évolution économique moderne. Le fonctionnarisme, produit par la nécessité de gagner sa vie et l'individualisme de la vie contemporaine, transplante et fixe les membres d'une même famille dans des centres différents, où ils se créent une autre famille et un autre foyer.

La famille d'autrefois, avait un caractère rural et agricole; elle était concentrée, fixée toujours au même endroit; aujourd'hui la terre est désertée, la famille quitte le sol où elle s'était établie et devient mobile; son cercle en même temps, devient plus étroit et se réduit aux descendants les plus proches de l'auteur commun.

Voici comment M. R. Saleilles, montre cette évolu-

tion de la famille moderne (1). « La famille pas plus
« qu'aucune des grandes institutions juridiques et
« sociales, n'échappe aux grandes révolutions écono-
« miques et industrielles, et elle finit toujours par en
« subir le contre coup. Or la note caractéristique du
« début du XX^e siècle, est la prédominance des rap-
« ports économiques et industriels sur tous les autres.
« Autrefois, en dehors d'une petite élite sociale, tout
« le reste du peuple vivait constitué sur le type de
« la famille rurale et agricole, qui restait stable,
« concentrée, immobilisée sur le sol qu'elle occupait.
« Aujourd'hui c'est le règne de la famille industrielle
« et dispersée. Même dans les campagnes, par le fait
« de la désertion de la terre, l'ancienne famille s'est
« disloquée et désagrégée. Le groupe familial s'est
« resserré, est devenu plus étroit et s'est réduit à peu
« près au petit noyau plus ou moins réduit, qui vit
« autour du foyer, et le groupe qui s'en est éloigné
« a gardé aussi peu d'attaches que possible avec la
« famille primitive ».

Et plus loin : « Il n'y a donc rien d'étonnant à ce
« que la constitution juridique de la famille, suive la
« modification qui s'est produite dans les mœurs. En
« cela elle est surtout influencée par des rapports
« industriels et économiques qui ne sont le monopole
« d'aucun pays. Sous l'empire des mœurs, le droit se

(1) Dans son *cours de législation comparée*, 1908-1909.

« modifie et tend à s'adapter à l'industrialisme et au commercialisme modernes. »

La famille est donc morcelée; néanmoins elle subsiste et forme la cellule première du groupe social. Réduite à un cercle étroit son existence ne peut être ni niée, ni contestée.

« Le père, la mère et l'enfant peuvent être considérés — dit M. Vallier dans sa remarquable thèse (1) — comme les trois sommets d'un triangle que formait la famille naturelle; les législateurs et les mœurs peuvent étendre la notion de famille au delà, ils ne peuvent la restreindre en deçà ».

Il y a donc un groupe qui ne peut être réduit et que ne pourra toucher l'évolution des mœurs et de la vie; c'est le groupe constitué par le père, la mère et les enfants, cercle bien étroit, bien réduit, mais encore assez important. En vérité! la famille disparaîtrait complètement le jour où ces personnes ne seraient plus liées entre elles par aucun lien; on verrait la famille ne plus constituer qu'un lien de courte durée, qui n'existerait que tant que l'enfant aurait besoin de ses parents. C'est ce groupe resserré, étroit, qui ressemble encore à la famille antique et auquel l'individu se trouve étroitement unis.

Mais cet attachement à la famille, ne donne pas seulement des profits, des avantages; il crée aussi

(1) *Le fondement du droit successoral en France*, 1902, Paris § 363.

des obligations. La succession n'en est qu'une conséquence, un des devoirs que l'on doit remplir envers les membres qui forment le cercle étroit de la famille.

Le droit successoral est donc en relation étroite avec le droit de famille. L'organisation de la succession, la détermination des héritiers concorde avec la délimitation du cercle familial. C'est pourquoi le régime successoral s'est toujours ressenti des modifications de la famille ; si bien que, dans sa forme actuelle, la dévolution à des parents éloignés, apparaît comme archaïque. Étendu jusqu'au douzième degré, le droit successoral pouvait se justifier dans l'état ancien des mœurs ; mais dans les temps modernes, elle devrait être limitée au petit noyau qui représente la famille moderne, aux membres qui sont groupés autour du même foyer et qui sont encore reliés par de véritables liens de parenté.

Selon ce principe, celui qui mérite un droit successoral plus large, est assurément le conjoint ; car quoique n'étant parent du défunt, il est membre de sa famille. L'ancienne disposition législative concernant le droit successoral de l'époux survivant, avait son explication, car l'axe de la famille ancienne était tout autrement dirigé ; la famille de chaque individu était la famille de ses ancêtres, le conjoint n'était rien pour eux ; au contraire, le conjoint fait véritablement partie de la famille moderne, l'individu

étant aujourd'hui le centre de sa propre famille.

C'est pourquoi, conserver au survivant une situation analogue à celle qu'il avait pendant le mariage, lui donner toujours, même quand il vient en concurrence avec les enfants, une part dans la succession du prédécédé, c'est renforcer les liens de la famille, si mobile de nos temps, c'est la resserrer autour du conjoint.

Le législateur doit chercher à concilier tous les intérêts, quoiqu'ils soient nombreux et complexes. Naturellement, il cherchera à réaliser les intentions présumées du défunt, mais il tiendra compte surtout des mœurs, de l'intérêt social et des conceptions économiques et sociales qui forment les dogmes de notre temps.

CHAPITRE TROISIÈME

LÉGISLATION COMPARÉE

Allemagne (1)

L'association conjugale a toujours fondé dans les législations anciennes de l'Allemagne, un droit successoral au profit de l'époux survivant dans la succession du prémourant. Le Code Civil actuel, fidèle à cette tradition, place l'époux survivant parmi les héritiers les plus proches, les plus favorisés. Il a tantôt une portion en pleine propriété, tantôt un droit d'usufruit, et en même temps un droit spécial sur certains objets de la succession. De plus, il est établi que le prédécédé ne peut lui enlever la totalité de son droit par une disposition testamentaire, il a une réserve pour une partie de ce qui lui revient.

Lors de la confection du Code Civil allemand actuel, le droit du conjoint, dans la succession du prémourant, ne fit l'objet d'aucune discussion. Il

(1) SALEILLES. *Cours de législation comparée*, 1908-1909. — LEHR. *Elements de Droit Civil germanique*, 1875. — LEHR. *Traité élémentaire de Droit Civil germanique*, 1892. — ROGUIN. *Traité de Droit Civil comparé; Les Successions*, 1908, 2 vol., p. 241 et suivantes.

était admis, conformément à la tradition, que l'époux aurait sa place parmi les premiers héritiers du défunt; on discuta seulement le *quantum* et la nature de la part que le Code devait lui accorder.

Quant à la nature du droit, deux partis se formèrent : les uns se prononcèrent pour un droit d'usufruit et les autres pour un droit en pleine propriété.

Ceux qui étaient favorables à un droit d'usufruit, affirmèrent qu'avant tout, le but du droit successoral accordé à l'époux survivant, était de lui donner des moyens d'existence et surtout la possibilité de se maintenir dans la situation où il se trouvait pendant le mariage. Pour réaliser ce but, une rente, un usufruit, un droit de jouissance sur une partie des biens du défunt étaient suffisants. Un usufruit sera même préférable, disaient-ils, car ce droit étant incomplet, serait plus étendu, donc plus avantageux pour lui, qu'un droit en pleine propriété, qui, étant parfait, devait être plus restreint. De plus, les partisans du droit d'usufruit soutenaient que la succession était l'apanage exclusif des parents du sang du défunt, que si on accordait un droit successoral à l'époux survivant, c'était à titre de créance alimentaire, pour ne pas le laisser dans une situation précaire après la mort de son conjoint. Ils opposaient à un droit de propriété le principe classique, que les biens du défunt étant, en quelque sorte, la copropriété de sa famille, ne devaient pas passer dans la famille de son conjoint, qui lui

était complètement étrangère. Ce préjudice pour la famille du défunt se produit toutes les fois qu'il n'y a pas d'enfants communs, reprenant à la mort du conjoint les biens qui lui ont été dévolus. Mais même dans ce cas, s'il y a des enfants d'un premier mariage du défunt, ces enfants sont privés de ces biens; de même que dans le cas où le conjoint survivant se remarie, il en fait profiter, en les apportant à la communauté, son second époux, qui n'a sur eux aucun droit.

Le deuxième système, celui d'un droit successoral en pleine propriété, apportait à son tour des arguments d'une valeur économique et pratique assez considérables.

Ses partisans disaient, que l'époux survivant ne doit pas être considéré comme un successeur irrégulier, éloigné du défunt, mais comme un des plus proches héritiers. Il faut prendre en considération l'affection, le devoir dont il était tenu envers lui et le droit de copropriété familiale que le survivant avait sur les biens de la succession. Ils niaient l'idée que ce droit constituât une simple créance alimentaire; l'époux avait un droit sur ces biens, car il faisait partie de la famille du défunt et y tenait même une place des plus importantes. Au point de vue de l'affection que le défunt lui portait et du devoir de famille, il était sans aucun doute au même rang que les enfants, au premier degré. Le droit qu'on lui accordait devait être un

véritable droit de succession. En dehors de cela, dans les petits ménages, dans les ménages pauvres, un droit d'usufruit ne pourrait s'appliquer ; car on n'y trouve pas de capitaux, ni de biens susceptibles de produire une rente. Dans la majorité des cas, accorder un usufruit serait donc ne rien accorder du tout.

De plus, le droit d'usufruit est contraire à une bonne exploitation des immeubles ruraux ; chacun des héritiers a intérêt à avoir les biens qui lui reviennent en pleine propriété pour pouvoir en disposer et en profiter ; il est moins avantageux d'avoir une plus grande part en usufruit qu'une moins étendue en pleine propriété ; de même réduire à une nue-propriété le droit des héritiers, c'est souvent lui enlever toute valeur pratique : les enfants surtout, quand ils sont jeunes, ont besoin de capitaux et de biens libres pour les faire fructifier et pour mieux les utiliser.

Au point de vue pratique, si le droit est concédé en pleine propriété, on peut fixer plus facilement la part des dettes qui reviendra au conjoint.

A l'objection tirée de la diminution de sa part, si elle est accordée en pleine propriété, on répond, que l'époux bénéficie de l'usufruit légal, quand il y a des enfants mineurs, tandis que si on lui accorde seulement un droit d'usufruit, le bénéfice qu'il retire de cet usufruit est réduit de toute la valeur de son usufruit personnel.

Ce deuxième système en faveur d'un droit en pleine

propriété pour le conjoint survivant, a eu la préférence et a été admis par le Code Civil allemand actuel.

Le conjoint qui survit (indifféremment mari ou femme), vient toujours à la succession en héritier régulier, ayant une quote-part en pleine propriété, dont l'étendue est fixée d'après les héritiers avec lesquels il vient en concours.

L'art. 1931 Code Civil Allemand, du nouveau Code entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, règle de la manière suivante la situation de l'époux : « Le conjoint survivant du défunt est appelé comme héritier légal à succéder pour un quart lorsqu'il est en concours avec les parents du premier ordre, et pour la moitié de l'hérédité lorsqu'il est en concours avec des parents du deuxième ordre ou avec des aïeuls. Si des descendants d'aïeuls concourent avec des aïeuls, le conjoint reçoit aussi dans l'autre moitié, la part qui reviendrait aux descendants.

« S'il n'y a ni parents du premier ou second ordre, ni aïeuls, le conjoint survivant reçoit l'hérédité entière. »

Le nouveau Code appelle donc le conjoint survivant en même temps que les parents des trois premières parentèles (1). S'il vient en concours avec des

(1) Le système de parentèles était le système des anciennes lois de l'Allemagne, dont le Code actuel tire ses origines : le Landrecht prussien et le Code Civil de Saxe de 1863. Les parentèles sont des groupes composés d'un auteur commun et de toute sa postérité ; la première parentèle est formée par le *de cujus* et de ses descendants ; la deuxième parentèle, des

descendants du défunt, c'est-à-dire des parents de la première parentèle, il a un droit fixe *d'un quart* de la succession *en pleine propriété*. On accorde au conjoint ce droit, afin de maintenir sa place dans la famille et de ne pas rompre l'équilibre établi entre sa situation de fortune et celle de ses enfants ; on a rejeté le droit d'usufruit pour ne pas grever pendant toute la vie de l'époux les biens recueillis par les enfants dans la succession de leur père.

En leur absence et en face de parents de la deuxième parentèle (beaux-parents, beaux-frères, belles-sœurs et leurs descendants), la part de l'époux survivant est *de moitié en pleine propriété*.

Lorsque l'époux se trouve en face de la troisième parentèle, si ce sont des descendants, grands-pères et grand'mères, l'époux a toujours la moitié de la succession ; et si ce sont d'autres héritiers de la troisième parentèle, descendants des aïeuls, (oncles, tantes, cousins germains), l'époux les exclut complètement et prend toute la succession en pleine propriété. En présence de parents d'une parentèle plus éloignée, il prend toute la succession.

Le Code ne fait pas de distinction d'après le nombre des héritiers ; il ne cherche pas non plus si

pères et mères du *de cujus* et de leurs descendants ; la troisième, des aïeuls ; la quatrième, des bisaïeuls et leurs descendants. La deuxième parentèle n'est appelée à la succession que lorsque les héritiers de la première sont prédécédés, renonçants ou indignes. La troisième, en l'absence de la deuxième et ainsi de suite.

les enfants du défunt venant en concours avec le conjoint sont ou non issus de mariages différents (comme les Codes Roumains et Français); l'époux a toujours le quart ou la moitié de la succession selon la parentèle des héritiers en présence desquels il se trouve.

Lors de la discussion du projet, plusieurs amendements furent présentés; l'un de ces amendements était relatif à l'étendue du droit du conjoint venant de la succession avec des enfants. On demandait d'accorder à l'époux, non un droit fixe d'un quart, mais un droit proportionnel au nombre des enfants, une portion virile qui serait au minimum d'un quart. La proposition ne fut pas admise pour ne pas exagérer la part donnée au conjoint survivant et pour ne pas faire passer une trop grande partie de la fortune du défunt dans la famille de son conjoint.

On repoussa également un autre amendement comme trop restrictif de son droit; il demandait à ce que la part du conjoint fût d'un quart seulement en face des grands-pères et grand'mères et de moitié en face des parents de la troisième et quatrième parentèles. L'auteur de l'amendement alléguait que la part faite au conjoint par le projet en face de parents des deuxième, troisième et quatrième parentèles, fixée à la moitié de la succession, était exagérée et qu'on sacrifiait les droits des parents du sang.

Pour que le conjoint puisse faire valoir son droit de succession, on exige qu'entre les deux époux il ait existé une union valable et qu'elle ait persisté jusqu'à la mort du *de cujus*. Le divorce, qu'il soit prononcé au profit du survivant ou contre lui (art. 1933), ainsi que la séparation de corps (art. 1386) (pourvu que la vie commune n'ait pas été reprise), enlève au conjoint le droit de se présenter à la succession du défunt. Il en est de même si le mariage est nul, s'il n'a pas été célébré dans les formes légales ou inscrit sur les registres du mariage. La bonne ou mauvaise foi des parties en cas de nullité, n'est d'aucune importance. Ce sont les héritiers qui doivent poursuivre l'annulation du mariage quand, à cause d'un vice de forme ou de fond du mariage, ils contestent le droit successoral du conjoint survivant. Le droit du conjoint tombe même si l'annulation du mariage a été demandée et obtenue après l'ouverture de la succession. Le convol au contraire ne produit aucun effet, il n'apporte pas de déchéances.

De plus, le Code admet un autre cas de suppression du droit du conjoint survivant :

ART. 1933 « L'époux survivant perd ses droits à la « succession et au préciput, lorsque le défunt, au « moment de sa mort, était autorisé à exercer une « action en divorce basée sur une faute de son con- « joint et s'il avait exercé son action en divorce « ou en dissolution de la communauté conjugale. »

Cette nouvelle cause de déchéance s'applique, si les conditions suivantes sont réunies : l'époux survivant doit avoir commis une faute; cette faute doit être une cause juste et légitime du divorce et le défunt doit avoir demandé le divorce en invoquant cette cause. Si le défunt avait renoncé à ce droit, s'il avait laissé expirer les délais, s'il y avait quelque obstacle de procédure à l'action, ou si le divorce avait été demandé sans que l'époux survivant soit en faute (par exemple en cas de maladie mentale, ce qui est permis en Allemagne), le droit du conjoint survivant persiste, il n'est pas perdu en vertu de l'art. 1933.

Au cas où l'action avait été intentée par le défunt et qu'il y avait lieu à déchéance, les héritiers ne pouvant poursuivre cette action, sont tenus d'en intenter une nouvelle pour l'annulation du droit successoral de l'époux survivant.

L'art. 1932 ajoute : « Lorsque le conjoint survivant
« est héritier légal en concours avec les parents du second ordre ou les aïeuls, on lui attribue, outre sa part
« héréditaire, à titre de préciput, les objets appartenant
« au ménage commun, à moins qu'ils ne soient les
« accessoires d'un fonds, et les cadeaux de nocces.
« On applique à ce préciput les dispositions concernant les legs. »

Le Code actuel attribue donc à l'époux le droit de prélever, avant tout partage, ses cadeaux de nocces

ainsi que ses effets et meubles personnels. Ce maintien du préciput de l'époux survivant a été motivé par faveur pour la situation des classes pauvres, ouvrières et paysannes. Il comprend les objets qui ont servi pendant le mariage aux besoins du ménage. Leur désignation est question de fait ; on y met surtout les objets qui n'ont de valeur que par l'affection qu'on leur porte.

Le droit de préciput est assimilé aux legs, c'est-à-dire que, 1° l'époux survivant n'a qu'un droit de créance envers les héritiers et non un droit de propriété ; 2° qu'il n'est pas tenu personnellement envers les créanciers de la succession ; 3° et que le *de cuius* peut supprimer ou restreindre son droit par une disposition de dernière volonté.

Ce droit n'est pas accordé en présence d'enfants ou de petits enfants, afin de ne pas diminuer à l'excès leurs parts dans la succession. Dans les ménages pauvres, où toute la succession est formée exclusivement de ces biens, les enfants n'auraient plus rien du tout.

L'art. 1969 prescrit : « Pendant les 30 jours qui « suivent le décès, l'héritier est tenu d'assurer sur la « succession, l'entretien des personnes qui appar- « tiennent à la famille du défunt et qui, à l'époque du « décès, vivaient au foyer du défunt et étaient entre- « tenues par lui ».

C'est une règle posée par les vieilles coutumes ger-

maniques, que de continuer à entretenir aux frais de la succession, les personnes de la famille du défunt qui vivaient chez lui au moment de sa mort. L'habitation et l'usage des objets du ménage leur est dû par les héritiers légaux; ils ont à ce titre une créance et une action contre eux. Ce droit est accordé aux parents, aux alliés parmi lesquels au premier rang est l'époux survivant. Sont exclus de ce droit ceux qui se trouvaient au domicile du défunt, mais n'étaient pas entretenus par lui, comme les gens de service rémunérés, ou les étrangers à la famille.

Ce droit est assimilé au droit d'un légataire. L'héritier en est tenu sur les biens de la succession et non personnellement; le *de cujus* peut en disposer à son gré par voie d'acte de dernière volonté et même le supprimer si bon lui semble; aucune réserve ne le garantit.

Cependant le droit successoral de l'époux survivant est en partie réservataire.

ART. 2303. « Si un descendant de celui qui dispose
« de sa succession est exclu de l'ordre successoral
« par disposition à cause de mort, il peut exiger de
« l'héritier la réserve. La réserve consiste dans la
« moitié de la valeur de la part héréditaire légale.

« Le même droit appartient aux parents et à l'époux
« de celui qui dispose de sa succession, s'ils sont
« exclus de l'ordre successoral par disposition à cause
« de mort ».

La réserve est donc, de la moitié de la part légale ; elle est d'un huitième en présence d'enfants ; d'un quart en face de pères, mères, frères et sœurs (2^e parentèle), de moitié de la succession en face d'autres successibles (3^e et 4^e parentèles).

Lorsque le conjoint se trouve en concurrence avec des héritiers de la 3^e parentèle, la réserve est parfois plus grande (quand il y a des descendants d'aïeuls, oncles, tantes, cousins germains) ; car elle se calcule à la fois sur les parts du conjoint et sur la partie de la succession qui reviendrait à ces héritiers et qui lui est attribuée (art. 1931).

Le conjoint peut cumuler ses droits spéciaux de succession avec sa part héréditaire, si, parent du défunt, il est appelé à la succession à raison de sa parenté.

ART. 1934. — « Si le conjoint survivant fait partie
« des parents appelés comme héritiers, il succède
« également à ce titre. La part héréditaire qui lui
« échoit en raison de sa parenté est considérée
« comme une part héréditaire distincte. »

Telles sont les dispositions du Code Civil Allemand. Elles corrigent heureusement la rigueur des anciens systèmes de dévolution successorale, qui fondaient ces droits uniquement sur les liens du sang. Le Code Allemand tient compte pour le droit du conjoint survivant, de la nature et de l'intensité des liens qui rattachent l'époux survivant à son conjoint

prédécedé et qui sont si forts. De plus les causes qui ont milité en faveur d'un droit si étendu, si complet de l'époux ont été aussi des considérations d'ordre social : la famille d'aujourd'hui est très mobile et très dispersée, par suite de la facilité des transports et de la nécessité d'aller là où l'on peut gagner plus facilement sa vie, par exemple de l'émigration en Amérique et dans les colonies allemandes d'Afrique. La nécessité de resserrer davantage, de raffermir la petite famille qui reste, a fait accorder aux conjoints ces droits si étendus.

Le Droit Suisse

Comme le droit allemand, le droit moderne suisse place le conjoint survivant parmi les héritiers les plus favorisés du défunt.

L'exposé des motifs de l'avant projet du Code Civil, présenté en 1900 et dont le rapporteur a été l'éminent professeur Dr Eugène Huber, exprime dans les termes suivants les considérations qui ont fait placer l'époux survivant à un rang si favorable : « Si
« notre conscience juridique moderne associe étroi-
« tement l'époux à la famille constituée par l'union
« conjugale, la conséquence naturelle en est que le
« conjoint survivant ne peut plus être exclu de tout

« droit à la succession du prédécédé. Dans nos légis-
« lations cantonales nous rencontrons sur ce point
« les deux solutions extrêmes : droit de succession
« nécessaire sur l'ensemble des biens en faveur de
« l'époux survivant (Berne) et exclusions de tout
« droit de successibilité proprement dite (plusieurs
« cantons). On ne saurait prétendre que la notion
« de la famille moderne moins ouverte et plus sûre,
« à laquelle se rallie le projet, entraîne, au profit du
« conjoint survivant, des droits successifs aussi
« étendus que ceux du droit bernois. ».

Et plus loin : « Les principes du projet exigent
« toutefois que la situation faite à l'époux survivant
« soit meilleure que celle que lui font la plupart de
« nos législations » (1).

D'après le nouveau Code Civil de la Suisse, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1912, la consistance de ce droit de successibilité est fixée en considération du degré de parenté des héritiers, qui viennent en concours avec l'époux survivant. Il est accordé à l'époux survivant tantôt une part en simple usufruit, tantôt une part en pleine propriété. Le Code adopte donc une solution mixte entre les deux systèmes.

L'art. 462, dit : « Le conjoint survivant peut récla-
« mer à son choix si le défunt laisse des descendants,

(1) T. I, p. 99, édition française, 1901.

« l'usufruit de la moitié, ou la propriété du quart de
« la succession.

« Il a droit en concours avec le père, la mère du
« défunt ou leur postérité, au quart en propriété et
« au trois quarts en usufruit ; en concours avec des
« grands-parents ou leur postérité, à la moitié en
« usufruit et à l'autre moitié en propriété, et à défaut
« de grands parents ou de leur postérité, à la succes-
« sion toute entière. »

On donne à l'époux survivant la faculté de choisir entre un usufruit ou un droit moins étendu, mais en propriété ; il a la moitié en usufruit ou le quart en propriété de la succession. On lui donne cette faculté, conformément aux nouvelles théories économiques, pour laisser la possibilité de faire disparaître un usufruit, quand ce droit est gênant.

Il avait été présenté deux projets avant le vote de la loi ; l'un en 1894, l'autre en 1900. Les deux projets fixaient la part du conjoint survivant d'une manière différente de celle que le Code a admis.

Le projet de 1900, accordait à l'époux, en présence des descendants, la moitié de la succession en usufruit et jamais un droit de pleine propriété. On discutait beaucoup sur la modalité de ce droit et on se demandait si un droit de propriété ne serait pas préférable, discussion imposée par un courant d'opinion publique en faveur d'un droit de propriété. On opposait au droit d'usufruit, les difficultés qu'il

fait apparaître entre les héritiers et le conjoint survivant; ensuite, la difficulté pratique de déterminer les biens sur lesquels il pourrait porter.

Mais les partisans de l'usufruit soutenaient que seul ce droit pouvait concilier les intérêts des deux catégories d'héritiers, enfants et conjoint. Les enfants pouvaient de la sorte, compter, un jour, avoir toute la succession. De même, l'intérêt du conjoint était d'avoir un revenu plus grand, une jouissance plus étendue, ce qui ne réalisait pas un droit en propriété limité au quart de la succession. De plus, la moitié en usufruit serait plus susceptible de maintenir la situation que l'époux avait eue pendant la durée du mariage. « Pour les jurisconsultes Suisses, c'était là, « moins un droit de succession qu'un des effets du « mariage, qui doit être, d'assurer à chacun des « époux, même après la dissolution du mariage, la « situation que le mariage lui avait faite. Le mariage « fonde une famille, en constitue les chefs, si l'un « des chefs disparaît, l'autre reprend sa place et il « faut qu'il reprenne cette place sans aucun change- « ment de situation. C'est là une conception très « haute de l'idée de famille » (1).

Le projet de 1894, accordait un droit plus étendu encore, basé sur ces mêmes considérations; c'était l'usufruit de toute la succession pendant la minorité

(1) SALEILLES, *Cours de législation comparée*, 1908-1909.

des enfants, et de la moitié de la succession, à partir de leur majorité, si les enfants demandaient à cette époque là, la moitié de la part successorale qui leur revenait. Cette quotité parut excessive, et c'est pourquoi elle fut réduite à la moitié seulement, par le projet de 1900. La forme définitive du Code, modifia aussi ce dernier projet, en accordant le choix à l'époux, entre la moitié en usufruit et le quart en propriété. C'était le désir d'éviter entre enfants et parents l'existence d'un droit d'usufruit, qui fit accorder ce choix.

D'après l'art. 462, les droits du conjoint survivant en concours avec les autres parents, sont, en présence de parents de la deuxième parenté (1), une part fixée à un quart en pleine propriété et trois quarts en usufruit. Le motif en était le désir de maintenir l'époux dans la situation qu'il avait eue pendant le mariage. En présence de parents de la troisième parenté, on lui accorde la moitié de la succession en propriété, la moitié en usufruit. En opposition des autres parentèles, on lui donne en pleine propriété toute la succession.

En présence d'enfants et petits enfants, le législateur avait été obligé de restreindre le droit de l'époux survivant; mais s'il est en conflit avec d'autres parents, les mêmes considérations ne peuvent plus être faites, la loi accorde un droit en usufruit

(1) Le Code Suisse admet le même système de dévolution qu'en Allemagne, les parentèles.

assez étendu, qui a cependant paru insuffisant pour maintenir la situation ancienne de l'époux et a été renforcé par une part en pleine propriété, variable selon la parentèle qui concourt avec le conjoint.

La situation produite par le Code, est donc la même que celle du projet qui ne fut point en somme modifié.

L'exposé des motifs du projet explique l'étendue de ce droit de la manière suivante (1) : « Nous pro-
« posons, comme on le voit, d'attribuer à l'époux, un
« droit d'usufruit étendu, mais nous ne dissimulons
« pas que ce droit d'usufruit a été l'objet de vives
« critiques. On ne saurait méconnaître que l'usufruit
« du conjoint survivant est la source des difficultés
« fréquentes avec les enfants et les autres parents qui
« conservent la nue-propriété des biens. Mais ceci ne
« peut être déterminé par le législateur, et ces diffi-
« cultés — qui du reste peuvent être considérable-
« ment atténuées par la loi — ne doivent pas faire
« perdre de vue le but moral que nous poursuivons
« en instituant l'usufruit du conjoint survivant. Nous
« voudrions que la conscience juridique du peuple
« accueille ce principe, qui, selon nous formerait une
« des bases essentielles de la famille ; la succession
« des époux ne passe en pleine propriété et jouissance
« aux héritiers que lorsque les deux conjoints sont

(1) Exposé de l'art. 489, all. 2 et 3.

« morts. En réalité, nous n'innovons point, nous
« nous bornons à fournir la sanction légale d'une
« idée très répandue. Si actuellement déjà les lois
« ne sont pas unanimes à conférer au conjoint survi-
« vant l'usufruit de la succession entière, du moins
« de nombreuses dispositions de dernière volonté et
« don entre vifs, sont-elles l'expression très catégo-
« rique de ce que réclame la conscience juridique du
« peuple ».

L'art. 463 du Code prévoit : « Le conjoint survi-
« vant peut réclamer en tout temps au lieu de son
« usufruit une rente annuelle équivalente.

« Si l'usufruit a été converti en rente, le conjoint
« survivant dont les droits seraient mis en péril, peut
« exiger que ses cohéritiers lui fournissent des
« sûretés ».

Le conjoint survivant a la faculté de changer son
droit successoral d'usufruit contre une rente annuelle.
Il peut demander cette rente à tout moment, aucune
limite ne lui étant fixée par le Code, et elle peut être
demandée à tous les héritiers, qu'ils appartiennent à
la première parentèle ou à toute autre. Cette faculté
est accordée afin de ne pas gêner l'époux qui pourrait
ne pas savoir administrer les biens donnés en usu-
fruit. Pour que le conjoint n'ait rien à risquer dans
ce cas, la loi lui donne aussi le droit de demander
des sûretés.

De même pour ne pas mettre en péril les biens sur

lesquels s'exerce le droit d'usufruit du conjoint survivant, quand il se remarie, le Code permet aux cohéritiers de réclamer à l'époux survivant des sûretés spéciales. Art. 464. « A la requête de ses cohéritiers, « le conjoint survivant est tenu de leur fournir des « sûretés s'il se remarie ou s'il met leurs droits en « péril ».

L'art. 471 fixe la réserve du conjoint : « La réserve « est pour le conjoint survivant de tout son droit de « succession en propriété quand il concourt avec des « héritiers légaux et de la moitié de ce droit quand « il est héritier unique ».

Le Code accorde une réserve au conjoint survivant, mais naturellement, elle n'est pas de tout son droit successoral ; le *de cujus* a la liberté de disposer de l'usufruit que la loi accorde au survivant, quand il vient en concours avec d'autres cohéritiers, et doit respecter comme réserve successorale de son conjoint survivant seulement, la part qui lui reste attribuée en pleine propriété par le Code. Mais quand il est seul héritier, la réserve est plus petite, et se trouve réduite à la moitié du droit de propriété qui lui revient *ab intestat*.

Le motif qui a déterminé ces modalités, a été tout d'abord le désir de se conformer aux traditions juridiques du pays (1) : le droit de succession du conjoint

(1) *Exposé des motifs au projet de 1900*, p. 60.

survivant est plutôt considéré comme un droit découlant du régime matrimonial, un droit envisagé comme un des effets du mariage. Ensuite, on a voulu permettre au défunt de disposer de sa fortune selon les circonstances, de donner les biens à ses parents, dans le cas où ils seraient dans le besoin et où le conjoint se trouverait dans une situation pécuniaire satisfaisante.

En échange, pour compenser la réduction de la réserve du conjoint survivant, on laisse au *de cujus* la faculté de lui allouer l'usufruit de toute la succession, c'est-à-dire de lui accorder la quotité disponible par disposition de dernière volonté.

Ainsi en dispose l'art. 473. « L'un des conjoints
« peut, par disposition, à cause de mort, laisser au
« survivant l'usufruit de toute la part dévolue à leurs
« descendants communs. Cet usufruit tient lieu de
« droit de succession attribué au conjoint survivant
« en concours avec des descendants. Enfin, si le con-
« joint survivant se remarie, son usufruit est réduit
« de moitié. »

Cette faculté est donc accordée avec deux restrictions :

1° On peut léguer l'usufruit qui constitue la réserve des enfants, seulement quand les enfants sont communs, et non quand il y a des enfants d'un premier lit du défunt. C'est une protection pour les enfants d'un premier lit.

2° En cas de remariage, de l'époux survivant, il perd la part d'usufruit accordée par testament sur la quotité disponible, et il garde seulement ce que la loi lui accorde comme droit successoral.

L'idée qui a donc guidé le législateur Suisse a été d'envisager le droit du conjoint survivant, non comme un droit successoral, mais comme un effet du mariage. C'est pourquoi le droit du conjoint est plus étendu en Suisse qu'en Allemagne, car le droit d'usufruit qu'il a, en face des autres parents que les enfants, est de toute la succession, et sa réserve est plus grande que celle reconnue dans le droit allemand.

Hongrie (1)

En Hongrie il n'y a pas encore de Code Civil. L'ancien droit coutumier, modifié par différentes lois spéciales continue à s'appliquer. Un Code est projeté depuis 1848; la commission chargée de l'élaborer, refusant celui d'Autriche, commença son travail en 1882 et le termina en 1902; celui-ci conserve le droit national (2).

Pour le système successoral, il se rattache à beau-

(1). PLANIOL. *Traité élémentaire de droit civil*, t. 1 p. 56, cinquième édition. SALEILLES. *Cours de législation comparée*, 1908-1909. SALEILLES. *Un compromis hongrois en matière successorale*, dans la *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1910, p. 83 et suivantes. *Zeitschrift für ungarisches öffentliches und privatrecht*. T. VII. — 1901.

(2) Le projet a été traduit en allemand en 1901.

coup de points de vue, au Code Civil allemand, surtout en ce qui concerne le droit de l'époux survivant. En effet, il prépare au conjoint une des meilleures situations dans la succession de son époux prédécédé.

Par son § 1084, le projet appelle à recueillir toute la succession les enfants et les descendants du défunt, qui se partagent entre eux par parts égales tout le patrimoine conformément aux règles générales du droit (1).

Pour atténuer la rigueur du système, qui donne tout aux descendants, le projet donne à la veuve par le § 1816, l'usufruit de la moitié de la succession échue aux enfants, usufruit qu'elle perd si elle se remarie, et qui ne peut être considéré comme exagéré, car le survivant n'a pas alors d'autres droits de succession.

Le § 1816 dit : « La veuve a droit, tant que dure le veuvage, à l'usufruit de la moitié de ce dont a hérité l'enfant (§ 1804), et à l'usufruit, variable selon le cas, de ce qui a pu être restitué sur le fondement des § 1811 à 1814 (2). »

(1) § 1804. « Est héritier en première ligne l'enfant du défunt.

« Hérite de la part d'un enfant prédécédé son enfant à lui et de la part d'un petit enfant prédécédé son enfant à lui, et ainsi de suite en descendant de degré en degré. » (Succession par souches).

« S'il y a plusieurs enfants, ils héritent par part égales. »

(2) Nous transcrivons ces articles, dont la traduction a été empruntée à la *Revue trimestrielle*, p. 84.

§ 1811. « Les père et mère ont le droit, dans les cas prévus aux

La situation que le projet de Code crée au conjoint survivant, dans le système successoral est au contraire avantageux quand le défunt ne laisse pas de descendants. Dans ce cas l'époux exclue tous les parents du défunt, père, mère, ascendants, collatéraux, et recueille toute la succession de son conjoint prédécédé.

Parag. 1805. « S'il n'existe pas de descendants, est « héritier le conjoint survivant ».

Mais le projet hongrois fait une distinction dans les biens du défunt entre les acquets et les propres.

Le conjoint succède à tous les acquets en excluant

« § 1805 et 1806, de se faire restituer la valeur de ce qui était échu au « défunt de leur chef ou du chef de leurs ascendants par voie de succession ou de donation.

« Si l'un des deux parents, père ou mère, est prédécédé, ce droit appartient à ses descendants, et il leur est attribué par souches. »

§ 1812. « Les grands-parents ont le droit, dans le cas prévu aux « § 1805 et 1807, de se faire restituer la valeur de ce qui était échu au « défunt de leur chef ou du chef de leurs ascendants par voie de succession ou de donation, ou qu'elle soit échue d'abord à celui des père « et mère du défunt qui descend de l'ascendant en cause et ne soit parvenue au défunt que par cet intermédiaire, et toujours par l'une des « deux voies sus-indiquées ; le tout cependant sous cette réserve, pour « l'hypothèse prévue au § 1805, qu'il n'existe aucun des père ou mère, « ou descendant d'eux ayant droit à restitution aux termes du § 1811.

« Si l'un des grands-parents est prédécédé, ce droit appartient à ces « descendants, et il leur est attribué par souches.

§ 1813. « La valeur de ce dont un défunt avait hérité par application « du second alinéa du § 1811 ou du second alinéa du § 1812, après décès « d'un des collatéraux est sensé provenir de celui de ses ascendants du « chef duquel cette valeur était échue à ce collatéral, soit directement, « soit par l'intermédiaire de ses père et mère (§ 1812). »

§ 1814. « Si la valeur que l'un des parents, père ou mère du défunt, « avait recueillie de ses deux parents grand-père et grand-mère du défunt « dépasse celle que le défunt a recueillie de celui de ses parents dont il « est question, cette dernière est sensée provenir, pour parties proportionnelles, des deux grands-parents.

les parents du défunt; quant aux propres, on applique un système qui constitue la caractéristique de cette législation et qui est connu sous le titre de retour légal.

Le retour légal, ce système successoral des propres, est basé sur la dévolution par parentèles qui existe dans le droit allemand et suisse. Elle atténue beaucoup la disposition du projet, par laquelle le conjoint survivant prend toute la succession, en l'absence de descendants.

Le retour légal consiste en ce que les parents et leurs descendants, ou les grands-parents et leurs descendants (la deuxième et troisième parentèles), prennent les biens trouvés dans la masse successorale, ou leur valeur, qui ayant appartenus à l'un de ces ancêtres, seraient venus au défunt soit par testament, soit par succession, soit par donation.

La deuxième parentèle, celle des grands-parents et de leur descendance, ne reprend ces biens qu'en l'absence de la première; c'est-à-dire que celui qui est appelé à prendre les biens propres, est le plus proche parent du défunt dans la ligne de l'ascendant qui a donné le bien soumis au droit de retour. Les plus proches parents sont, le père, la mère et leurs descendants, frères et sœurs du défunt; c'est seulement quand cette première parentèle est épuisée que le droit de retour passe à la troisième parentèle, les grands-parents et leurs descendants.

Les propres sont dévolus de cette manière, parce que la vocation des parents est basée sur la qualité d'héritier, sur la parentèle et non sur la qualité de donateur.

Nous ne nous attarderons pas davantage, sur le système successoral en général; il nous a suffi d'en marquer les caractères particuliers en quelques mots; notre intérêt doit se reporter sur le droit du conjoint.

L'usufruit indiqué dans la deuxième partie du § 1816, s'applique sur les biens qui forment l'objet de ce retour légal en faveur de la famille du défunt. Dans ce cas donc, la veuve reçoit en usufruit toute la succession et en propriété les acquets; tandis que les parents n'ont que la nue-propriété des propres. On lui donne ce droit si étendu, en présumant qu'elle ne peut travailler et gagner son existence et pour qu'elle puisse garder la situation qu'elle avait pendant le mariage.

On remarque, et c'est une des caractéristiques du projet hongrois, que quoique la dévolution successorale se fasse jusqu'à la quatrième parentèle, en l'absence des précédentes, cette quatrième parentèle pourtant (les arrière-grands-parents et leurs descendants) n'a pas de vocation au retour légal des propres. La succession des propres étant limitée aux deuxième et troisième parentèles, les arrière-grands-parents n'en bénéficient pas, même si aucun membre des parentèles antérieures n'existe.

Dans ce cas, à part les acquets, le conjoint survivant prend toute la succession ; autrement dit, il exclue la quatrième parentèle même de la succession des propres.

De plus, on introduit par ce projet, une autre innovation ; quand les biens qui sont venus dans le patrimoine du défunt par donation ou succession, y sont restés 32 ans (c'est le délai de prescription en droit hongrois), ces biens ne peuvent plus être considérés comme propres, ils sont exempts du retour légal ; le droit de reprise des parents du défunt est prescrit.

Cette fois aussi le conjoint survivant profite de cette déchéance ; c'est lui qui reçoit alors, acquets et propres du défunt, excluant tout autre parent.

Mais, il y a un autre cas où le conjoint survivant prend toute la succession, propres y compris ; c'est quand le donateur d'un bien ne vivant plus à la mort du donataire, ne laisse non plus, de descendants. Dans cette hypothèse aussi, — quoiqu'il laisse des ascendants, les biens en question ne reviennent pas à eux, le retour ne s'exerçant jamais au profit des ascendants. C'est comme dit M. Saleilles (1), « la « pleine application normale de la règle : « Propres ne « remontent ».

Le conjoint prend de nouveau, tous les biens du

(1) *Revue trimestrielle de Droit Civil*, 1910, art. cité, p. 103.

défunt, sans être obligé de faire aucune distinction, quant à leur nature.

Voilà donc trois cas, dans lesquels le conjoint au lieu de voir son droit successoral limité par le concours des parents du défunt, conformément aux règles générales du droit, reçoit, par les innovations du projet récent, toute la succession, et a ainsi acquis une des meilleures situations successorales qu'une loi moderne même puisse lui créer.

En ce qui concerne le refus de droit sur les propres à la quatrième parentèle, la disposition du Code est logique; car les raisons sur lesquelles on fonde le droit successoral du conjoint, sont considérablement plus fortes que celles qui militent en faveur d'un droit pour les arrière-grands-parents et leurs descendants. Soit au point de vue de l'affection, soit au point de vue des devoirs, le conjoint tenait de plus près au défunt que les membres si éloignés de sa quatrième parentèle.

M. Schwarz, professeur à la faculté de Budapest, expose (1) les raisons qui ont déterminé ces innovations du projet, dans les termes suivants: « Plus il y
« aura de générations écoulées depuis la mort de
« l'acquéreur initial, plus il y aura de difficultés à

(1) M. SCHWARZ est l'auteur de la partie relative aux successions du projet. Le passage cité, est compris dans une lettre envoyée à M. SALEILLES, par laquelle il explique la genèse et les raisons des dispositions successorales du projet. Elle se trouve dans l'article de M. SALEILLES, de la *Revue trimestrielle du Droit Civil*, 1910, p. 406.

« prouver l'origine des biens. D'un autre côté, le sentiment d'équité auquel je faisais allusion, s'affaiblit dans la même proportion, au fur et à mesure du temps écoulé depuis la mort de l'acquéreur. C'est pourquoi j'ai proposé deux autres modifications :
« 1^o Que les biens hérités ne remontent que jusqu'à la parentèle des grands-parents ; 2^o Que les biens possédés par le défunt depuis plus de 32 ans (c'est le délai de prescription d'après notre loi) soient exempts de la succession aux propres : ils ne seront plus regardés comme propres ».

Le projet, exige naturellement comme condition pour faire valoir ces droits, la validité du mariage. Si le mariage est nul, ou s'il est annulable et que l'action en annulabilité a été exercée, l'époux survivant ne peut pas exiger son droit successoral. De même l'époux séparé de corps ou divorcé de son conjoint décédé, ne peut bénéficier des prescriptions de la loi.

Le projet introduit de plus une disposition qui a son analogie dans le Code Civil Allemand ; il déclare l'époux déchu de ses droits successoraux, dans le cas où le défunt aurait pu, avant sa mort, exercer une action en divorce ou en séparation de corps en se basant sur une faute de son conjoint survivant et si cette action avait été intentée (§ 1817).

L'époux ne perd son droit que si dans cette dernière

alternative, il était dans son tort; dans le cas contraire, l'époux garde son droit successoral.

Le système proposé par le projet de loi est justifié par les traditions et les mœurs du pays. La situation qu'il crée au conjoint survivant est l'une des plus favorables; aucune des législations récentes ne l'avantage autant, ne lui montre tant de sollicitude.

Telles sont les dispositions des législations modernes les plus nouvelles, relatives à l'époux survivant. Elles modifient équitablement la rigueur des systèmes de dévolution successorale, fondés uniquement sur la généalogie.

Mises à côté du Code Civil Roumain, elles nous offrent un contraste des plus frappants, car se conformant aux idées nouvelles de la société, adaptées aux mœurs contemporaines, elles laissent le Code Roumain bien loin derrière elles, empêtré dans des dispositions vieilles, ne correspondant plus à leurs fins.

En effet, dans toutes ces législations récentes, l'époux est appelé en concours avec la famille du défunt au premier rang de la succession, il exclut même bien vite les autres héritiers (3^e parentèle en droit allemand; 2^e en droit hongrois); tandis qu'en droit roumain, l'époux ne vient qu'en dernier lieu, après le 12^e degré et après les enfants naturels. 2^o Dans ces Codes la part du conjoint est presque toujours en pleine propriété. En droit Roumain, c'est

la veuve pauvre qui a seulement un droit en usufruit, qui ne peut dépasser le quart de la succession. 3° De plus, le conjoint a une réserve dans la majorité de ces lois; elle lui est refusée par le législateur roumain. 4° Il figure comme héritier légitime du défunt; dans notre Code, il n'est qu'héritier irrégulier.

Il est absolument nécessaire, que le législateur roumain se hâte de modifier ces dispositions de notre loi et de les mettre au courant des nouveaux principes juridiques, des nouvelles nécessités sociales; il faut qu'il se mette d'accord avec le progrès des nouvelles législations.

CHAPITRE IV

LES MODIFICATIONS

Nous sommes arrivés à la conclusion qu'un droit héréditaire complet, en faveur du conjoint survivant, doit être accordé; mais il reste encore à savoir, comment dans notre législation actuelle, l'époux peut être traité.

Avant tout, il faut être d'accord pour reconnaître qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre la femme et le mari survivant. Leur droit successoral a sa base dans le lien même du mariage, dans les effets qui en découlent, leur vocation doit être égale.

A l'un comme à l'autre, un droit successoral parfait doit être assigné; mais il s'agit de fixer en premier lieu, si ce droit doit être simplement un usufruit, ou si on peut attribuer à l'époux survivant un droit en pleine propriété même.

C'est la question qui a toujours soulevé les plus grandes discussions.

Les législations modernes ne sont pas d'accord sur ce point. Les plus anciennes accordent, en principe, un simple droit d'usufruit, tandis que les plus récentes se fondant sur des idées nouvelles, donnent au conjoint survivant un droit en pleine propriété (1).

Les partisans des deux systèmes apportent de part et d'autre, un grand nombre d'arguments.

Le premier argument qui est apporté en faveur de l'usufruit, est le suivant : Ce qui donne vocation à un véritable droit de succession, est le lien de sang ; or, le conjoint survivant, quoique venant à la succession de son époux prédécédé, ne vient pas en vertu d'un lien de sang, mais comme une personne aux besoins de laquelle le défunt avait l'obligation de subvenir. Donc, son droit ne peut être un droit héréditaire proprement dit, mais plutôt une créance alimentaire ; un droit complet ne peut lui être alloué, puisqu'il ne fait pas partie de la famille du défunt, d'une manière forte et durable ; le mariage crée des rapports étroits de parenté entre époux, mais ces liens peuvent être détruits par le divorce ou la séparation de corps ; en conséquence, mettre le conjoint et la famille du défunt sur le même plan dans la suc-

(1) On peut encore les distinguer, selon la race : « Les lois de la famille latine » adoptent le droit en usufruit, pendant que « les législations germaniques » allouent en principe, un droit en propriété. ROGUIN, vol. 2, p. 252. Pour l'usufruit : France, Belgique, Espagne, Angleterre, Serbie. Pour la pleine prospérité, Russie, Allemagne, Suisse, projet Hongrois. ROGUIN, vol. 2, p. 274-277, et suivantes.

cession, les assimiler entièrement, serait commettre une grande injustice. La parenté est indestructible, tandis que le mariage est dissoluble par sa nature.

Mais, cet argument avait une valeur jadis ; aujourd'hui toutes les législations attribuant au conjoint un véritable droit héréditaire, sa valeur est nulle, et une discussion prolongée, ne saurait conduire à changer l'appréciation que l'on porte sur lui.

En effet, les partisans du système qui accordent un droit de propriété au conjoint, s'opposent à cet argument en disant que la vocation de l'époux est une véritable vocation héréditaire, car il a une sorte de copropriété sur les biens formant la masse successorale, la copropriété familiale, par suite de la part qu'il a prise dans la majorité des cas, à la formation de ce patrimoine. Le défunt ne fait pas de différence entre le conjoint survivant et sa famille, quant à l'affection et aux devoirs qu'il a envers eux ; pourquoi la loi en ferait-elle après sa mort, pour ce qui concerne sa succession et placerait-elle le conjoint à un rang inférieur, en lui attribuant une simple créance alimentaire ?

Quant à l'argument tiré du caractère temporaire du mariage, il ne porte pas non plus ; car il ne s'agit d'un droit successoral en faveur du conjoint que lorsque le lien du mariage a été puissant et durable, que lorsqu'il a existé jusqu'à sa fin naturelle, à la mort d'un desépoux. Dans ce cas le lien est tout aussi fort que celui

que crée la parenté du sang. La preuve en est, que certains effets du mariage se manifestent même après sa dissolution : l'obligation alimentaire, l'empêchement au mariage et autres. N'est-il pas assez fort pour engendrer la vocation héréditaire?

L'usufruit présenterait l'avantage de correspondre à la tradition, aux institutions anciennes. Mais, comme nous le disons plus haut, un peuple ne doit pas s'embarrasser des formes vieilles de sa législation ; les nécessités sociales, morales ou juridiques, changent à tout moment, et le progrès est de modifier ses institutions en même temps que ces nécessités évoluent.

Dans l'ordre des arguments pratiques, on affirme que ce droit est plus avantageux pour le conjoint. Un droit en propriété serait plus restreint en étendue, étant parfait par sa nature, tandis qu'un droit en usufruit étant moins complet quant à sa nature, devrait être plus grand, plus large dans son application. Le profit de l'époux est supérieur, car pendant tout le reste de ses jours, il a un plus grand revenu et se trouve de cette manière dans une situation ressemblant davantage à celle qu'il avait durant le mariage ; un droit en propriété serait loin de satisfaire à toutes ces exigences. L'usufruit est aussi plus avantageux pour les autres héritiers du défunt : car quoique n'ayant pour un temps que la nue-propriété, le jour où le conjoint survivant n'est plus, toute la succession du défunt leur revient.

Mais, au point de vue *pratique et économique*, l'usufruit présente aussi de graves inconvénients. D'abord comme application, il aurait le désavantage d'imposer un inventaire ou un état des immeubles, qui entraîne des frais, et constitue une lourde charge pour le conjoint. De même il serait tenu de fournir une caution et souvent ne pourrait le faire. Le règlement de la succession serait de plus une occasion à des difficultés; ainsi le calcul de la part que le conjoint survivant doit prendre dans les dettes et charges de la succession, serait, sinon impossible, du moins d'un grand embarras. Le calcul de la part que chaque catégorie de créanciers, successoraux et personnels, devra prendre dans l'usufruit qui lui est attribué, donnerait lieu à de nouvelles complications.

Or, les rapports entre usufruitier et nus-propriétaires seraient souvent mauvais. Au lieu de l'affection et de la confiance qui doit régner entre le conjoint survivant et la famille de l'époux prédécédé, surtout quand cette famille de l'époux est représentée par ses enfants, on verrait des animosités, peut-être même des litiges. Il faut éviter le plus possible de laisser aux membres de familles différentes, la charge de trancher ces difficultés.

Quant au profit à tirer des biens grevés d'un usufruit, il est bien connu, que ce genre de droit ne fait que le diminuer de beaucoup, car les biens sont dépréciés, discrédités, amoindris dans leur valeur,

leur circulation est empêchée, les éléments du droit de propriété étant séparés, en nue-propriété et usufruit.

La Cour de Cassation de France (1), dit avec juste raison que créer encore un droit d'usufruit, serait en quelque sorte, créer « une nouvelle main morte ».

L'intérêt général est de faire donner aux biens, le maximum de rendement. Les biens meubles ont besoin d'être libres pour circuler facilement, selon les circonstances et les intérêts. Mais en grevant les biens d'un usufruit, on entrave leurs négociations et leurs aliénations, et on diminue leur crédit, car personne ne pourra en tirer profit tant que le conjoint vivra; les biens seraient forcément immobilisés entre les mains des héritiers, qui pendant ce temps n'auraient pas de profit à en tirer non plus. Dans la société moderne, les biens immeubles, se déplacent assez facilement, leurs propriétés passent de main en main; les grever serait les déprécier en diminuant leur rendement, car l'usufruitier cherche à obtenir une production intense, même si cette production compromet l'avenir. Les améliorations seraient supprimées, car ni le nu-propriétaire, ni l'usufruitier n'ont d'intérêt pressant à en faire.

Au point de vue pratique encore, le droit d'usu-

(1) Dans le rapport fait sur le projet Delsol, qui donna la loi de 1891 sur les droits du conjoint survivant.

fruit n'est pas avantageux ; pour les parents du défunt, car ils ont intérêt à avoir une part libre, alors même qu'elle serait moindre au lieu d'un droit réduit à une simple expectative. C'est une mauvaise solution, que de renvoyer les ascendants pour le profit de leurs parts, à la mort du conjoint survivant, qui est en général plus jeune qu'eux. On dit, que ce jour-là, les héritiers auront en compensation un droit complet sur tous les biens de la succession ; mais pendant de nombreuses années, leurs émoluments sont réduits à rien par l'usufruit du conjoint ; souvent leur droit est illusoire, car ils n'arrivent pas à survivre au conjoint et à recevoir la plénitude de ce droit. La seule nue-propiété, quoique étendue ne leur produit rien, et en l'aliénant, ils n'obtiennent qu'un prix insignifiant à raison de l'aléa encouru par l'acquéreur.

Si les héritiers sont les enfants du défunt, leur intérêt est aussi d'avoir leurs biens en pleine propriété non grevées, Ils ont besoin, à leur âge, d'avoir des capitaux libres et susceptibles d'être utilisés avec les plus grandes chances de profits. Une part de biens plus restreinte mais productive, est pour eux préférable à un droit sur une fortune étendue dont ils ne peuvent rien retirer.

De tous les arguments apportés par les défenseurs de l'usufruit, le plus fort, celui qui a une véritable valeur, le seul qui puisse militer en sa faveur, est celui qui s'oppose à ce que le droit de propriété, laisse

passer les biens du défunt dans la famille du survivant qui n'y a aucun droit. Cette transmission est surtout grave, quand le défunt laisse des enfants d'un premier mariage, qui, naturellement, ne venant pas à la succession de l'époux survivant, sont ainsi privés des biens de leur auteur.

Le désir de faire rester ces biens — disent-ils — dans la famille, tend peut-être à disparaître dans les villes, où les idées changent plus facilement, tandis que dans les campagnes, dans les populations agricoles, ce sentiment existe encore d'une manière assez prononcée (1). Dans cette partie de la société on tient à ce que les biens retournent intégralement après le décès du conjoint survivant à la famille du prémourant.

En effet, le désir de maintenir dans la famille du défunt, ses biens successoraux, a déterminé bien des législations à ne donner qu'un droit d'usufruit. Mais on peut opposer à cette idée une foule d'arguments. On ne doit pas ignorer que le principe de la conservation des biens dans les familles a changé de sens. « Dans l'ancien droit avec la prépondérance de la fortune immobilière, certains biens étaient immobilisés dans les groupes familiaux, une valeur d'affection s'attachait à eux; si elle les avait perdus, la famille eût été comme amoindrie; il importait

(1) Rapport de la Faculté de Droit de Nancy, p. 49.

« donc de les lui conserver ; le fait que ces biens
« fussent temporairement grevés au profit de tiers, de
« droits de jouissance était en lui-même indifférent,
« certains parents en éprouvaient un préjudice pas-
« sager, mais en définitive la famille tôt ou tard
« recouvrait intégralement les biens patrimoniaux
« et c'était le point essentiel » (1).

Mais, cette notion a changé. Aujourd'hui la fortune mobilière a acquis plus de valeur. Les biens immeubles qui jadis étaient les plus précieux, tant au point de vue de leur valeur économique qu'au point de vue sentimental, ont perdu leur importance.

La fortune immobilière garde encore sa valeur vénale, mais les profits que ses possesseurs en tirent sont bien moindres. La fortune mobilière, en échange, a sa valeur propre, c'est le levier de toute production.

En conséquence le principe de la conservation des biens dans les familles au sens propre, ne pèse plus autant en faveur de l'usufruit.

De nos jours, la propriété est individuelle, les principes de copropriété familiale sont ébranlés. De là, fixer un droit en pleine propriété au conjoint survivant, n'apporterait aucun préjudice à la famille du défunt et serait conforme au but proposé. Car peu importe que la valeur des biens accordés au con-

(1) VALLIER. Œuvre citée, p. 384.

joint soit en usufruit ou en pleine propriété, c'est un quantum en valeur, qui sort quand même de la masse successorale pour aller à l'époux. La famille est privée de la somme produite par la capitalisation de l'usufruit. L'usufruit exercé, c'est toujours un prélèvement sur le capital.

Il vaut beaucoup mieux fixer, dès le commencement, la perte que la famille doit subir, par une part déterminée en propriété donnée à l'époux, que de l'exposer à un aléa considérable en fixant un droit en usufruit. En effet, si le conjoint n'est pas encore d'un âge avancé, son usufruit grève longtemps les parts successorales de la famille, et lui porte préjudice.

D'ailleurs, le droit en pleine propriété présente une supériorité marquée, car même dans les systèmes législatifs qui ont adopté le droit en usufruit, il est accordé à l'époux un droit en propriété, toutes les fois qu'il vient en concours avec d'autres parents que les descendants. On ne protège, par le droit d'usufruit, que les enfants et les descendants contre l'aliénation des biens de leur famille. Pour les ascendants et collatéraux, quoique étant parents du défunt, le principe n'a pas de valeur ; car, on accorde à l'époux sa part en propriété. Le système adopté par ces législations, avec les distinctions et les alternatives qu'elles établissent, sont une confirmation de la supériorité de l'autre.

Les enfants communs, ne peuvent subir de préjudice, parce qu'ils viennent à la succession du conjoint survivant, qui est leur auteur et retrouvent les biens sortis du patrimoine du prédécédé.

Quant aux enfants d'un premier lit du défunt, il ne faut pas non plus exagérer leur vocation. Ils ont, évidemment, le droit le plus légitime de recueillir tous les biens de leur auteur; mais le droit du conjoint survivant de prendre une part de ces biens, est tout aussi légitime et aussi fort. Le défunt a des devoirs envers ses enfants, mais il en a aussi envers son conjoint. On ne doit pas, pour éviter un péril éloigné, celui de faire passer les biens dans une autre famille, donner à l'époux une vocation incomplète, un droit en usufruit, quand tous les autres successeurs ont un droit parfait.

Les lois qui accordent, tantôt l'usufruit, tantôt la propriété (selon que le conjoint est en face des descendants ou d'autres héritiers) sont illogiques. Le droit du conjoint est donné pour qu'il ait des ressources d'existence après le mariage. Or, les besoins, les exigences de la vie sont toujours les mêmes, quelque soient les héritiers avec lesquels il concourt à la succession.

De plus, la loi institue une sorte de prime en faveur du conjoint qui n'a pas d'enfants; car ces lois donnent seulement un usufruit lorsque le conjoint est en concours avec des descendants, et attribuent la

pleine propriété quand il se trouve en face d'autres héritiers.

Mais en dehors des inconvénients ou des avantages pratiques que les systèmes proposés peuvent offrir, il faut considérer le fondement du droit en lui-même. Quelle est surtout la base de ce droit ? C'est le devoir du défunt d'assurer l'existence de son conjoint jusqu'à la fin de ses jours, devoir tout aussi fort, tout aussi important que celui qu'il a envers sa famille. Pourquoi trouverait-on le fondement du droit des parents, plus fort que celui du droit du conjoint et établirait-on entre eux cette différence ?

Le conjoint fait aussi partie de la famille du défunt, il en est même le membre principal ; la nature de son droit doit être tout aussi parfaite que sa vocation.

Pourquoi distinguer la manière dont les membres d'une famille y sont entrés ? Dire que les parents du défunt, sont liés par un lien du sang, et que le conjoint y est entré par un contrat civil, c'est oublier que l'enfant adopté, qui base sa vocation héréditaire sur un lien civil, vient à la succession de l'adoptant, en excluant tous ses parents, ascendants ou collatéraux. Son droit lui est accordé en pleine propriété et par sa mort il peut transmettre tout le patrimoine du défunt à sa famille propre, tout aussi étrangère au défunt que celle du conjoint. Il existe donc des transmissions de ce genre dans le Code Civil, pourquoi n'en pas créer en faveur du conjoint,

quand son droit est motivé par des raisons si fortes et si décisives?

De plus, il est conforme à l'intérêt social de donner au mariage toute sa valeur, toute son importance. Pourquoi lui attribuer, pendant sa durée des effets si étendus et les amoindrir quand le mariage vient à prendre fin? L'importance du mariage exige, que ses effets soient de la même force pendant et après; elle exige que le droit du conjoint soit complet et non variable et imparfait.

Quand un conflit s'élève et que les intérêts en présence sont d'une égale importance, on doit exiger de chacun le sacrifice d'une part égale, afin de les concilier. L'intérêt des enfants est grand, mais celui de l'époux survivant l'est aussi; il ne faut pas sacrifier son intérêt en lui attribuant un droit incomplet et laisser tout aux autres héritiers.

On accordait jadis à l'époux survivant un droit successoral considéré plutôt comme une créance alimentaire; plus tard, on lui donna un droit successoral en usufruit, et plus tard encore, dans les législations récentes, un droit en pleine propriété. Il résulte donc de cette évolution de son droit, que sa vocation héréditaire est des plus remarquables, et qu'on ne doit plus faire de distinction entre son droit et celui des autres parents, mais qu'on doit le lui reconnaître hautement, et le lui accorder complètement.

Le législateur français, dans la loi de 1891 qui modifie le droit successoral du conjoint a si bien senti cela qu'il a laissé la latitude aux héritiers de changer ce droit en une rente viagère (1). Il faut donc, parfois, dégrever la masse successorale d'un droit d'usufruit gênant. Or dans ce cas ils aliènent à une compagnie d'assurance qui fournit la rente, un capital qui est perdu. Ils renoncent à ce capital pour ne pas retarder l'acquisition de la plénitude de leurs droits sur les biens échus et pour ne pas encourir d'aléa. Le but de la loi, qui est de garder les biens dans la famille du défunt, n'est pas atteint par les lois qui admettent le système de l'usufruit, car dans beaucoup de cas, les héritiers aliènent, de leur propre gré, une partie des biens successoraux qui sortent ainsi définitivement de leurs patrimoines. La famille du défunt subissant quand même un préjudice, par le concours du conjoint survivant, il vaut mieux dès lors fixer cette part, dès le commencement en lui attribuant un droit de propriété.

Il ne faut pas non plus oublier la situation des petits ménages, des ménages pauvres qui forment le plus grand nombre. Un droit en usufruit serait illu-

(1) ART. 767. — Code Civil Français, alinéa 9 : « Jusqu'au partage définitif, « les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes que, l'usu-
« fruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équiva-
« lente. S'ils sont en désaccord, la concession sera facultative pour les
« tribunaux ».

soire pour ceux-ci, car les biens laissés sont de peu de valeur et la jouissance qu'ils prêtent est insignifiante; de plus la garantie qu'ils offrent dans cette alternative, n'est pas grande pour les enfants ou les autres héritiers. Les biens meubles, qui forment d'habitude la masse successorale, peuvent être facilement aliénés, transformés en argent par le conjoint, et alors, ne rentrent plus dans les mains des héritiers.

La Faculté de Droit de Caen (p. 47) dans son rapport sur le projet, qui est devenu la loi de 1891, refuse un droit de propriété au conjoint survivant en France, en disant que ce droit ne serait justifié que dans les législations qui n'ont pas adopté le système de la communauté parmi les régimes matrimoniaux. Or cette affirmation constitue un fort argument en faveur du droit de propriété à accorder au conjoint survivant dans la législation roumaine. En effet, le Code Roumain ne prévoit pas ce système qui est complètement inconnu de la pratique. Les intérêts des époux sont distingués et opposés par le régime de la séparation de biens et le régime dotal avec toutes ses clauses restrictives. Le conjoint survivant — surtout quand c'est le mari qui ne bénéficie pas de l'art. 684, — se voit à la fin de son mariage, s'il n'a pas de fortune personnelle, sans ressources, sans moyens de vivre, même si le défunt laisse une fortune étendue,

Un droit complet en propriété, une part fixe et égale à celle des autres héritiers ne saurait que corriger les injustes conséquences de ces régimes matrimoniaux, à l'égard de l'époux survivant.

En ce qui concerne la *quotité*, il serait juste — nous semble-t-il — de varier selon l'ordre d'héritiers qui est en concurrence avec lui ; car si le défunt avait disposé, par testament, il aurait probablement donné à l'époux survivant une part différente selon la proximité en degré des parents qu'il laisse à sa mort.

Donc en face des enfants et de leurs descendants, le meilleur principe est d'attribuer une portion virile à l'époux et aux enfants. Quant au maximum de la quotité, quand l'époux est en concours avec les descendants, on pourrait se rapporter aux quotités fixées par les lois allemande et suisse qui le fixent au quart de la succession (Art. 1931 C. C. Allemand et 462 C. C. Suisse). Ce maximum pourrait satisfaire les intérêts de l'époux, et en même temps ne lèserait pas ceux des membres de la famille.

Quand il vient en concours avec les autres parents, une quotité fixe, quel que soit le nombre des héritiers, serait préférable ; elle simplifierait la réglementation de la succession et conserverait à l'époux la situation qu'il avait pendant le mariage. Guidé, de plus, par le même principe de l'égalité entre héritiers, on lui donnerait s'il est en concours avec des ascendants et des collatéraux, la moitié de la succession ; s'il est en

concours avec des ascendants ou des collatéraux, un tiers, pour accorder une part égale à chaque branche de successeurs et éviter de la sorte l'antinomie regrettable à laquelle le Code Roumain donne lieu. (1)

Le conjoint survivant est-il un successeur légitime ou un successeur irrégulier ?

L'intérêt de la question est que les successeurs légitimes ont la saisine, tandis que les successeurs irréguliers ne l'ont pas.

La saisine est « l'investiture légale et de plein droit « de la possession des biens héréditaires au profit de « l'héritier (2). » Les effets sont importants. Les successeurs légitimes peuvent prendre la possession, administrer, disposer des biens sans avoir besoin de demander une autorisation à la justice. Les héritiers irréguliers sont tenus de demander cette autorisation pour avoir l'exercice de leurs droits successoraux. Ils font cette demande soit aux héritiers légitimes, ceux-ci ayant la possession des biens qu'ils demandent, soit aux tribunaux, quand il n'y a pas d'héritiers légitimes.

De plus, les successeurs légitimes peuvent exercer les actions héréditaires de toute nature, activement ou passivement, aussitôt après la mort du défunt. Les

(1) Voir p. 38 de la thèse : le conflit entre art. 684 du Code Civil Roumain et art. 674 et 673.

(2) Bouvier-Bangillon. *Des Droits successoraux du conjoint survivant*, dans la *Revue générale de Droit, de la Législation et de la Jurisprudence*, 1891, p. 327.

héritiers irréguliers ne peuvent le faire qu'après avoir été mis en possession.

L'intérêt est donc assez grand.

On se demande par suite, si le conjoint doit avoir la saisine légale, ou s'il doit être tenu de demander l'envoi en possession.

Pour refuser la saisine au conjoint survivant, dans l'ordre des considérations théoriques, on dit que la saisine doit être réservée aux parents du défunt seulement, parce qu'ils continuent sa personnalité juridique et parce qu'ils ont une vocation plus grande que l'époux, c'est-à-dire qu'ils sont susceptibles de recevoir toute la succession, quoiqu'ils n'en recueillent qu'une quote-part. Le conjoint ne peut jamais recevoir que le maximum qui lui est fixé par la loi, quand il est en concours avec des héritiers.

Dans l'ordre des arguments pratiques, on dit que ne pas donner la saisine au conjoint, serait plus avantageux pour lui, car il n'aurait pas l'obligation de payer les dettes de la succession « *ultra vires* », mais jusqu'à concurrence de son émolument.

On comprend que ce droit ne lui soit pas accordé, quand l'époux recueille toute la succession, faute d'héritiers, — après le douzième degré en droit français et en droit roumain, en face de la troisième parentèle en droit allemand et en droit suisse, — parce que dans ce cas la justice doit vérifier si réellement il n'y a aucun parent au degré successible et si le con-

joint a la vocation à toute la succession. Mais, exiger l'envoi en possession dans tous les cas, c'est créer une distinction nouvelle entre lui et les parents du défunt; distinction injustifiée, leurs titres étant tout aussi forts, la nature de leurs droits étant la même. Il font tous partie de la famille du défunt; il ne faut donc pas chercher comment sa parenté a été établie, car, ils étaient égaux dans l'affection du *de cujus* et les devoirs qu'il avait envers eux étaient les mêmes.

D'ailleurs on ne peut prétendre que la saisine est propre aux parents du sang, car elle est donnée au légataire universel, quand le défunt ne laisse pas d'héritiers réservataires. Le conjoint, à plus forte raison, peut l'avoir parce qu'il fait aussi partie de la famille du défunt. Il n'est pas possible de traiter moins favorablement l'époux survivant, que le légataire universel.

Mais il faut se demander encore, quand le législateur donne-t-il la saisine aux héritiers? Y a-t-il un autre critérium?

A ce sujet, Laurent dit: « Pourquoi la loi transmet-elle la possession de droit à certains successibles? Elle les charge de la garde et de la conservation des biens; elle devait donc investir de la possession ceux qui ont intérêt à bien gérer, donc ceux dont le droit *est certain* et qui sont appelés, au moins éventuellement, à toute l'hérédité (1) ». Et plus loin

(1) *Principes de Droit Civil*, t. ix, p. 280, n° 229, édition 1878,

(p. 291 ; n° 237) en se demandant pourquoi la saisine n'est pas accordée aux successeurs irréguliers, il dit : « La réponse se trouve dans les motifs qui ont
« fait donner la saisine aux héritiers (n° 222). Leur
« droit est certain, puisqu'il est écrit dans la loi e
« dans leur sang, l'hérédité doit être conservée en
« attendant que les successibles prennent un parti
« sur l'acceptation ou la répudiation. Telle n'est pas
« la position des successeurs irréguliers. Il est vrai,
« qu'ils sont aussi appelés par la loi, mais que de
« difficultés, que d'incertitudes il reste, en fait, sur
« leur vocation ! ». Et plus loin : « L'incertitude aug-
« mente quand c'est le conjoint qui succède, car il
« n'est appelé à l'hérédité qu'à défaut de parents
« naturels ».

Les dernières paroles de Laurent sont la meilleure réponse qu'on peut donner aux adversaires de la saisine. Les raisons données par lui avaient une valeur pour les anciennes dispositions du Code ; mais du moment où on donnerait à l'époux un droit fixe, un « droit certain » en lui reconnaissant un droit en propriété, il n'y aurait plus de raison de lui refuser la saisine. Toute incertitude, toute difficulté concernant son droit étant éloignée, la saisine serait justifiée.

Quant à l'argument d'ordre pratique, il est inexact. La saisine n'implique pas l'obligation de payer les dettes du défunt. M. Planiol, affirme (1) que c'est une

(1) *Traité élémentaire de Droit Civil*, vol. 3, n° 1938-1941, quatrième édition.

fausse idée, les effets de la saisine étant seulement relatifs à la possession de l'hérédité. Le saisi a la possession de sa part successorale de plein droit, du moment où la succession a été ouverte, sans être tenu de remplir une formalité quelconque. Le principe vient du droit féodal.

L'idée de l'obligation aux dettes, a une toute autre origine, c'est le principe romain d'après lequel l'héritier continue la personne du défunt. Continuant sa personnalité, il a les mêmes droits et aussi les mêmes obligations que lui. En opposition avec ces héritiers, on distingue une autre catégorie qui reçoit les biens à titre universel et qui est tenue des dettes seulement en qualité de successeurs aux biens, c'est-à-dire dans les limites de la valeur de ces biens.

L'argument pratique ne porte donc pas. Mais, même si l'argument était fondé et qu'étant successeur irrégulier il eut cet avantage, il ne faut pas oublier que le conjoint même ayant la saisine, a encore à sa disposition, pour ne pas être tenu « *ultra vires successionis* », le bénéfice d'inventaire.

Dans les arguments d'ordre pratique, on dit encore que la saisine de l'époux survivant, serait dangereuse pour les parents, car étant dans la possession des biens à la mort de son conjoint, il pourrait priver les héritiers de certains de ces biens. Mais, le danger est le même dans un cas et dans l'autre; le conjoint ayant la saisine de fait sur une grande partie des

biens de la succession, les parents non présents courent le même danger. De la sorte, tout se réduit à accorder au conjoint la saisine de droit, car le plus souvent il a la saisine de fait.

Faut-il lui garantir ce droit par *une réserve*, ou non ?

Les arguments qui demandent l'attribution au conjoint survivant d'un droit d'hérédité complet, impliqueraient que ce droit lui soit toujours garanti. Mais l'attribution d'une réserve serait grave dans beaucoup de cas.

La quotité disponible laissée au défunt est bien restreinte; que deviendrait-elle, si on la limitait davantage ? Que deviendrait le principe de la libre disposition de ses biens et le caractère absolu de la propriété ?

Instituer la réserve serait aussi mettre en danger la dignité du mariage; car si les droits successoraux du conjoint survivant lui sont toujours garantis, le mariage pourrait devenir l'objet d'une spéculation. L'absence de la réserve assure au contraire l'indépendance des conjoints.

Malgré les forts arguments apportés en faveur d'un droit de réserve pour le conjoint, on ne peut pas l'admettre dans la réglementation de ses droits successoraux, car l'attribution de ce droit aurait comme conséquence de faire profiter de la fortune du prédécédé les époux indignes,

Parfois l'époux prédécédé est, pour de graves motifs, mécontent de la conduite de son conjoint survivant qu'il supportait en silence dans son ménage, afin de ne donner lieu à aucun scandale, ou d'éviter des faits préjudiciables à sa famille. Parfois encore, les proches parents du défunt se trouvent dans des situations besogneuses, un secours leur est plus nécessaire qu'à l'époux survivant, qui peut être riche.

La sollicitude de la loi, se justifie par le désir de maintenir l'époux dans la même situation que pendant le mariage. Mais quand celui-ci a une fortune personnelle, la succession du prédécédé ne lui est plus nécessaire pour assurer son existence.

C'est pourquoi il faut laisser au défunt la latitude d'enlever les droits successoraux de son conjoint par des dispositions de dernière volonté; il faut lui laisser la possibilité de distribuer sa fortune selon les circonstances et les nécessités.

Nous ne suivons pas dans cette voie les lois récentes qui accordent la réserve au conjoint; il vaut mieux laisser au prédécédé la liberté de disposer selon les situations.

La loi n'accordant pas au survivant la réserve, le prédécédé pouvant lui enlever son droit héréditaire par des libéralités, on devrait lui donner une pension alimentaire mise à la charge de la succession, pour ne pas exposer cet époux à rester sans ressources. La loi sanctionnerait de la sorte, le devoir

de secours auquel les époux sont toujours tenus, et correspondrait en même temps au principe de la libre disposition de ses biens. Cette pension ne serait allouée que dans le cas où l'époux se trouverait dépourvu de ressources à la mort de son conjoint prédécédé, ou dans un délai ultérieur plus ou moins rapproché, tant que l'obligation de subvenir à cette situation se manifesterait comme une conséquence du mariage.

Quant aux moyens que le défunt devrait employer pour priver son conjoint de sa part héréditaire, il faut convenir que la disposition des biens, serait le seul et le meilleur. La circonstance que l'époux décédé aurait disposé par acte entre vifs ou testamentaire de toute sa quotité disponible, serait une manifestation de sa volonté de dépouiller le survivant du droit de succession. S'il n'a pas disposé de toute la quotité, l'époux exercera sur la partie restante, après avoir retiré les réserves, son droit héréditaire.

L'exhérédation est refusée avec juste raison (1), par les auteurs, comme étant un acte juridique exclu depuis longtemps de nos lois civiles (France et Roumanie). En n'introduisant pas l'exhérédation, on évitera de soulever des scandales, de troubler les familles en mécontentant le survivant, ou de produire au

(1) BOISSONADE. Œuvre citée p. 556. *Rapport Faculté de Nancy*, p. 14.
BOUVIER-BAUGILLON. Œuvre citée p. 335. *Rapport Faculté Douai*, p. 14.

moins, une animosité de la part de l'exhédéré. On peut arriver au même résultat par d'autres moyens qui ont l'avantage de ne pas blesser le conjoint survivant.

Quelles seraient les causes de déchéance?

Il va de soi que le conjoint ne pourrait faire valoir ses droits, que si le mariage a duré jusqu'à la mort du prédécédé. Le titre du conjoint sur lequel il se base pour réclamer son droit étant le lien du mariage même, et ce mariage n'existant plus, le conjoint serait dépourvu de son titre. Dans le cas où le défunt aurait intenté une action en divorce, qui n'aurait pas été terminée, sa mort intervenue, le code ne devrait plus admettre que le conjoint survivant prenne part à l'hérédité. Les intentions du défunt sont manifestes; le mariage n'avait pas, dans ce cas, la force, la solidité qu'il présume. Le Code Allemand et le projet Hongrois (art. 1933 ; § 1817), prescrivent une juste mesure en introduisant cette disposition. Le législateur roumain en l'adoptant aussi ne ferait que suivre les principes les plus généraux et les plus naturels de la vocation héréditaire.

Le jugement du divorce n'a de force, que lorsqu'il a acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire quand il a été transcrit sur les registres de l'état civil. Avant d'être définitif, il ne pourra enlever à l'époux l'exercice de ses droits successoraux, parce que tant

que la dissolution du mariage n'est pas irrévocable, les époux ont la possibilité de se réconcilier et de faire tomber tous les actes judiciaires qui ont été faits. A plus forte raison, le conjoint est déchu de son droit successoral, quand son mariage est nul; il est dans ce cas inexistant au moment où la succession s'ouvre.

Le législateur devrait trancher aussi la question du mariage putatif.

Le législateur devrait distinguer si la nullité a été reconnue avant ou après l'ouverture de la succession. Si elle est prononcée avant, naturellement l'époux ne pourra plus se prévaloir de son droit successoral puisqu'il n'a plus de titre.

Mais si la nullité a été déclarée après l'ouverture de la succession, on devrait accorder le droit héréditaire à l'époux, vu que les héritiers acquièrent la propriété de leur part successorale de plein droit, au moment du décès du défunt et qu'à ce moment-là l'époux possède encore son titre, quoique entaché de nullité. Le mariage putatif produit certains effets même après l'annulation, ainsi le droit successoral des enfants issus de ce mariage, et ceux des parents; le titre de conjoint est basé sur le même acte juridique que le leur, sur le mariage vicié; il n'y aurait donc pas de cause bien forte pour distinguer le conjoint des autres parents quant à cet effet.

M. Bouvier-Bangillon (1) n'admet pas cette solu-

(1) P. 547. Œuvre citée.

tion donnée par Laurent, en disant qu'il faut distinguer entre l'époux et les enfants issus de ce mariage, parce que la qualité d'enfant est indélébile, perpétuelle, tandis que celle de l'époux ne peut pas l'être ; elle n'existe pas dans l'avenir. Mais il faut bien se rappeler que les conditions qui donnent la vocation héréditaire, doivent exister au moment de l'ouverture de la succession. C'est à ce moment là qu'on cherche si l'héritier est le plus proche du défunt, si l'héritier n'est pas indigne, etc..., même si plus tard il ne réunit plus toutes ces conditions. Pourquoi dès lors, ne pas reconnaître ce droit à l'époux survivant, qui avait encore cette qualité au décès de son conjoint, et dont le mariage n'était pas encore annulé ?

La séparation de corps n'existant pas dans le Code Roumain, nous ne nous arrêterons pas sur la question.

Une autre cause de déchéance dans certaines législations est le second mariage de l'époux survivant.

Ne pas admettre le convol, s'expliquerait par deux idées : ou considérer cette disposition comme conforme à la volonté du défunt ; ou y voir une peine pour le conjoint.

On dit qu'enlever au conjoint sa part héréditaire, dans le cas où il se remarierait, serait agir selon les intentions du défunt qui probablement ne lui aurait plus rien laissé. Mais cette disposition, quoique parfois conforme aux désirs du défunt, serait dans la majorité des cas injuste et inopportune ; car souvent,

le défunt a prévu le second mariage de son conjoint, surtout quand il est jeune, dépourvu d'un sentiment égoïste, il n'a pas souhaité qu'il soit privé des biens venus de la succession.

Punir le convol serait encore contester la liberté naturelle de l'homme et jeter un soupçon de plus sur les avantages que le mariage peut offrir. On comprendrait que l'époux soit déchu quand il est indigne, mais non quand il exerce un droit qui lui est reconnu par la loi. La déchéance serait illogique.

Le convol ne peut pas être envisagé comme une spéculation, de même qu'on ne peut pas reprocher au conjoint survivant l'infidélité envers la mémoire du défunt. Dans les ménages pauvres, surtout, le second mariage est une nécessité. L'époux pauvre, trouve un appui, un aide dans son nouveau compagnon de sa vie ; il peut avoir des enfants à élever, un surplus de travail à fournir, un ménage à diriger, or, le nouveau conjoint lui portera un concours précieux. Et ces ménages forment la majorité des cas.

Le second mariage n'est nullement répréhensible, il est même conforme à l'intérêt social. Dans l'état actuel des mœurs, assurer la situation du conjoint, en lui donnant des moyens d'existence, c'est agrandir la valeur du mariage, c'est consolider la société par sa base.

En introduisant cette déchéance, on pourrait aboutir à des conséquences regrettables même au

point de vue moral, parce qu'en forçant l'époux à choisir entre ces deux alternatives, perdre son droit successoral ou se remarier, il peut suivre un calcul d'intérêt, renoncer à la situation qu'un nouveau mariage lui donnerait et mener une vie de désordre.

Admettre la perte de sa part successorale, en cas de convol, serait comme le dit M. Vallier (1) « abuser « une fois de plus de la théorie de la volonté présumée ». Le législateur ne doit pas chercher la volonté du défunt, mais ce que cette volonté aurait dû être.

Si, dans les législations où un droit d'usufruit lui est accordé, ce droit lui est enlevé par son convol, c'est pour éviter que le deuxième conjoint de l'époux survivant, bénéficie de cet usufruit, en préjudicant les descendants du défunt (2). Cette disposition n'est pas envisagée comme une punition de l'époux survivant. Dans le cas où l'on attribue une part en propriété, le danger n'est plus le même, chaque héritier ayant pour toujours sa part déterminée et limitée dans le partage. Le second mariage du survivant, ne peut préjudicier en rien les descendants du défunt, ceux-ci ayant toujours la même portion de biens.

(1) *Op. cit.*, p. 400.

(2) Dans la législation française, art. 767, al. 40 : « En cas de nouveau « mariage, l'usufruit du conjoint cesse, s'il existe des descendants du « défunt ».

En admettant cette solution dans la nouvelle réglementation, on serait en outre, en conformité avec les décisions de la jurisprudence nationale (1) et avec les nouvelles vues des législations récentes.

Tels sont, à notre avis, les principes et les modalités qu'une réglementation nouvelle devrait adopter pour le droit successoral de l'époux survivant.

(2) Voir page 46 de la thèse.

BIBLIOGRAPHIE. — BAUDRY-LACANTINERIE. *Précis de droit civil*, Paris, 1899. — BOISTEL. *Cours de philosophie du Droit*, Paris, 1899. — A. COLIN. *Le droit de succession dans le Code Civil. Livre du Centenaire*, 1904, t. 1. — DEMOLOMBE. *Cours de Code Napoléon. Traité des successions*, Paris, 1837, vol. 14. — FLAUGAUD-PARMADILLE. *Les droits de l'époux survivant*, Paris, 1894. — GERBAULT-DUBOURG. *Code des droits successoraux des époux survivants*, Paris, 1892. — MERLIN. *Répertoire de jurisprudence*, Bruxelles, 1832, vol. 32. — MORILLOT. *Condition juridique de l'époux survivant aux p. d. v. des donations entre époux et de la succession ab intestat*, (Thèse), Paris, 1871. — MOURLON. *Répétitions écrites sur le Droit Civil*, Paris, 1885, vol. 2. — RATHERY. *Recherches sur l'histoire du droit successoral de la femme. Revue générale de Droit, de la Législation et de la Jurisprudence* 1843, t. XVIII. — RAUL DE LA GRASSERIE. *Des principaux systèmes observés dans la dévolution de la succession, etc. Revue générale de Droit, etc.*, 1897, vol. 21. — TROYEZ. *Projet de loi ayant pour objet de modifier les droits, etc. Revue générale de Droit, etc.*, 1890.

CONCLUSION

Parvenus aux termes de notre étude, nous déclarons avant tout, ne pas prétendre d'avoir élucidé toutes les difficultés que peut soulever le problème. Notre but a été de montrer le grand intérêt de justice et de haute morale que comporte la question et de demander une modification des dispositions actuelles du Code Civil Roumain manifestement injuste.

En effet, à notre époque où la société est travaillée par un mal caché qui menace de la désagréger, un petit groupe familial serré et solide paraît indispensable. Les intérêts des enfants, la protection des individus, la vie sociale en général, exigent que le petit groupe domestique, la cellule sociale, soit fortifiée et protégée.

Mais affermir ce groupe, c'est protéger les conjoints, « l'âme de la famille », en leur garantissant la situation qu'ils se créent par le mariage. Le mariage leur impose le devoir de cohabitation, de fidélité, de secours, d'assistance et autres. Il faut aussi qu'il assure à l'époux survivant le droit de succéder d'une manière digne et honorable à son conjoint prédécédé.

La vocation successorale en dernier rang, la créance alimentaire et la quarte de la veuve pauvre

que la législation roumaine prévoit pour augmenter le droit successoral de l'époux survivant, sont des dispositions insuffisantes et incompatibles avec les principes libéraux d'aujourd'hui.

En indiquant quelle devrait être, selon nous, la solution à adopter, nous proposons un droit aussi large, aussi parfait que possible, à savoir, une quotité en pleine propriété, la qualité de successeur légitime donc la saisine, la non-déchéance en cas de mariage putatif ou de convol. Mais en même temps pour faire cadrer ces dispositions avec les conceptions générales du droit successoral dans le Code Civil, nous ne poussons pas le principe jusqu'à ses plus extrêmes conséquences et nous refusons au conjoint survivant tout droit de réserve.

La réforme dans le droit de l'époux survivant serait d'autant mieux reçue, qu'elle serait plus conforme à nos traditions nationales et qu'elle serait plus en harmonie avec la plupart des législations étrangères récentes. Une réforme complète et parfaite de cette disposition du Code Roumain, serait une œuvre utile et opportune qui honorerait le mariage, fondement de la famille et de la société.

Vu : le Président de la Thèse,
R. SALEILLES

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD

APPENDICE

LA JURISPRUDENCE ROUMAINE

Bulletin de la Cour de Cassation

1901. — P. 804-809.

Succession. — La veuve pauvre. — Son droit d'usufruit ou de propriété dans la fortune de l'époux. — Si c'est un droit de succession ou de créance. — Si elle est simple héritière ou si elle a un droit de réserve. (Art. 864, C. C. R.)

1) *La situation de la veuve pauvre dans la succession de son époux est réglée par l'art. 684 du Code Civil, qui lui ~~accorde~~ dans cette succession un droit en usufruit ou en pleine propriété, selon qu'elle vient en concours avec les descendants ou avec d'autres parents du défunt. Ce droit de la veuve pauvre est un droit de succession dans la fortune du mari et non un droit de créance.*

2) *Le droit à la réserve est un droit exceptionnel, il ne peut être appliqué que d'une manière restreinte et ne peut être étendu par déduction ou interprétation d'une per-*

sonne à une autre. Ainsi, aucun texte de loi n'accordant le droit de réserve à l'épouse pauvre, qui vient à la succession de son époux, elle ne peut être considérée en l'absence d'une disposition expresse, que comme simple héritière sans droit de réserve.

Arrêt n° 217. — Zoé Jianu contre Zoé Anino et A. C. Anino. Arrêt de la Cour d'Appel de Craiova, 1^{re} ch., n° 27, 1896. — 18 mai 1901.

La Cour, délibérant sur le motif de casser en divergence :

« La violation de l'art. 684, Code Civil, qui ne distingue pas dans le cas où la femme vient à la succession du mari, selon que celui-ci est mort *testat* ou *intestat*. L'argument qu'on tirerait de ce que le droit de propriété, étant absolu, ne peut être atteint que par un texte formel, comme cela se fait pour les héritiers qui ont la saisie, ne doit être écarté, car la disposition de l'art. 684 est étrangère au Code Napoléon, elle est empruntée aux anciennes législations et au Droit Romain, *Novelles* 53, chap. VI, où il est vu que lorsque l'époux a laissé par testament un legs à sa femme, plus petit d'un quart il doit être complété. « *Si tamen legatum aliquod relinquerit ei vir unum quarta parte compleri hoc* ».

« D'ailleurs l'absence de réciprocité dans la succession, de même que la condition d'indigence,

« prouvent suffisamment que le droit de la femme est
« tout différent de ceux des autres héritiers ».

Vu la décision de la Cour d'Appel de Craiova,
1^{re} chambre, avec le n° 27 de 1896, qu'on attaque en
recours ;

Vu que par cette décision, on rejette, comme non
fondée l'action intentée par Zoé Jianu, qui demande
qu'on lui reconnaisse en qualité d'épouse veuve sans
fortune et conformément à l'art. 684 du Code Civil le
droit de propriété sur un quart de la fortune laissée
par son époux décédé, quoique celui-ci ait disposé
par testament de toute sa fortune en faveur d'autres
héritiers ;

Qu'ainsi la question mise devant la Cour est de
savoir, quelle est la nature du droit conféré par
l'art. 684 du Code Civil à la veuve pauvre dans la
fortune de son mari, s'il constitue un droit de créance
ou un droit de succession, et dans cette dernière
hypothèse, si l'épouse pauvre peut être considérée
comme une héritière réservataire ou sans réserve ;

Vu les dispositions de l'art. 684 du Code Civil ; Attendu
que cet article a pour objet de régler la situation de
la femme pauvre dans la succession de son mari et
de lui attribuer dans cette succession un droit d'usu-
fruit ou de pleine propriété, selon qu'elle vient en
concours avec des descendants ou avec d'autres
parents du défunt ;

Que, puisqu'il s'agit de la dévolution d'une succes-

sion, il est naturel d'entendre que la vocation de ceux qui sont appelés par la loi à recueillir la succession en partie ou pour le tout, ne peut avoir d'autre objet qu'un droit héréditaire ;

Attendu qu'en dehors de celà, le seul texte de loi qui s'occupe de la situation de la femme pauvre après la mort de son mari, est l'art. 684 du Code Civil et que cet article se trouve au chapitre IV des successions, où le législateur règle les successions irrégulières ; que le droit de la femme pauvre est désigné dans la rubrique de la 3^e section, comme « un droit de succession » et qu'enfin, le législateur déclare d'une manière formulée par les dernières dispositions de l'article cité, que la femme « succède » en pleine propriété au quart de la fortune de son mari, quand elle vient en concours dans la succession du mari avec d'autres héritiers que ses descendants ;

Vu donc une terminologie si catégorique utilisée par le législateur et vu la place que les dispositions de l'art. 684, occupent dans la distribution générale des matières dans le Code Civil, il est évident que ce que le législateur a voulu accorder à la femme veuve sans fortune dans l'hérédité du mari, a été un droit de succession et non un droit de créance ;

Attendu que ce qui confirme davantage cette opinion et dévoile l'esprit du législateur à ce point de vue, est aussi la circonstance que le législateur, qui en matière de succession a suivi le Code Napoléon,

en ce qui concerne la réglementation des droits de la femme pauvre dans la succession de son mari, a été guidé par les anciennes institutions du pays, selon lesquelles soit dans le Code Calimach, soit dans la loi de Caragea les droits de la femme étaient réglés avec les successions sans réserve ;

Vu l'objection relevée et qui consiste à dire que le droit de l'épouse pauvre dans la fortune successorale du mari, ne présente pas les éléments caractéristiques d'un droit successoral : ainsi qu'il n'est pas fondé sur un droit de sang, ne respecte pas le principe de la réciprocité et n'est pas transmissible aux héritiers de la femme ;

Attendu que cette objection n'est pas décisive en la matière, parce que le législateur a mis le droit successoral de la femme pauvre, dans la rubrique des successions irrégulières, afin de faire voir que ce droit de succession a été introduit pour des considérations spéciales et qu'il se présente dans des conditions anormales ; que si en vérité les conditions indiquées dans l'objection ci-dessus mentionnée accompagnent le droit de succession en règle générale ; mais que ces conditions ne sont pas des conditions essentielles de ce droit ; ainsi, que le droit successoral des époux, conformément à l'art. 679 du Code Civil, n'est pas fondé sur les liens de sang, que le droit de succession entre adoptant et adopté ne suit pas dans le principe de réciprocité ;

De même, aucun argument sérieux ne peut être tiré du fait que le droit d'usufruit de la femme pauvre n'est pas transmissible à ses successeurs, car ce fait est dû à la règle générale d'après laquelle l'usufruit est éteint à la mort de l'usufruitier ;

Attendu que l'objection ci-dessus mentionnée étant écartée, et puisqu'il est établi en principe, que la femme sans fortune n'a pas à la succession de son mari, un droit de créance, mais un véritable droit de succession, il reste à chercher si elle peut être considérée comme une héritière réservataire ou comme une simple héritière sans réserve ;

Attendu, que l'individu, étant propriétaire de ses biens, a le droit d'en disposer, soit pendant sa vie, soit pour le moment où il ne sera plus ;

Qu'en réduisant la liberté de disposer du testateur, la réserve entame le droit de propriété ;

Attendu, que le législateur n'a admis le droit de réserve que d'une manière exceptionnelle, dans certains cas et en faveur d'une certaine catégorie d'héritiers ;

Vu que le droit de réserve est un droit exceptionnel, qu'il ne peut être appliqué que d'une manière limitée, et ne peut être étendu par déduction ou interprétation, d'une personne à une autre ;

Attendu qu'aucun texte de loi, n'accorde le droit de réserve à l'épouse pauvre qui vient à la succession de son mari, que faute d'une disposition spéciale,

elle ne peut, par conséquent, être considérée que comme simple héritière sans droit de réserve ;

Attendu encore que si le législateur n'a pas attribué le droit de réserve à l'épouse pauvre, ceci peut être justifié par la considération que le législateur a considéré, que parfois le mari peut avoir de graves motifs de mécontentement contre la conduite de sa femme et les supporter toutes en silence, sans demander le divorce, pour ne pas nuire à la réputation de sa famille ; que, sous l'empire d'une telle préoccupation et pour des faits de cette nature, le législateur a dû trouver plus juste, de n'attribuer à la veuve pauvre qu'un simple droit de succession sans réserve, de se rapporter à la conscience du conjoint dans une question d'ordre intime et de lui laisser, enfin, l'entière liberté de tester, lui procurant ainsi un moyen discret de récompenser sa femme selon la conduite qu'elle a eue et selon l'existence qu'elle a su lui créer ;

Attendu, que telle est l'interprétation que l'on doit donner à l'art. 684 du Code Civil et qu'elle est l'interprétation donnée en l'espèce, par la Cour de Craiova ; que sa décision est injustement critiquée au point de vue indiqué, et que le pourvoi en cassation, en conséquence, doit être rejeté comme non fondé ;

Pour ces motifs :

Rejette..., etc.

Rapp. I. DUCA, conseiller ; E. G. SCHINA, av.-gén.
A. ILIESCO et P. BURDEANU, avoc.

1902. — P. 729-731.

Succession. — Le droit de succession de la femme dans le cas où elle est pauvre. — Le moment où l'état d'indigence de la femme doit être recherché (art. 684, C. civ.)

En accordant par l'art. 684, C. Civil, à la veuve pauvre un droit de succession dans la fortune du mari, ce droit, comme tout droit de succession, prend naissance au moment où la succession s'ouvre et c'est donc à ce moment qu'on doit chercher si la femme avait la capacité de succéder, c'est-à-dire si elle était pauvre. Ainsi, le fait que la femme, après la mort du mari, a hérité de la fortune de son père, ne l'empêche pas de demander et d'obtenir le droit héréditaire dans la fortune du mari, quand il est établi qu'au moment de la mort de l'époux, elle était pauvre.

Arrêt n° 240. — Andriana V. Ivanescou, aujourd'hui, Tache Theodorescou, contre C. I. Ivanescou, et autres. — 12 Juin 1902.

La Cour ; délibérant, sur le premier motif du pourvoi :

« Violation et fausse interprétation de l'art. 684, Code Civil.

« Cet article, accorde à la veuve pauvre, un droit
« de succession dans la fortune du mari, droit qui

« prend naissance au moment où la succession
« s'ouvre, et non un droit de créance alimentaire ;
« par conséquent la condition nécessaire de l'indigence de la femme, doit exister au moment de
« l'ouverture de la succession.

« J'ai prouvé mon indigence par l'acte de pauvreté qui se trouve au dossier de l'action intentée
« en 1897. Mes adversaires, ont allégué devant la
« Cour, qu'en 1899 j'aurais hérité de mon père, l'abbé
« Ion Georgescou, et que dans ces conditions, je
« suis à l'abri des soucis de la vie, je ne suis plus
« pauvre et par suite, je n'ai plus le droit prévu à
« l'art. 684, Code Civil.

« Je n'oublie pas de dire à la Haute Cour, que j'ai
« prouvé par actes, que mon mari est mort en 1897,
« et mon père en 1899.

« La Cour d'Appel, considérant que le droit de la
« femme veuve, prévu à l'art. 684, C. Civil, est un droit
« de créance contre la succession du mari et qu'au
« moment où elle a été appelée à se prononcer, je
« n'étais plus pauvre ; a rejeté mon action.

« La Cour, jugeant de cette manière, a transformé
« mon droit de succession, en un droit de créance
« alimentaire ; elle a violé et fausement interprété
« l'art. 684, C. Civil ».

Vu la décision de la Cour d'Appel de Bucarest
1^{re} chambre au n° 64 de 1901, attaquée par le présent
pourvoi ;

Vu que l'objet du procès a été débattu dans les instances de fond, et la demande a été faite par la demanderesse Andriana V. Ivanescou (aujourd'hui Tache Theodorescou) contre les défendeurs au pourvoi, qu'on lui reconnaisse en qualité de veuve pauvre de son défunt mari, V. Ivanescou, le quart en pleine propriété dans la fortune laissée par celui-ci;

Attendu que par les dispositions de l'art. 684, C. Civil, en accordant à la veuve pauvre, un droit d'hérédité dans la fortune du mari, ce droit, comme tout droit d'hérédité, prenant naissance au moment de l'ouverture de la succession, c'est à ce moment-là qu'il faut chercher, si celui qui est appelé à la succession, a la capacité de succéder et si la condition de l'indigence, demandée par l'article cité pour que la femme succède, existe au moment de la mort du mari ;

Attendu que la Cour rejette la demande de la demanderesse pour le motif qu'elle n'entre pas dans les conditions de l'art. 684, parce qu'elle a hérité de la fortune de son père ;

Attendu qu'il est constant dans l'espèce, qu'au moment de la mort du mari, le père de la demanderesse vivait, et par conséquent, qu'au moment de l'ouverture de la succession du mari, elle n'avait hérité d'aucune fortune de son père ;

Attendu que la Cour d'Appel déduisant que la femme n'était pas pauvre, d'un fait qui n'existait pas

au moment de l'ouverture de la succession du mari, donne une interprétation erronée à l'article cité, 684, et viole le principe qui règne en matière de succession, que les conditions de capacité que la loi exige pour succéder, devaient exister au moment de l'ouverture de la succession.

Pour ces motifs et sans discuter encore le deuxième motif invoqué ;

Rejette..., etc.

(Civil, 1^{re} Chambre).

Rapp. CIRU ŒCONOMU, conseiller. DIMITROPOL ; C. DIMITRIU, et M. ANTONESCOU, avoc.

1904. — p. 1627-1632.

Enquête. — La faculté des instances de fond d'admettre ou non l'enquête. — Le droit de la veuve pauvre dans la fortune du mari défunt. — Si ce droit est un droit successoral. — L'attribution par le Tribunal d'une part plus grande que celle qui était demandée. — Si ce fait constitue un motif pour le pourvoi en cassation. (Art 227, proc. civile et 684, c. civil).

L'admission de l'enquête demandée pour l'une des parties, est laissée à la faculté des juges, de sorte qu'ils peuvent la refuser quand ils motivent que leur conviction est faite d'autres circonstances de fait.

2) Le droit de la veuve, dans la fortune du conjoint décédé est un véritable droit de succession, subordonné seulement à la condition que la femme soit pauvre à l'ouverture de la succession, quand le droit prend naissance.

3) Quand le Tribunal, à l'occasion d'une action intentée par une veuve pauvre pour la reconnaissance de son droit de succession dans la fortune du conjoint, admet à part ce droit, la fin de l'indivision, qui n'avait pas été demandée par l'action, c'est-à-dire, donné plus qu'il avait été demandé, ceci constitue tout au plus un motif de révision et non de pourvoi en cassation, s'il y avait un intérêt à effacer de l'arrêt une disposition inévitable, comme une conséquence de cet arrêt.

Arrêt n° 512, 24 novembre 1904. — Lixandra R. Dinu veuve et Nitza Dumitrache contre Joitza S. Irimia, avec l'autorisation de son mari. Jugement du Trib. Dambovitza, 624-1903.

La Cour, délibérant, sur les motifs suivants du pourvoi :

« Excès de pouvoir; le Tribunal Dambovitza par
« excès de pouvoir, rejette les incidents soulevés par
« moi, au sujet de la communication des motifs
« d'appel relatifs à la demande d'enquête, faite par
« la défenderesse d'aujourd'hui, appelante au Tri-
« bunal, car l'appelante a présenté et développé au
« cours de l'audience, des motifs tout autres que

« ceux prévus dans la requête d'appel, de sorte, qu'à
« ce point de vue le Tribunal ordonnant la conti-
« nuation des débats m'a créé une situation infé-
« rieure à celle de l'appelante, me privant de la pos-
« sibilité d'apporter des actes et d'invoquer les
« preuves pour combattre ses prétentions; et en
« deuxième lieu, par l'enquête que je demandais à
« faire devant le Tribunal, demande formulée par
« écrit et déposée au Tribunal, je voulais établir des
« preuves qui étaient de nature à conduire le Tri-
« bunal à une solution toute contraire à celle donnée
« à la cause, notamment, que la défenderesse d'au-
« jourd'hui a une fortune dans d'autres villages que
« celui de son domicile où son acte de pauvreté lui
« a été donné, que cet acte n'est nullement fondé
« puisqu'il s'agit d'un terrain rural, que son mari, de
« même, a une fortune; — qu'en tout cas elle a reçu,
« à l'occasion de la réglementation de la succession du
« défunt Radu Dumitrache, son droit du quart qu'elle
« a possédé et même aliéné, en conséquence que le
« Tribunal admette la demande, — l'enquête étant
« absolument concluante en l'instance et de nature
« à donner une solution au procès, et à produire en
« ma faveur, une preuve en justice.

« Le Tribunal commet encore un double excès de
« pouvoir, en rejetant la preuve par témoins demandés
« pour prouver que l'appelante a une fortune et
« qu'elle possède le quart de la fortune du défunt

« Radu Dumitrache, preuve de nature à trancher le
« litige. »

Vu la sentence soumise au recours de laquelle il résulte que la défenderesse d'aujourd'hui, Joitza S. Irimia, avec l'autorisation de son époux, a intenté une action contre les demandeurs d'aujourd'hui Jitza Dumitrache et Luxandra R. Dinu, demandant d'après l'art. 684, Code Civil, en qualité de veuve pauvre de son défunt mari Radu Dumitrache, que les demandeurs nommés, en qualité d'héritiers de son mari, soient obligés de lui donner la quatrième partie de la fortune immobilière laissée par le défunt, fortune formée de 7 pogons et 19 prajni (3 $\frac{3}{4}$ hectares environ), terre à labourer et le terrain de la maison avec les biens environnants, situé au village Podu Barbiérului, reçu en propriété en vertu de la loi rurale de 1864; que le Tribunal en appel par le jugement attaqué par le pourvoi, a reconnu à la défenderesse en concours avec les demandeurs, le droit au quart dans cette fortune et a ordonné la fin de l'indivision et l'opération du partage;

Vu qu'on constate que la défenderesse Joitza S. Irimia, faisant appel contre la sentence du juge de paix de Bolintin n° 1100 de 1902, par laquelle on avait rejeté la demande, a invoqué comme motif par la requête d'appel, qu'en qualité de veuve pauvre à l'ouverture de la succession de son mari décédé,

Radu Dumitrache, elle a le droit, d'après l'art. 684, Code Civil, au quart de sa fortune ;

Attendu que le Tribunal discutant ce motif invoqué par la défenderesse pour soutenir sa demande, examine en fait les preuves produites devant lui et acquiert la conviction que la demanderesse Joitza S. Irimia est en vérité femme pauvre et que par suite, d'après l'art. 684, Code Civil, elle a droit au quart dans la fortune de son mari décédé ;

Considérant qu'en face de cette constatation de fait, établie d'une manière souveraine par le Tribunal, il a été en droit de ne pas admettre la demande d'enquête de la défenderesse et non plus la preuve par témoins par laquelle on tend à prouver contrairement à la conviction acquise par le Tribunal ;

Que d'ailleurs l'admission de l'enquête étant laissée à la faculté des juges (art. 227, Proc. Civile), ils peuvent ne pas l'admettre quand ils allèguent qu'ils ont formé leur conviction par d'autres circonstances de fait, ce qui s'est produit en l'espèce ;

Attendu que puisqu'il en est ainsi, il ne peut être question des prétendus excès de pouvoir commis par le Tribunal en ce qui concerne les questions qui font l'objet des moyens de cassation ci-dessus cités et par suite que ce moyen se trouve non fondé ;

Sur le 2^o motif :

« Le Tribunal, donne au fond une fausse et mauvaise interprétation à l'art. 684, Code Civil, commet-

« tant ainsi une erreur grossière. Nous soutenions
« devant le Tribunal (et nous le prouvions, en invo-
« quant soit la doctrine, soit la jurisprudence et la
« lettre de la loi) que les droits qui découlent des
« dispositions de l'art. 684, Code Civil, ne sont pas
« un droit de succession, mais un droit de créance,
« que Joitza en se remariant, ne pouvait plus récla-
« mer aujourd'hui en justice ce droit, que par consé-
« quent, la loi exige un certain temps et certaines
« conditions pour admettre la réclamation et l'exer-
« cice de ce droit et que l'appelante ne réunissait pas
« ces conditions; injustement elle vient maintenant
« réclamer les droits découlant de l'art. 684, Code
« Civil; je me référais aussi aux conclusions posées
« par le juge de paix, où sont largement démontrées
« toutes les considérations par lesquelles je prouvais
« la non-recevabilité de ses prétentions, et le Tribunal
« sans analyser à part chacune de mes conclusions
« et de mes considérations, donnait à l'esprit et au
« texte de la loi une interprétation erronée, en
« admettant l'action et violant ainsi l'art. 684,
« Code Civil. »

Attendu que des dispositions de l'art. 684, Code Civil, il résulte que le droit de la veuve sur la fortune de son mari décédé, est un véritable droit de succession subordonné seulement à la condition que la femme soit pauvre à l'ouverture de la succession, au

moment où ce droit que la loi lui accorde par cet article prend naissance ;

Attendu qu'ainsi ce moyen de cassation n'est pas fondé non plus.

Sur le motif suivant :

« Excès de pouvoir. Omission essentielle. J'ai
« invoqué devant le Tribunal, la transaction qui
« intervient entre parties et par laquelle la défende-
« resse d'aujourd'hui se contentait d'un pagon (1/2
« hectare) pour toute prétention en qualité de veuve
« de notre défunt frère Radu Dumitrache, et le Tri-
« bunal sans tenir compte de cette transaction, admet
« l'action de la défenderesse tout autrement for-
« mulée ».

Vu que la sentence du Tribunal note que les deman-
deurs, par leurs avocats, ont prétendu que du procès-
verbal dressé par le maire du village Podu Barbie-
rului avec la date de 19 juillet 1896, il résultait que
la défenderesse a reçu d'eux, successeurs de Radu
Dumitrache, un pagon et 17 prajini terrain, de sorte
qu'elle ne pouvait plus prétendre à une autre
part ;

Attendu que de ce moyen de défense, il ne peut
résulter que les demandeurs ont invoqué le procès-
verbal ci-dessus mentionné comme une transaction
intervenue entre les parties ;

Attendu que le Tribunal sur ce moyen de défense,

tel qu'il a été invoqué par les demandeurs, répond dans la décision attaquée, qu'en ce qui concerne la fortune détenue par la défenderesse de son époux, on en tiendra compte lors de l'opération du partage ;

Attendu qu'ainsi il ne peut s'agir d'excès de pouvoir et omissions de la part du Tribunal, comme il est soutenu par ce moyen du pourvoi ; de sorte que ce motif aussi est non fondé.

Sur le dernier motif :

« Le Tribunal par la même sentence, prononce la
« fin de l'indivision, qui n'était pas demandée dans
« l'action et reconnaît aussi à la défenderesse le droit
« au quart, or le Tribunal ne pouvait prononcer la
« fin de l'indivision avant que la défenderesse ait
« obtenu un titre définitif, qui pût confirmer son
« droit et qu'ensuite, en vertu de ce titre, elle ait
« intenté une action pour sortir de l'indivision omet-
« tant de se prononcer sur notre action reconven-
« tionnelle. »

Attendu que si le Tribunal a admis aussi la notion, de l'indivision qui n'a pas été demandée par l'action, il a donné plus qu'il n'a été demandé, et que ceci constituerait au plus un motif de révision et non un motif de recours en Cassation, s'il était un intérêt d'effacer de l'arrêt une disposition inévitable, comme conséquence de cet arrêt ;

Donc ce dernier motif étant aussi non fondé, le pourvoi se trouve non fondé.

Pour ces motifs :

Rejette., etc.

(Civil, 1^{re} Chambre).

Rapp. : PHERIKYDE, prés. — BRATESCOU et J. MAXIM
LENCH, avocats.

1905. — p. 170-173.

Veuve pauvre. — L'action prévue à l'art. 684 du Code Civil. — L'indigence. — Question de fait. — Enquête locale. — Témoins. — Art. 684 du Code Civil.

L'absence de fortune d'une femme veuve pour pouvoir exercer l'action prévue par l'art. 684 du Code Civil constitue une question éminemment de fait; elle peut être prouvée par une enquête locale avec témoins, surtout quand la preuve contraire est fondée sur un simple certificat de la mairie locale, dont la force peut être détruite par une constatation locale avec témoins.

Arrêt n° 93, 25 février 1908. — Joana Gh. Ion Pelin, contre Constantin Gh. Ion et autres, la sentence du Tribunal Ilfov, 1^{re} Chambre, n° 849 de 1903.

La Cour : délibérant sur le motif suivant du pour-

voi : « Violation des art. 1100 et 1170 du Code Civil.
« Le Tribunal se base sur le certificat du maire du
« village de Bolintin, pour établir en faveur des défen-
« deurs en secours, que je suis veuve sans fortune,
« parce qu'il serait établi par le certificat que je possède
« un pogon qui m'aurait été laissé par mon mari. Pour
« juger de la sorte, on s'est fondé sur un acte qui ne fait
« pas la preuve exigée par la loi, car les textes ci-des-
« sus cités, indiquent limitativement les preuves qu'on
« peut administrer en justice. Le Tribunal commet
« aussi un excès de pouvoir en éliminant de la discus-
« sion le moyen le plus légal de preuve. »

Vu la sentence soumise au pourvoi de laquelle il résulte que la demanderesse d'aujourd'hui, Joana Gh. Ion Pelin, en son nom personnel, comme veuve sans fortune et en qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs issus de son mariage avec son mari décédé, Gh. Ion Pelin, a fait venir devant la justice les défendeurs en pourvoi d'aujourd'hui, enfants d'un autre mariage et héritiers du nommé défunt, pour partager entre eux la fortune de celui-ci, composée de 7 pogoans, 18 prajini et 498 stanjini carrés, terrains pour construction, en valeur de 2800 francs, fortune de laquelle la demanderesse prétend avoir droit à une portion virile en usufruit conformément à l'art. 684 du Code Civil, que le juge de paix de l'arrondissement de Sabar par la sentence n° 566 de 1902, a admis l'action comme fondée, que le Tribunal en appel,

par le jugement aujourd'hui attaqué en pourvoi, a rejeté comme non fondée ;

Vu qu'on constate par le jugement attaqué, que les défendeurs ont opposé comme moyen de défense à l'action intentée contre eux, un certificat de la mairie du village de Bolintin, duquel ils ont prétendu résulter que, la femma Joana Gh. I. Pelin n'est pas pauvre car elle a 4 pogons de terrain;

Vu que la demanderesse a opposé à ce moyen de défense la demande d'une enquête locale, par laquelle elle voulait assurément prouver par témoins qu'elle n'a pas de fortune ;

Que, pourtant le Tribunal, sous le prétexte que la demanderesse ne produit pas d'actes pour prouver son état d'indigence, a rejeté la demande d'une enquête locale, et se basant sur le certificat ci-dessus mentionné a rejeté l'action comme non fondée ;

Attendu que le manque de fortune d'une femme veuve, qui est une condition de l'exercice de l'action prévue par l'art. 684 du Code Civil, constitue une question éminemment de fait qui peut être prouvé par une enquête locale par témoins ;

Que la demanderesse étant, de plus, en droit de demander cette preuve, que la partie adverse n'apportait, pour prouver l'existence de la fortune, qu'un simple certificat de la mairie locale, dont la force probante pouvait être rendue nulle par l'enquête locale contraire avec témoins ;

Attendu donc que le Tribunal en rejetant en l'espèce la preuve d'une constatation locale par témoins, proposée par la demanderesse Ioana Gh.-I. Pelin, pour prouver son manque de fortune, a commis un excès de pouvoir et qu'ainsi le motif de casser, ci-dessus indiqué, se trouve fondé ;

Sur le motif :

« Omission essentielle et violation de l'art. 669 du Code Civil, puisque le Tribunal dans le dispositif de sa sentence ne fait pas mention aussi de mes autres fils qui ont droit à la succession de leur père ».

Vu qu'on constate que par la sentence du juge de l'arrondissement de Sabar, n° 564 de 1902, on a reconnu aussi aux mineurs, représentés par la demanderesse d'aujourd'hui, comme tutrice légale, le droit à la fortune de leur père décédé Gh. Jon Pelin ;

Que devant le Tribunal en appel, où la demanderesse figurait tant en son nom personnel qu'en qualité de tutrice de ses enfants mineurs, les défendeurs du pourvoi d'aujourd'hui, appelant contre la sentence ci-dessus mentionnée, n'ont élevé aucune objection contre le droit reconnu aux mineurs par cette sentence, et la demanderesse, en sa double qualité, a posé des conclusions pour rejeter l'appel ;

Attendu donc, que la demanderesse en demandant le rejet de l'appel, a implicitement demandé la confirmation du jugement par lequel on reconnaît

le droit des enfants mineurs sur les biens de leur père défunt ;

Attendu que dans cet état de choses, le Tribunal admettant en tout l'appel et ne s'occupant nullement du droit incontesté des mineurs, a commis une omission essentielle qui attire la cassation de son jugement ;

Attendu qu'ainsi, ce motif de casser se trouve aussi fondé ;

Pour ces motifs :

Et d'accord en partie, avec les conclusions de M. le Procureur Général ;

Casse, etc.

(Civil, 1^{re} chambre).

Rapp. : C. ŒCONOMU, conseiller ; GH. SCHINA, avoc. génér. FLECHTENMACHER et STANESCOU fils, avocats.

1905. — p. 1200-1204.

Succession. — La fortune successorale de l'époux décédé. — Les cas où elle passe à l'époux survivant. — Parents au degré successible. — Si dans ce cas l'époux survivant peut disposer par testament de la fortune de l'époux décédé. (Art. 679 et 1890, du Code Civil).

Veuve pauvre. — Question de savoir si elle peut tester sur la fortune du conjoint défunt, débattue dans

les instances de fond. — L'évidence, à cette occasion, de son droit d'hérédité. — Si cela peut former un motif de cassation. (Art. 648 du Code Civil).

1) Conformément aux dispositions de l'art. 679 du Code Civil, les biens successoraux ne passent à l'époux survivant que quand le défunt n'a ni parents au degré successible, ni enfants naturels et non quand il a laissé des parents au degré successible qui conformément à l'art. 1890 du Code Civil, ont le droit de réclamer la succession pendant trente ans.

Donc, si la femme n'a pas de titre légal de propriété sur le terrain laissé par son époux, elle ne peut disposer de ce terrain, de sorte que, celui en faveur duquel le testament a été fait, ne peut invoquer comme titre de propriété ni le testament, ni la prescription de dix ans commencée par la testatrice.

2) Si dans les instances de fond on a débattu la question de savoir si une femme veuve a pu tester sur la fortune laissée par son mari, sans mettre en discussion son droit de succession comme veuve pauvre en vertu de l'art. 684 du Code Civil et duquel elle aurait pu disposer par testament, ceci ne peut faire l'objet d'un motif de casser, il reste pourtant pour celui qui a été gratifié par le testament la voie de l'action principale.

Arrêt n° 417. — Gheorghe D. Papuc, contre Dobra Stancin Suceag et Joana S. Succag, l'arrêt de la Cour d'Appel de Bucarest, 1^{re} Chambre, n° 272 de 1904.

La Cour ; délibérant sur le premier motif du pourvoi ;

« Erreur de fait. Excès de pouvoir et violation de
« l'art. 186, procédure civile.

« La Cour d'appel commet une grave erreur de
« fait en ce qui concerne la constatation des qualités
« des parties réclamantes en disant dans son arrêt
« qu'on ne conteste pas cette qualité, l'un des moyens
« de la défense étant justement la contestation de
« la qualité des réclamantes de la première instance,
« moyen dont on a cherché à faire la preuve par
« témoins.

« La Cour en admettant à ce sujet, les motifs du
« jugement du Tribunal commet un excès de pouvoir
« et viole les dispositions de l'art. 186 du Code de
« procédure civile, car les deux juridictions rejettent
« les dépositions de mes témoins, par la simple con-
« sidération qu'elles tendent à faire une preuve nég-
« tive, qui serait inadmissible en droit ; or, évidem-
« ment, du moment que conformément à l'art. 186
« c. procédure civile il m'a été accordé de faire la
« preuve contraire, il s'ensuivait que je ferais une
« preuve négative même contre les affirmations que
« le réclamant voulait prouver par ses témoins ».

Vu la décision attaquée par le pourvoi, de laquelle il résulte que les défendeurs d'aujourd'hui au pourvoi Dobra Stanciu Suceag et Joana Stanciu Suceag, ont intenté contre le demandeur Gheorghe D. Papuc,

une action en revendication pour cinq pogons de terrain avec les constructions et plantations s'y trouvant, biens qui leur sont dus, en l'absence d'autres parents plus proches, par la succession de leur défunt cousin germain Nitza Nicolae Dragosloveanu, biens détenus sans droit par le demandeur, et vu que la Cour de Bucarest en appel, par l'arrêt attaqué par le pourvoi a admis l'action comme fondée.

Attendu que la Cour jugeant au fond, constate par la décision attaquée que le demandeur Gheorghe D. Papuc n'a contesté ni la qualité des défendeurs, comme parents collatéraux du défunt Nitza Nicolae Dragasloveanu, ni le fait que la fortune réclamée par elles et qui est détenue par le demandeur, est celle laissée par le défunt sus-nommé ;

Attendu que devant cette constatation de la Cour jugeant au fond, le ci-dessus moyen de casser devient inexact en fait.

Sur le deuxième motif :

« Violation et fausse interprétation des l'art. 1895,
« 1897 et 1898 du Code Civil et insuffisance des motifs.
« La Cour d'Appel par sa décision réformant la déci-
« sion du Tribunal, qui n'admettait pas la pres-
« cription de 10 ans et contestait la juste cause
« et la bonne foi nécessaire pour invoquer la
« prescription de 10 ans, viole les dispositions des
« art. 1895, 1897 et 1898, en tant que la succession
« étant un titre translatif de propriété, d'après l'art.

« 644 du Code Civil, constitue une juste cause pour
« obtenir un immeuble et la bonne foi est présumée
« conformément à l'art. 1899 du Code Civil, et est
« d'ailleurs constante tant de la part de notre auteur
« que de la mienne ».

Vu que le demandeur Gh. D. Papuc a opposé comme moyen de défense, à l'action en revendication intentée contre lui, la prescription de dix ans, soutenant qu'il possède la fortune en litige en vertu d'un testament authentique par lequel la femme Bica Nitza Dragosloveanu lui a laissé cette fortune ; que la dite femme possédait la fortune en question dès l'année 1887 quand son époux est décédé, qu'elle a hérité en l'absence d'autres parents au degré successible, connus à ce moment là ; que la possession de la femme Bica Nitza Dragosloveanu étant unie à sa possession, en vertu du testament ; qu'elle a obtenu ainsi la propriété du terrain en litige d'après l'art. 1895 du Code Civil par la prescription de dix ans basée sur le juste titre et la bonne foi.

Attendu que la Cour jugeant au fond, répond avec juste raison à ce moyen de défense que d'après les dispositions de l'art. 679 du Code Civil, les biens successoraux ne passent à l'époux survivant que quand le défunt n'a ni parents au degré successible, ni enfants naturels, et non quand il a laissé des parents au degré successible, que dans l'espèce les défendresses d'aujourd'hui au pourvoi ont le droit de

réclamer la succession pendant 30 ans (art. 1890 du Code Civil) ;

Attendu donc, que la femme Bica Nitza Dragosloveanu n'ayant pas de titre légal de propriété sur le terrain laissé par son époux, la Cour jugeant au fond a jugé avec juste raison que la possession de ladite femme sur ce terrain ne pouvait être unie à celle du demandeur, selon sa prétention, pour la conduire à l'acquisition de la propriété par la prescription de dix ans ;

Attendu que si l'épouse du défunt Dragosloveanu avait en effet eu la qualité d'héritière sur la fortune laissée par son mari, elle aurait pu transmettre au demandeur la fortune d'une manière valable par testament, et celui-ci, dans ce cas, n'aurait pas eu besoin d'invoquer la prescription ;

Attendu qu'ainsi ce motif de cassation est non fondé.

Sur le troisième motif :

« Violation de l'art. 684 du Code Civil. Excès de
« pouvoir et insuffisance des motifs.

« La Cour par un excès de pouvoir dépasse les
« dispositions de l'art. 684 du Code Civil et m'oblige
« à donner toute la fortune que je possède en vertu
« du testament, quoique la testatrice, l'épouse du
« défunt Nitza Dragoslaveanu, avait un droit incon-
« testé sur un quart de la fortune et venait en con-
« cours avec des parents collatéraux.

« Je soutins ce fait au Tribunal et la Cour n'indique pas pourquoi elle ne me réserve pas ce droit que j'ai par la loi ».

Vu qu'il résulte de la décision attaquée que le demandeur n'a pas invoqué la prescription pour la partie de la succession, qui, d'après l'art. 684 du Code Civil reviendrait à la femme de Nitza Dragosloveanu, comme femme pauvre, dans la fortune de son mari, mais a prétendu qu'ayant le droit de succession en l'absence d'autres parents au degré successible connus à ce moment-là, ceux-ci constitueraient un juste titre pour toute la fortune, ce qui, d'après ce qui a été montré plus haut, ne peut être soutenu en droit ;

Attendu donc que la question n'ayant pas été soumise au juge du fond, comme cela est indiqué dans le motif du pourvoi, elle n'a pu faire l'objet du jugement ; ce droit donc restant en dehors de l'instance et n'étant pas résolu par le jugement, le demandeur est en droit de réclamer par la voie d'une action principale en vertu de l'art. 684 du Code Civil, la part due à la femme Bica Nitza Dragosloveanu dans la fortune de son mari, part que la susdite décédée a pu transmettre par son testament d'une manière valable au demandeur Gh. Papuc ;

Qu'à ce point de vue, ce dernier moyen de cassation ne pouvant être admis, le pourvoi se trouve non fondé ;

Pour ces motifs :

Rejette..., etc.

(Civil, 1^{re} Chambre).

Présid. : GH. V. BAGDAT, conseiller. ELEFTERIU, J.
CEZARESCOU et MARINESCOU, avoc.

1906. — P. 722-725.

Veuve pauvre. — Le droit que l'art. 684 du Code Civil lui accorde. — Droit de succession et non droit de créance dans la fortune du mari. (Art. 684 Code Civil).

La mise en possession de la femme pauvre avec la permission de la justice. — Art. 653 du Code Civil. La possession de fait de la fortune laissée par le conjoint. — Le manque de déchéance pour la femme. Déchéance de droits. — Interprétation stricte.

1) Des dispositions de l'art. 684 du Code Civil il résulte indubitablement que le droit de la veuve dans la fortune du mari décédé n'est pas un droit de créance dans la fortune du mari, mais un véritable droit de succession, subordonné seulement à la condition que la femme soit pauvre à l'ouverture de la succession, quand ce droit prend naissance.

2) Quoique d'après l'art. 653 du Code Civil, la femme pauvre ne puisse entrer en possession de sa part successorale qu'avec la permission de la justice, pourtant il n'est pas moins vrai que si la femme reste en fait en possession de ce droit et continue à être laissée en possession par les autres héritiers de son défunt mari, elle n'a plus d'intérêt à s'adresser à la justice; et comme nulle action n'est accordée à celui qui n'a pas d'intérêt, on ne peut admettre que dans une telle situation la femme soit

déchue de ses droits ; les déchéances de droits étant de stricte interprétation ne peuvent être admises qu'en vertu d'un texte formel et exprès de la loi et aucun texte de la loi n'enlève à la femme pauvre le droit reconnu par l'art. 684 du Code Civil, si de différentes circonstances, elle n'a pas réclamé son droit en justice.

Arrêt n° 190. — 25 avril 1906 (G. Craciun et V. Saulea contre M. Drilea et autres. Jugement du Trib. Putna 404, 1905.)

La Cour, délibérant, sur le motif du pourvoi.
« Excès de pouvoir, violation de la loi et fausse
« interprétation de l'art. 684 du Code Civil » ;

Vu le jugement soumis au pourvoi par lequel le tribunal en appel admettant l'action en revendication intentée par les défendeurs actuels au pourvoi Manolache Drilea et Marie J. Bohmut avec l'autorisation de son époux J. Vasile Saulea, a condamné ceux-ci à délaisser dans la propriété et la possession des premiers, le terrain indiqué dans le dispositif du jugement.

Vu que C. Craciun et son gendre Vasile Saulea, les demandeurs d'aujourd'hui, ont opposé comme moyen de défense à l'action en revendication intentée contre eux, qu'ils possèdent la fortune en litige à titre de succession de Marie Vasile Sava, sœur du demandeur C. Craciun, fortune qu'elle a aussi hérité comme femme pauvre, de son défunt mari Vasile

Sava mort en 1898 sans descendants, de sorte que les demandeurs à la présente action, Manolache Drilea et Marie J. Bohmut, neveux du frère dudit défunt, n'ont pas le droit de réclamer la fortune laissée après sa mort; que leur auteur Marie Vasile Sava, en vertu de l'art. 684 du Code Civil, a hérité de la fortune de son mari défunt Vasile Sava; qu'il lui a même été reconnu ce droit de succession par Joan Drilea, un des successeurs de Vasile Sava avec lequel la susdite, par l'acte du 26 janvier 1902, a fait le contrat renonçant à une partie du terrain pour éteindre l'action en revendication de cette même fortune qu'on avait fait contre elle;

Vu que le Tribunal, sous prétexte que le droit de la femme pauvre reconnu par l'art. 684 du Code Civil est un droit de créance qu'elle n'a pas exercé pendant sa vie est perdu et ne passe plus à ses héritiers, a rejeté le moyen de défense présenté par les demandeurs, et estimant qu'ils détiennent le terrain revendiqué sans aucun droit, a reconnu aux défendeurs, en qualité de neveux du frère du défunt Vasile Sava, le droit à la succession de celui-ci, admettant de cette manière l'action en revendication ;

Attendu que des dispositions de l'art. 684 du Code Civil il résulte indubitablement que le droit de la veuve dans la fortune de son défunt mari est un véritable droit de succession, subordonné seulement

à la condition que la femme soit pauvre à l'ouverture de la succession, quand ce droit, que la loi lui accorde par cet article, prend naissance ;

Attendu que s'il est vrai que, d'après l'art. 653 du Code Civil, la femme pauvre, qui en vertu de l'art. 684 ci-dessus cité, a un droit de succession ne rentre en possession de ce droit qu'avec l'autorisation de justice, il n'est pas moins vrai que, si la femme reste dans la possession d'un pareil droit et continue à y être laissé par les autres héritiers de son défunt mari, elle n'a plus d'intérêt à s'adresser à la justice, et comme nulle action ne se fait en justice sans intérêt, on ne peut admettre que dans une telle situation la femme soit déchue de son droit, les déchéances étant de stricte interprétation et ne pouvant être admises qu'en vertu d'un texte formel et exprès de la loi ;

Attendu qu'aucun texte de loi n'enlève à la femme pauvre le droit reconnu par l'art. 684, si par suite, de différentes circonstances, elle n'a pas réclamé ce droit en justice ;

Attendu que surtout en l'espèce cette solution s'impose, vu que la femme Marie Vasile Sava à la mort de son mari est restée en fait en possession de la fortune laissée par lui et a continué à la posséder pendant plusieurs années, durant sa vie, quelques-uns des successeurs lui reconnaissant même son droit devant la justice ;

Attendu que dans cet état de droit et de fait, le Tribunal par la sentence attaquée, méconnaissant en tout — même pour la partie reconnue par un des successeurs, — le droit de succession de la femme Marie V. Sava, représentée dans le présent procès par son frère et héritier Constantin Craciun, et par le gendre de celui-ci Vasile Saulea, par un pareil procédé il a commis un véritable excès de pouvoir et il a donné une fausse interprétation à l'art. 684 du Code Civil;

Attendu qu'ainsi, le motif de cassation invoqué est fondé;

Pour ces motifs, casse, etc.

(Civil, 1^{re} chambre).

Prés. CH. PHÉRIKYDE. 1^{er} prés. GR. MANIU. A. COMANESCOU et P. BORS, avoc.

1907. — p. 806-807.

Succession. — Le droit de la veuve dans la succession de son mari. — Si ce droit existe indépendamment de sa reconnaissance par la justice. — Art. 684 du Code Civil.

Le droit accordé par l'art. 684 du Code Civil à la veuve sans fortune dans la succession de son mari existe indépendamment de sa reconnaissance en justice et est transmissible, sous la réserve du droit des intéressés de discuter à l'occasion d'un litige ouvert, la validité même du droit.

Arrêt n° 188. — 15 mai 1907. F. Foculescou contre G. C. Turcon, Trib. Mehedintzi, II, n° 30, 1905.

La cour : délibérant; sur le motif de cassation invoqué :

« Excès de pouvoir, violation de l'art. 684, alinéa 3,
« du Code Civil. En effet, le juge de paix après avoir
« constaté dans les considérants (sentence n° 1088 du
« 15 novembre 1904, confirmée par le jugement du
« Tribunal) que mon auteur Pauna Ion Istudor, qui
« m'avait rendu par l'acte transcrit au Tribunal Mehed-
« nitzi n° 279 de 1890, avait hérité de son époux
« d'après l'art. 684, alinéa 3, Code Civil, repousse
« l'action pour le motif que son droit au quart ne
« lui a pas été reconnu, écartant tout autre motif, et
« commet ainsi un excès de pouvoir en violant
« l'article cité »;

Vu que devant les instances de fond le demandeur a intenté l'action contre le défendeur en revendication d'un terrain qu'il avait acheté de Pauna I. Istudor, épouse et héritière pour un quart, du défunt Ion Istudor; que le juge de paix, en première instance, rejetant l'action du demandeur, l'affaire a été portée en appel devant le Tribunal Mehednitzi, 2^e Chambre, où l'appelant a invoqué les mêmes motifs; que le Tribunal adoptant les motifs du Juge de paix, a rejeté l'appel en jugeant que la veuve doit

faire valoir en justice son droit de succession dans la fortune du mari afin de pouvoir en disposer;

Attendu que le droit accordé par l'art. 684 du Code Civil à la veuve sans fortune dans la succession de son mari, existe indépendamment de sa reconnaissance en justice et est transmissible, sous la réserve du droit pour les intéressés de discuter à l'occasion d'un litige ouvert, la validité même du droit;

Qu'ainsi le Tribunal Mehednitzi jugeant dans l'espèce que la femme ne peut pas vendre son droit de succession avant de l'avoir fait reconnaître en justice, a commis un excès de pouvoir et qu'à ce point de vue le recours est fondé;

Pour ces motifs :

Casse..., etc.

(Civil, 1^{re} Chambre.)

Prés. Ch. PHERIKYDE 1^{er} Prés. PITIS et BAILLEANU, avoc.

1989. — 34-35.

S'il est vrai que d'après l'art. 633 du Code Civil, la femme pauvre, qui en vertu de l'art. 684 du Code Civil, a un droit de succession dans la fortune de son mari défunt, ne peut rentrer en possession de ce droit sans la permission de la Justice, il n'est pas moins vrai que si la femme reste en possession de fait d'un tel droit et continue à y être laissée par les autres héritiers de l'époux, elle n'a plus d'intérêt à s'adresser à la Justice, et comme nulle action n'est accordée à celui qui n'a pas d'intérêt, on ne peut admettre que dans un pareil cas la femme soit

déchue de son droit d'héritière, ouvert au moment de la mort de son époux, les déchéances de droits étant de stricte interprétation et ne pouvant être admises qu'en vertu d'un texte formel et exprès de la loi.

Arrêt n° 37. — Du 23 janvier 1909 :

Jugement du Tribunal Neamtzu, n° 165 du 1907.
Madga Junas Barbulea contre Janos Giurgi P. Ghergel et autres.

(Mêmes motifs que dans l'arrêt n° 190, de 1906, voir p. 164 de la thèse).

(Civil, 1^{re} chambre.)

Prés. M. JULEAN, cons. P. BORS, avocat,

TABLE DES CHAPITRES

	Pages
INTRODUCTION	5
La législation en Roumanie.	15
Le fondement du droit successoral du conjoint. . .	53
Législation comparée.	71
Les modifications.	103
CONCLUSION.	133
APPENDICE.,	135

——
SAINT-DENIS
Imprimerie A. RINCHEVAL

20 bis, Rue de Paris
——

